

アジア歴史資料センター
Japan Center for Asian Historical Records
<http://www.jacar.go.jp/>

ウルタルト談

西ノ通商ノ不可能ナラシム、他ノ主權トシテ露ノ機密ニ貢獻スルニ客ナラザルモ、下ノ情勢ハ右ノ努力ヲ困難ナラシムト云フニ、因ニ露ニ手ヲ出シタル風説アリタルヲシメ、シスルノ如キニ過般布官ノ向ニ對シ露ニ取引ニ當分望ヲ示シ、旨ノ内語セリ、三、七日ヲウルクアルト、當地ニまり嚮ニ全人ガ、ノラシムノ間、調印セル契約ニ對シ、勞農政府ノ確認ヲ促シタル申ナレハ、全政府リ附議ニ於テ右契約ノ確認ヲ拒リ、事ノ決議ニシタル旨ノ電報ヲ、ストモニアコウトヨリ受取り直ニ英ニ、

引返ヘシタリト云フ、凡説ニ據ルハ右契約ハ當初ヨリ露ニ反對者多シトノ事ナルカ、本西ノ拒絶ニ近東問題ニ関シ最モ、英ニカ勞農政府ヲ無視セル態度ヲ口實トスルモ、如シ、免、南露、西ニ對シ、遺リ口ニ、顧ミ右ノ拒絶ハ終局的ノモノト信セラレシト稱スルモノアリ、尙ホ一説ニ據ルハ、リトウイノフハ、布國を害スルハ、ル、ストニ對シ、或希項ノ變更ヲ求メタリト傳フ、英佛ハ暗号ノ便郵送セリ、



次官

2
6
2

५॥३॥

終止未了

三九四一
年

巴里黃
帝有看

大正十一年十月

二十日店六、〇〇
廿一日前二、〇〇

主政

件名	各名号经济委员会
綴込名	新条为 <u>独進</u>

内田外務大臣

松田代理大使

第七〇四號

十九日柏林發「フイカロ」著震、依ハ独逸
及東方ノ諸小共和國（波羅的沿岸諸國
ナラム）トノ間、「ラパルロ」條約參加、關ス
ル商議再開セリト報セラル
莫独、伊、波蘭、軋震セリ
（終）

然

大臣

次官

2
6
2

亞細亞	歐米	通商	條約	人情報	人事	會計	文書	平和條約
-----	----	----	----	-----	----	----	----	------

14854

(晴)

内田外郎

杉原代理大使

件 名 各 為 智 經 濟 協 定
綴 込 備 註 抄 考 的 (北 吹 東)

主改

重刊其大正五年十月
三十九日
三十七日
三十七日
三十七日

卷一

卷之四
奉准一同、村、外勤有東市部長マニワアエト着フニル

(一) ランポに条約ヲ簽國各雅邦、押捺タルヲ一交海
 ハ種ノ困難アリテあり安後ニユウス殊ニ「ジコウニジア」ト
 一交海ノゆキ甚シ面倒ナリ尙多ト一交海ハ昔魯ニ諸
 ヲ通シテ 相接アリニツツアリ元來自今ノ經驗ニテハ 簽國
 ハ一且条約ヲ締メ、其後約ニハ 悉ナラカキモ 条約ヲ
 締メ、此ニハ中々困難ナリ

西面ヨリノ差ヲ得テ「スチネス」ノ如キ獨逸ノ大合
 社ハ帝國ニ對シテ平權ヲ為シ居ル今日 假令「スチネス」ノ如キ
 (德電「ニハ三ノ」) 小事業家ノ昨今午ノ出見「スチネス」ノ如キ
 商人全體トシテハ「スチネス」ノ如キ 怡動ナシ得、右「スチネス」ノ如キ
 モ「スチネス」ノ如キ 怡動ナシ得、右「スチネス」ノ如キ
 島克相場ノ關係上今ノ外國産業界ニ于テ出シ
 難ク獨力ヲ以テ帝國ノ復興ニ任セムルカ如キハ 洲邊
 國難タニヨリ他處人トノ提携ヲ希望スルモ「スチネス」ノ如キ
 比利「スチネス」ノ如キ 怡動ナシ得、右「スチネス」ノ如キ
 最近「スチネス」ノ如キ 怡動ナシ得、右「スチネス」ノ如キ
 爲「スチネス」ノ如キ 怡動ナシ得、右「スチネス」ノ如キ

(三) Harrod ノ使命ニ佛商ノ接近ハ「ホアスカ」ノ純賊

以來ノ股案ミテ「脱」シ難キモ其内「佛商」通商案白
 ノ如キ少現スルニ「脱」シ難キモ其内「佛商」通商案白
 約ニ付スル帝國最近ノ無反モ「ハ」アリカ「カ」案ミテ「脱」シ



大臣

次官

性

亞細亞

歐米

通商

●

100

情
對

人事

會計

100

10

平和條約

件名

綴込名

14852

(晴)

内子

大正十二年二月拾

朽腐代阻大佳

訂正

奉旨一同付外勤有素方印長「マルワア」ノ蓋アリ

卷之四

ト、ラハ己業約リ、商國各聯邦ニ押捺せらるソノ文所
ハ他ノ國難アリテあり安統ニおうえ踏ミヨウニビアト
ノ文所ノみキ甚ク面倒ナリ、商國ノ文所ハ昔者迄皆
ヲ通シテ向接アリにツマリ之素自分ノ経販ニハ商國
ハ一旦条約ヲ締メ其後ヨコヒ去テうナルカ如キモ条約ヲ
締メ置エハ中々困難ナリ

(二) 海國を航するニセリト云フハ見込多クノ同付シモバ

西面ヨリノ差ヲ計テ「スナニホス」クルフゾ」ノ如キ獨逸ノ大合
 社ハ「西國」ニ對シテ「平」控ヲ力ニ在リ今日「假令」モ「一」ノ如キ
 「德」電中ニハ「三ノ」小事業家ノ「昨今」手ヲ出ス「已」モ「独
 逸」人全體トシテハ「居」シ「レ」ハ「快動」ナシ「諸」ニ「右」ノ「フ」ノ如キ
 モ「其」方々ハ「他國」ノ「資本」ニ「依」テ「ス」モ「ノ」ナリ「特」ハ「事業家」
 ハ「獨逸」相場ノ「關係」上「今」ノ「外國」を「憂」ム「手」ヲ「出」シ
 「獨逸」獨力ヲ以テ「西國」ノ「復興」ニ「任」セ「シ」ト「ス」ル「如キハ」
 「國」難「大」ニ「ヨリ」他「人」ト「提携」シ「ム」希「望」ス「モ」ト「ス」
 「諸」ニ「回
 比」利「ニ」在「テ」日本「ト」提携「ス」ル「如キ」最「モ」希「望」ス「ル」ナリ
 最近「西」方「多」ク「ホ」キ「タ」ル「ア」ス「ミ」ス「レ」ハ「德」電中「ニ」ハ「三ノ」モ「同
 意」見「ヲ」申「出」セ「リ」

(三) 土庫
使令之佛所、接迎ハハ智カレハ純職

以来ノ腹案ニシテ何等突然意外ノ事柄ニ非ス
只今氏カ最近迄之ヲ現ハササリシハ政界ノ時機
ヲ窺カヒ居リタルノミ
チ歸リタルヤハ断言シ難キモ其内露佛
間通商条約ノ如キ出現スルアルモ自分ハ敢テ
之ヲ怪マス
露國最近ノ態度モ一ハ
タルニ依ルモノト思ハル
カ茶々ヲ入レ

14854

(日高)


 仙客夢
 常書

平河
壬戌
日辰

10

林氏代

cky

一ツツハ口ニ季ハウ露石
各取都ニ押カントハ

困難

恒東より示す、昌西へ
政府より通す交渉中

ニ、露石ト砂通トノ通商

三、露佛于佛接近

不爲民使

第七
八
九
條
約

露宿同休
獨之別方省一聲明

露口ニルケムコッセルエヨニ

仁直リノ善ヲ集メテ
スナハスルヲフ
ル如キ獨逸ノ大令

社
爲國之利平
控之乃
在
今日
假令
三
一如

（德記第三八五號）小事業家，昨今午才出見。已云。

魚人金條トシテハ
居ルハ依勤ナシ
端々右ノ
ル
一ノ
ル
キ

モ
其
要
ハ
體
國
ノ
治
本
ニ
依
ル
云
々
之
ノ
ト
リ
方
ハ
衆
意
を
求
ム

馬虎相場圖
上今水卜圖

智
 カ
 國
 手
 生

國
 庫
 大
 日
 月
 下
 是
 手
 七
 上
 七
 上
 如
 年
 八
 如
 年
 八

三、四、五、六、七、八、九、十、十一、十二、十三、十四、十五、十六、十七、十八、十九、二十、二十一、二十二、二十三、二十四、二十五、二十六、二十七、二十八、二十九、三十、三十一、三十二、三十三、三十四、三十五、三十六、三十七、三十八、三十九、四十、四十一、四十二、四十三、四十四、四十五、四十六、四十七、四十八、四十九、五十、五十一、五十二、五十三、五十四、五十五、五十六、五十七、五十八、五十九、六十、六十一、六十二、六十三、六十四、六十五、六十六、六十七、六十八、六十九、七十、七十一、七十二、七十三、七十四、七十五、七十六、七十七、七十八、七十九、八十、八十一、八十二、八十三、八十四、八十五、八十六、八十七、八十八、八十九、九十、九十一、九十二、九十三、九十四、九十五、九十六、九十七、九十八、九十九、一百。

同奉一撰集、九ノ最ノ多シト云ふナリ

高多ク 朴キタニ アスミス (結龍沖 三の号) 毛 同

申年

使命之心 佛敎ノ接近 ハナハカ 轉職

エリオ入露

以来ノ腹案ニシテ何等突然意外ノ事柄ニ非ス
只今氏カ最近迄之ヲ現ハササリシハ政界ノ時機
ヲ窺カビ居リタルノミ
チ歸リタルヤハ断言シ難キモ其内露佛
間通商条約ノ如キ出現スルアルモ自分ハ敢テ
之ヲ怪マスヲウルトアルトノ契約ニ對スル
露國最近ノ態度モ一ハStrenuous
タルニ依ルモノト思ハル
カ茶々ヲ入シ

2
6
2

大臣
次官

電信課長

亞細亞 歐米 通商 條約 情報 人事 會計 文書 平和條約

15314 (平)

外務省

松田代親大使

件名 各省長官署名
綴込名 新条約 (独逸)

巴里 大正十一年一月 七日 午後六、三〇 午後一、〇五

第七四九號

往電ヲ七〇四号ニ関シ「ハーバース」通信伯林来
電。依レバ「ラッパロ」條約ノ適用ヲ露國ノ同
盟國ニ延長ヲ可キ條約在独露國大使駐
「ウクライナ」政府代表者及同外務省東方局
長トノ間ニ本月五日締結セラレタル由ナルが同條
約前段ニ於テ「ラッパロ」條約ヲ「ソビエト」共
和國ノ同盟國即チ白露「ウクライナ」三高加索
聯邦共和國及極東共和國ニ適用スル旨ヲ

規定ニ其ノ後段ハ「ラッパロ」條約ノ主要條
項ヲ包含シ居レリト報セラル
莫、独、印、波蘭、轉電セリ



15314 (平)

巴里 大正三年八月

大正三年八月

外務省

大正三年八月

第七四九號

ラッパコエル電。依レバ「ラッパ」條約ノ適用ヲ露國ノ同盟國ニ延長ヲ可キ條約在露國大使館ニ之ニ適用スル。ウクライナ。政府代表者及同外務省東方局ニ適用スル。本月五日締結セラレタル由ナルが同條約ノ前段ニ於テ「ラッパ」條約ヲ「ソエット」共ニ適用スル。同盟國即ケ白露「ウクライナ」三高加索共和國及極東共和國ニ適用スル旨ヲ

ラッパコエル電

規定ニ其ノ後段ハ「ラッパ」條約ノ主要條項ヲ包含シ居レリト報ゼラレ。英、独、印、波蘭、轉電セリ

電信課長

大臣

次官

亞細亞

歐米

通商

條約

情報

人事

會計

文書

平和條約

件名

續込名 新条約 (独) 日独露布商路

伯林發 大正十一年一月九日 附 卷二一〇

内田外務大臣 日置大使

第三八八号

ラハルは條約を露國以外ノ露國聯邦に擴
張スルノ件、屢次ノ電報ニテ即報告ノ通り交
渉行進シ居タルに、五日漸ク親印ヲ見ルに至
レリ。條約本文ハ發表次第郵送スベキモ、事件
ニ關シ外務省露西亞課員ノ職員ニ諮ル處无
ノ道
一露西亞側ヲ代表シテ本條約を親印シタルモ
ノハクレステンスキー大使及 Quisen (條

總一

虜交換事務ノ為当地ニ滞留シ居ルウクライ
ナ非公式代表者ノ面人ナリ。クレステン
スキーが此任に當リタルハ、露國露國が聯邦
各政府ノ特別委任ニ基キ之が交渉ヲ引
受ケタルモノト解スベク、聯邦各政府が各
自其ノ關係スル限り外交独立權ヲ保留シ
居ルコトハ依然何等変更ヲ見ガルモノト
信ズ。最近傳ヘラルル露國全領ノ法制的
統一ハ談合アルコトハ事實ナルが如キモ、各邦
特權ノ利害モアリ、交渉未だ成立セズ。

電信課長

大臣

次官

性

亞細亞

歐米

通商

條約

情報

人事

會計

文書

平和條約



件名
綴込名

伯林叢

大正十一年七月

七日辰六、三五
九日前六、四〇

主改

内閣外務大臣

日置大使

第二八八號 續キ

三、今回ノ條約ハ其ノ結果ニ於テ「ラパル」口
條約ノ擴張及昨年五月独露通商假
條約ノ準用ヲ意味スヤカ當事者ハ白
露、小露、高第第三邦及極東共和國
ニシテ「ボハラ」及「コラズム」ハヤ、加ハ
ス

三、是等諸邦ト独逸トノ間ニハ戰事以來今
日迄未タ文ナレ事実上ノ經濟的關係開カ
ズ又「アウセ」ハ今後或ハ何等カノ形式
ニテ露國大使館ノ附屬スルコト、ナルヤモ知
レサルモ独逸政府ト是等諸邦トノ間、如何
ナル外交關係ヲ設置スルヤハ未定ナリ然シ
何レモ獨逸政府カ是等諸邦、金權
公使ノ如キ廣汎ナル権限ヲ有スル代表
者ヲ派遣スルカ如キコトハナカル一キ称信セ
ラレ独逸政府ハ目下「ウクライナ」ニ非公

式代表者トシテ、^ルヲ駐在セシメ居ル
外他ノ諸邦、何等代表者ヲ有セス、^ハアス
ミス、ハ高歸東セサルモ、^ハ同人力齊多、^ハ於
ケル、^ハ独逸政府ノ代表者、^ハ非サルコトハ、^ハ當
然ナリ
英、佛、瑞典、波蘭及「^ハケエワク」ハ、^ハ転電
セリ

0412

de la presse soviétique et le "Krasn. Gay." 6. IX. prétend avec irritation: - Toutes les conciliations entre l'Allemagne et l'Entente ne sont que des délais qui ne sauveront pas la situation. La seule issue inévitable pour l'Allemagne, si elle veut se débarrasser des prétentions de l'Entente, serait de devenir aussi soviétique.

Tels sont les souhaits des sphères soviétiques, concernant la politique de l'Allemagne. Quant aux réels rapports économiques, il faut constater, sur la situation, les opinions fort pessimistes du Kremlin. Krassine, rentré au commencement d'août à Moscou, se prononce dans une interview ("Krasn. Gay." 11. IX.) - La chute du mark allemand n'a pas causé de dommage essentiel à nos fonds en Allemagne, vu qu'ils sont en valeur ferme. Mais notre commerce s'en est pourtant ressenti, car plusieurs établissements de commerce sont disposés à rompre les contrats conclus avec nous. Il sera difficile aussi de réaliser nos marchandises d'exportation

comme par exemple les morceaux de fer, car l'industrie en Allemagne se comprime, se resserre et les capitalistes allemands fâchent l'étranger. Le traité de Rapallo n'a été jusqu'ici d'aucune importance pour nos rapports de commerce avec l'Allemagne. Tous les camarades qui sont de l'avis, que grâce à ce traité nous aurons du crédit et que nous pourrions mener les affaires avec l'Allemagne en grand, se trompent fort.

En général, il faut avouer que les affaires ont plutôt mal tourné après le traité de Rapallo, à cause de l'état embrouillé des sphères financières de l'Allemagne et de leur dépendance de l'Entente. Nous pouvons citer des exemples, où les allemands ont refusé des concessions extrêmement avantageuses, ce qui s'explique uniquement par l'oppression de la bourgeoisie de l'Entente sur le capital allemand, après le traité de Rapallo.

Tel est l'opinion de Krassine, l'un des créateurs de ce même traité.

Les derniers événements en Allemagne, surtout la conclusion d'un traité entre Stinnes et la France (13. III), sur la restauration des rayons détruits, a abattu même qui avait tant insisté sur la solidarité de l'Alle et de la Russie pour aboutir à la création d'une publique soviétique universelle. Même Radek, article ("Mosa. Pravda" 13. IX.) envisage la situation tristesse et parle de la "Stinnesation" de l'Alle. Stinnes a eu évidemment des pourparlers avec les allemands, pour se garantir de graves qui auront pîcher la réalisation de son traité. Les ou réduits à perdre leur journée de huit heures.

mais les chefs conciliateurs allemands le passeront sous silence, puisque Stinnes agit avec le consentement du Gouvernement Conciliateur allemand. - Maintenant Stinnes va dicter à l'Allemagne la politique intérieure de quoi il s'agit que le même Stinnes s'imposera aussi dans la politique extérieure et par conséquent aussi dans les rapports de l'Allemagne avec la Russie soviétique. Vers la fin du mois de septembre, Krassine donne une nouvelle interview dans les "Mosa. Gay." 24. IX. sur les rapports entre la Russie et l'Allemagne. - Immédiatement après la conférence de la Haye j'ai envisagé avec beaucoup de pessimisme la possibilité de rapports économiques avec l'Allemagne. Mon dernier séjour dans ce pays a encore affermi cette opinion pessimiste. Quoique nous y achetions des machines menues et d'autres matériaux en plus grande quantité que dans les autres pays, et que nous vendions aux allemands plus que partout de matières brutes, ce n'est pourtant qu'un commerce menu, mais on ne peut pas constater de large rapprochement commercial avec l'Allemagne, et nous n'obtenons pas de grandes entreprises en forme de concessions. On ne peut non plus s'attendre à recevoir de gros crédits de la part des capitalistes allemands. La cause en est dans l'oppression de l'Entente, qui empêche l'Allemagne de venir en aide à la Russie. La commission chargée d'élaborer le traité de commerce, continue de s'en occuper, mais en attendant elle ne fait que passer en revue les matériaux rassemblés encore avant la guerre pour la Prévision du traité Russe-Allemand.

7.
sans ouvrages (des sans-travail), qui augmentait de jour en jour à Petrograd et à Moscou, a joué un certain rôle dans cette affaire. Pour les lecteurs, en tout cas, la question de collaboration avec l'Allemagne pour le rétablissement de l'industrie russe a été suspendue. Pendant ce temps, à la suite de la résolution des soc. démocr. et des indépendants d'entrer dans les rangs de l'administration l'indignation des sphères socialistes belatse. La presse de Moscou attaque surtout le gouvernement allemand et les socialistes conciliateurs qui perdent la cause du prolétariat allemand. Rader (Mosk. Pravda 11. VII.) déclare positivement, que le gouvernement actuel de l'Allemagne, composé de démocrates pacifiques, que personne ne craint, même les monarchistes, trahit les ouvriers et amènera involontairement une nouvelle révolution en Allemagne. Par conséquent, il est persuadé que les affaires de la Russie se stabiliseront, du moment où l'on peut espérer une révolution universelle, et la politique du gouvernement allemand fait espérer que cette révolution ne tardera pas à survenir. Rader exprime les mêmes idées dans la session du Conseil de Petrogr. (dans le palais de Tauride). Si nous parcourons la presse soviétique de la fin de juillet et le commencement d'août, nous verrons que tous les auteurs des articles sur l'Allemagne concentrent leur attention, non sur les relations réciproques de l'Allemagne et de la Russie, en ce qui concerne les rapports de commerce, mais envisageant la question du point de vue politique. Ainsi la "Krasnaïa Gaz." 22. VII. soutient positivement, que la révolution du prolétariat allemand, ne se fera pas attendre. Il est vrai que, selon l'ordre des organes supérieurs de la République, avec la participation de Krassin, une commission spéciale a été formée, chargée de préparer d'avance le traité Russo-Allemand et dans chaque commissariat se fondent des sections particulières pour rassembler les matériaux nécessaires à fixer les points du traité. Cette commission continue ses travaux jusqu'à présent, qui, d'ailleurs, sont d'un caractère plutôt scientifique et ne sont pas en rapport avec les dispositions politiques, liés aux espoirs du Kremlin. Les événements en Allemagne, joints à la chute du marc allemand dans la seconde moitié des mois d'août ont encore fortifié les espérances du Kremlin, d'une proche révolution en Allemagne. Les "Mosk. Izvestia" 12. VII., en parlant, et le même jour Rader écrit: - Le gouvernement all. n'a pu prévenir la catastrophe que lui-même sa tombe. Causé donc vite par la reconstruction du monde par les mains d'... La presse soviétique tâche de positions et de prouver à l'unique issue possible.

8.
du 17. VII. Krassin a déclaré à l'ouverture de la Conférence, à propos de l'organisation de la commission, chargée d'élaborer le traité commercial. - Notre tâche est de briser la cloison créée par l'Entente pour l'Allemagne. Nous pourrions déclarer au peuple allemand que nous sommes prêts à tous les sacrifices pour affermir les liens qui ont commencé à se rétablir entre nous. La "Mosk. Pravda" 26. VII., dans un article de fond, au moment de l'échec de la conférence de Londres, démontre, que l'Allemagne n'a rien à espérer de l'Entente, et engage le peuple allemand de s'allier à la Russie soviétique. "Nous vous aidons" - dit le journal. Le même jour le représentant allemand à Moscou, s'est présenté au Commissariat des Affaires étrangères, affirmant les sympathies du peuple allemand pour la Russie soviétique, et priant le remplaçant du commissaire, d'expliquer au peuple russe la position périlleuse dans laquelle se trouve actuellement l'Allemagne. Cette démarche du représentant allemand justifie les espérances que les sphères socialistes fondaient sur le rétablissement de rapports avec l'Allemagne. La "Krasnaïa Gaz." 22. VII. exprime l'assurance que, vu la position actuelle, l'Allemagne ne peut se passer de nous, grâce à quoi nous pourrions envisager l'avenir avec espoir. Tous les symptômes démontrent que la stagnation survenue après le traité de Rapallo est surmontée. Mais, la "Krasnaïa Gaz." 19. VII., plus prudente, se prononce d'une manière plus réservée et souligne, que la France, qui tend à détruire l'Allemagne, tâchera d'empêcher l'union de l'All. et de la Russie, grâce à quoi on ne peut trop espérer sur des liens étroits avec l'Allemagne. La "Mosk. Pravda" 27. VII. et les "Mosk. Izv." 26. VII. insistent pourtant sur une démarche résolue contre les prétentions de l'Entente. La presse soviétique propose aux frères allemands son aide contre les oppresseurs impérialistes. Toutefois, malgré les appels adressés à l'Allemagne de commencer la lutte pour la révolution universelle, la presse soviétique a dû accorder une grande place à la polémique entre Rader et Priobrazensky (un des communistes d'importance, chargé de la part du Kremlin de contrôler les opérations de la délégation bolcheviste à Gênes) concernant la question d'une proche révolution sociale universelle. Priobrazensky, ayant visité nombre de pays européens, prétendait, qu'en réalité, une révolution universelle était impossible même en Allemagne elle ne pourrait aliser. Rader prouvait le contraire. Des comités d'importance se sont joints à l'avis de Priobrazensky, tant que Rader exagrait la situation, donc on dirait que les événements en Allemagne de graves changements la conduisent à poursuivre avec le délai qu'on lui a donné à poursuivre.

Jusque là, la presse soviétique a beaucoup parlé des préparatifs pour le rétablissement des maisons et des tramways à Petrograd par les ingénieurs allemands et avec leur matériaux. Mais à la suite on se tait là dessus dans la presse et parait les habitants. L'assassinat de Ratenau a contribué à ce que la presse soviétique occupe de mieux en mieux une position hostile envers le gouvernement allemand. Les *Mosk. Izvestia* du 24. II. signalent la trahison du parti Scheideman, qui tend au retour des vieux régime monarchique. Un front uni du prolétariat est indispensable, puisque les autres parties, outre le parti communiste avec le gouvernement à la tête, ne soutiennent la République que fictivement. Radek, *Mosk. Pravda* 28. II. accuse avec encore plus de rudesse le gouvernement allemand, d'avoir trahi les intérêts des ouvriers allemands. Radek considère comme moment décisif la politique de Stinnes, de laquelle dépend le destin futur de l'Allemagne. Mais Radek doute, de ce que Stinnes voudra s'associer à la gauche pour isoler le parti de droite. Radek insiste sur la nécessité de remplacer le gouvernement actuel, par un gouvernement ouvrier. La *Krasn. Gaz.* du 26. II. indique d'une manière précise que les ouvriers doivent s'emparer du pouvoir pour sauver l'État. Mais non seulement la presse soviétique attaque le gouvernement allemand. Les sphères soviétiques dirigeantes désapprouvent aussi les capitalistes de la République allemande. Stomoniakov, le représentant de commerce des Conseils en Allemagne, retourné en Russie, dit dans une interview (*Mosk. Izvestia*, 30. II.). Certes, durant cette année dernière, la Russie a conclu avec l'Allemagne différentes transactions, montant à 3 milliards de marks allemands. Mais il y a des obstacles aux rapports constants entre la Russie et l'Allemagne. Avant tout, l'industrie allemande, avec une lutte systématique contre le monopole du commerce extérieur de la Russie de la part du Comité National de Commerce Extérieur (*Narkomvnechtorg*). Outre cela, les capitalistes allemands occupent une position d'attente et refusent de conclure des traités sérieux actuellement (aussi que des concessions) en attendant les résultats de la conférence de la Haye, concernant les relations avec la Russie. Stomoniakov exprime d'un fait formel son mécontentement de la soumission de vis-à-vis de l'Entente. Au mois de
se déclare, dont il a fallu tenir compte
de Petrograd et de Moscou une

ayant pour cause la clôture prochaine des usines, faute de commandes. Selon l'explication de *Moskovsk. Pravda* les ouvriers accusent les sphères dirigeantes, que la clôture des usines se fait dans le dessein de les rendre en concession aux Allemands. Le journal indique que les ouvriers sont mécontents de ce qui se passe dans les usines de Simens et Schuckert, où les ingénieurs allemands arrivés sont prêts à s'emparer de l'administration des usines. La même disposition d'esprit se produit à Petrograd, où, d'après la communication de la *Krasn. Gazeta*, il a fallu expliquer aux ouvriers, dans une meeting spécial, que ce ne sont que des bruits faux. Alors les ouvriers ont relevé une autre question: pourquoi ferme-t-on les usines si l'on n'a aucune intention de les rendre aux Allemands, tandis qu'en même temps on commande des locomotives à l'étranger, alors qu'on aurait pu les construire dans quelque usine russe, l'usine de Poutilov, par exemple. Les représentants du pouvoir soviétique ont été forcés de déclarer, que les commandes pour la construction et la réparation de locomotives, en Suède et en Estonie sont annulées, et que ces travaux seront remis aux usines russes. Le représentant du pouvoir, Scipionovitch n'a rien dit à propos de la suppression de commandes à l'Allemagne, mais à la suite, la presse soviétique publie périodiquement, que des locomotives commandées avant, continuent d'arriver de l'Allemagne. Dans tous les cas, toutes ces difficultés dans la question des concessions conclues par les Allemands, et des nouvelles commandes, ont seulement compliqué et non amélioré les relations entre le pouvoir soviétique et les capitalistes de l'Allemagne. La presse soviétique, en abordant la question de la possibilité des concessions allemandes, (*Petr. Pravda* 6. III.) ajoute, qu'on ne rendra que les entreprises secondaires et rassure les ouvriers que les Allemands ne recevront pas les principales branches de l'industrie. On projette suivantes concessions: la canalisation, les hôtels, l'auto-transport, la restauration du port, des maisons ainsi que les transports fluviaux (*Néva*, système Marie). Le journal accentue que la *Deutsche Bank* se met à la tête de tous les travaux de restauration. Mais les ouvriers pourtant se sont montrés très résolus. A la conférence des métallistes (*Petr. Pravda* 6. III.) on s'est positivement prononcé sur l'inconcevable politique du pouvoir soviétique, concernant la transmission de l'industrie en mains étrangères et on s'est déclaré pour la concentration des commandes en Russie. A la suite la presse soviétique a presque cessé de publier des articles sur la possibilité d'un accord avec l'étranger pour la reconstitution de l'industrie et mise à faire l'éclaircie de chaque locomotive. Des articles paraissent, où l'on parle de fermer, ce qui particulièrement, les usines de fer. Il est certain que

Après les harangues conventionnelles à propos du traité de Rapallo, dont les détails ne sont pas publiés de premier abord, la presse soviétique garde le silence, et seulement après l'arrivée de la délégation allemande et la description de l'accueil des représentants soviétiques à Berlin, on commence de croquer à s'intéresser au traité de Rapallo. La "Petr. Pravda" 3.11. décrit en détails le "rapport" donné par les représentants de l'Allemagne à Petrograd. Entre autres, un de ces représentants, le capitaine Lohman, donne ici même ses indications sur les améliorations désirables dans les questions de la reconstruction économique des travaux. Les délégués visitent quelques usines et quittent Petrograd pour aller ensuite à Moscou. La presse de Moscou et de Petrograd, insère quelques remarques, à propos de la part qu'ont prise les représentants allemands dans la reconstruction de la position économique du pays. On indique, que grâce à l'énergie des Allemands on s'efforcera vite à hausser la force productrice des travaux en Russie. On parle même que Staline a déjà envoyé des mandataires pour conclure pour un traité de concession (construction d'une fabrique sur la rivière Nist.) Dans les capitales, des bruits se répandent parmi les habitants, que déjà les Allemands envoient leurs ingénieurs et que la Russie commence à se rétablir. La "Krasnaïa Gazeta" 21.11. communique que les Allemands restaurent en toute hâte le bâtiment de l'ancienne Ambassade allemande à Petrograd, démolie pendant la guerre. Cependant, l'arrivée de cette même "délégation" a évoqué d'autres dispositions d'esprit. La "Krasn. Gaz." et la "Petr. Pravda" s'adressent aux ouvriers et leur montrent que c'est à tort qu'on répand que la Russie a trop cédé à l'Allemagne. Les deux pays sont redevables l'un à l'autre de manière que si l'Allemagne exigeait de la Russie le paiement pour toutes les entreprises allemandes, nationalisées à présent, il serait probable que la Russie se verrait forcée de rembourser plus qu'elle n'en recevrait de l'Allemagne pour le temps de guerre et la paix de Brest. Par conséquent, vu que les deux pays ne sont pas en état de payer pour le moment, il serait mieux d'annuler les parts, ce qui a eu lieu. Évidemment, ce n'est pas seulement parmi les ouvriers qu'on parle du traité désavantageux mais aussi dans les cercles soviétiques. Zinoviev, dans la conférence d'août, à Moscou, indique, que parmi les habitants, dans les rues, dans les queues des magasins - on distribue des proclamations, démontrant que le traité avec l'Allemagne n'est qu'une "dupes" de la Russie.

De moins Toffe a dû insérer dans la "Petrogr. Pravda" 15.11. un interview spéciale dans laquelle il déclare: "C'est une opinion fautive que notre traité avec l'Allemagne est désavantageux pour la Russie; ce n'est pas de cela qu'il s'agit. On pourrait encore parler sur la faiblesse du traité, qu'on peut expliquer par la poltronnerie de l'Allemagne, qui a craint d'agir résolument, se sentant menacée à la bride par l'Allemagne l'Entente. Mais lorsqu'elle a senti qu'à Gênes elle pourrait se trouver isolée, elle s'est empressée de conclure le traité avec nous. Le traité a été préparé encore avant cela à Berlin, mais en ce temps là, l'Allemagne a eu peur de le signer. La faiblesse de ce traité consiste en cela qu'il peut être aussi annulé. Toffe est pourtant persuadé, que la popularité du traité en Allemagne empêchera sa dissolution. Toffe trouve que l'importance du traité consiste en cela, qu'il rompt le front uni contre la Russie. Ainsi Toffe, de même que les autres représentants soviétiques avant tout le rôle politique du traité allemand.

Quant à l'importance pratique du traité, il en a été question quelques jours avant (13.11) sur les pages de l'"Ekonomicheskaja Gruz." Le représentant du Conseil Supérieur de l'Économie Nationale, Stienkel, récemment revenu de l'étranger, communique dans son interview:

"On voit une crise se produire. D'autant plus encore cette crise est grave en Allemagne. Le capital allemand passe par le stade de concentration. Les capitalistes de l'Allemagne connaissent la Russie et sont prêts à venir en aide, mais il leur faut un prompt virement du capital, tandis que la Russie désire un crédit prolongé. C'est pourquoi Stienkel déclare qu'il est plus difficile qu'on ne le croit d'obtenir un crédit en Allemagne, de même que dans les autres pays. Quelques compagnies allemandes sont disposées à venir en Russie pour y organiser leur comptoirs, mais rien de plus. Le représentant de l'Économie Communale à Petrograd, Ivanov fait part de résultats encore plus tristes. Dans la "Krasnaïa Gaz." (interview) il communique, que pendant son séjour à Berlin il a parlé à plusieurs représentants du monde capitaliste. On a montré beaucoup de la Russie et des dispositions de lui venir.

Ivanov avoue, qu'effectivement il a quelque transaction importante, ce lieu de Petrograd, et que même il a en bateau à vapeur tout ce qui est nécessaire conduits d'eau.

Les Bolcheviques et le traité de Rapallo.

Encore à l'époque où des changements se sont opérés dans le Ministère des Affaires Étrangères de l'Allemagne (son rapport avec le nom de Maltzen) la presse soviétique a exprimé son espoir de perspectives favorables pour la Russie. La presse russe constate qu'enfin l'Allemagne s'est persuadée enfin de l'avantage que lui donne une entente avec la Russie soviétique. Vers la fin de l'année passée, la presse soviétique attaque la politique de Stennes qui, sous l'influence de l'Entente est prêt à entreprendre une exploitation pillarde de la Russie. Stenlow dans les "Moskovskaia Izvestia" 24.XII, démontre, que toutes les relations de l'Allemagne envers la Russie ne sont basées que sur un seul point: la crainte de la bourgeoisie allemande, qu'en échange de la reconnaissance de la Russie par l'Entente, la Russie soviétique ne reconnaisse le traité de Versailles. Entre autres, dans le même article, Stenlow, rédacteur de l'organe officiel du Comité Central Exécutif (Veik), fait des reproches à l'Allemagne de ne pas avoir pensé à temps de placer ses capitaux dans les entreprises de la Russie. Dans la "Moskovskaia Pravda" - organe du parti communiste quelques articles de Raderk apparaissent en ce même temps. Il attaque avec plus d'âpreté encore que Stenlow le gouvernement de l'Allemagne, à cause de sa "neutralité" envers la Russie et souligne qu'en Russie on n'a pas encore oublié le traité de paix de Brest. Ensuite une assez longue interruption s'établit, pendant laquelle il n'est plus question des rapports entre la Russie et l'Allemagne dans la presse soviétique. Seulement, vers le commencement du mois de Mars des notices sont publiées à propos de l'exposition allemande à Moscou et l'Ekonomicheskaja Giza communique, qu'une commission spéciale est formée à ce sujet. Les "Mosk. Izvestia" 25.III. donnent des renseignements encore plus intéressants sur la fondation de la Société de l'Alliance Russo-Allemande, qui se met pour but d'établir des rapports normaux avec l'Allemagne, ainsi que la propagande de relations de culture et de commerce entre les deux nations. Les notices sur cette société sont composées sur un ton fort amical, sans une ombre d'allusion des articles tranchants, qu'il n'y avait pas longtemps encore, publiaient Raderk et Stenlow. A partir de là paraissent de temps en temps dans la presse soviétique de préparatifs de relations plus serrées entre et la Russie. A la veille des pourparlers à la "Pravda" 6.IV. écrit: Nous avons signé avec le gouvernement Baltiques et Berlin à la conférence de Gênes ne donnant pas de résultats, "l'entente". La "Morskaja Gazeta" annonce

franchise encore. On nous communique de source bien connue: l'Allemagne et la Russie soviétique agissent en commun à la conférence de Gênes. - Le journal attribue une grande importance à ce que Stenlow a repris son plan d'exploitation de la Russie, qui avait évoqué une si vive résistance de la part de Moscou. La presse soviétique annonce que des changements graves se sont produits dans les relations de l'Allemagne et de la Russie et comme nous le savons déjà le traité de Rapallo est venu à la suite. Pendant les pourparlers entre l'Allemagne et l'Entente à propos de cette question, la presse soviétique exprime la pleine assurance, que l'Entente ne voudra pas faire échouer la conférence de Gênes, malgré qu'une pareille position lui est fort désagréable. Quand la question s'est éclaircie définitivement la presse soviétique démontre que le traité de Rapallo est un exemple des traités qu'il faudrait conclure. Ce traité fortifie la Russie. Les interviewers de différents économistes soviétiques à propos de ce traité, déclarent, que grâce aux produits crus de la Russie et grâce à l'industrie allemande, un immense centre économique se forme maintenant à l'Orient de l'Europe. Les politiques du Kremlin se réjouissent surtout de ce qu'en rendant le traité de Rapallo, l'Entente sera forcée de convenir que le traité de Rapallo n'est point en contradiction avec celui de Versailles, quoique ce dernier ne représente qu'un pillage indigne; les juristes de l'Entente même sont obligés de le reconnaître. Contrainte par les pourparlers de Gênes, la presse soviétique a bien tôt oublié le traité de Rapallo et seulement la "Morsk. Pravda" 3.V. souligne de nouveau son importance, lorsque le 1 mai un avion de Berlin envoie la correspondance. La "Petr. Pravda" 9.V. communique que les représentants de la maison "Hugo Starnus", arrivés à Moscou, proposent de prendre à leur charge la construction des carénages (chantiers). La presse soviétique annote cette libération du marc allemand en rapport avec la conclusion du traité de Rapallo. La conférence de Gênes terminée, Toffi observe dans ses premières interviews sur Gênes, que la principale acquisition de Gênes - c'est le traité avec l'Allemagne qui a démontré que non seulement la Russie suivra la voie des ententes séparatistes avec les États de l'Europe, mais aussi personne ne pourra empêcher nos traités avec l'Allemagne. Trotsky, dans l'interview insérée dans la "Petr. Pravda" 20.V. souligne l'importance du traité de Rapallo, traité sur les principes duquel la Russie devrait conclure d'autres traités avec d'autres pays.

門 類 項 目	1
號	12. 1. 8

機 密	12. 1. 8
--------	----------

第一課

外務省

駐
美
第一課

綴込名

大正十一年一月六日

秘

電報

次長宛

一月五日午後八時
伯林 小畑少佐

大正十一年八月拾七日記録係接受

西路情第二号
兵器密輸入ニ就テ
西路情第六ニ補遺

在根労農大使館員ノ密報ニ依レハ兵器送出方ニ就
テハ直接労農大使館ト独ニ海軍側トノ間ニ秘密ニ
取扱ハレ海軍自専用船ヲ以テ輸出セラレツ、アリ
其中主ナルモノハ六月輸出済ノ潜航艇部品多
分ニ隻金及内部機関ト十月發送ノエンジン駆逐飛
行艇部品及飛行機製造機械ニシテ又七月乃至十月

ノ期間、タイムレル装甲自動車五十五台ヲ送り出セリト
尚土月エンジン會社ハ「ガイ」附近飛行場ノコンセンシヨシ
ヲ又「ボッケル」ハ同地ニ航空機工場新設ノ權利ヲ得シ
ハ「造船會社」ハ「コラエマキ」工場ノコンセンシヨシニ
就テ交渉中ニシテ労農側ハ其ノ條件中、軍艦及潜
航艇ノ建造設備ヲ要求シ居レリト

（親筆）
ルビニ、ジョージヤ
あり、あつた力、イ
り、す

第二局
歐米局

普 達
第 789
12.2.19

附屬書類添附

公第 七六。 號

大正十一年十二月十九日

在 佛

臨時代理大使 奥山清治

外務大臣伯爵 内田 康 哉 殿



送込名 別紙添付

各口通商手印第 2 号

館使大本日國佛在

ラツパロ條約ヲジョルチアニ擴張スル露獨
條約ニ對スルジョルチア國政府ノ抗議書送
付ノ件

當地駐在ジョルチア國公使館ヨリ十二月十五日附公文ヲ以テ獨
逸政府ハ十一月五日ウクライナ勞農代表者及モスコウ勞農代表
者（後者ハ同時ニジョルチア代表者ヲ兼メ）トラツパロ條約ヲ

館使大本日國佛在

ジョルチアニ擴張スル條約ヲ調印シ其ノ結果獨逸ハ莫斯科政府
ノジョルチア軍事占領ヲ是認スルコトト成リタルカ如キハ
何國ノ政府モ未タ敢テ爲ササリシ所ニシテジョルチア國民ハ其
ノ獨立ノ爲ニ奮闘ヲ續ケ來リ今秋ノ國際聯盟總會ハ滿場一致ノ
決議ヲ以テジョルチア國內ノ自由確立ノ爲援助ノ機ヲ逸セサラ
ムコトヲ理事會ニ勸告セル際獨逸ハ右ノ行爲ニ出テタルモノナ
リジョルチア人民ハ外國ノ羈絆ヲ脱シ國民的權利ヲ回復確立セ
ンカ爲ニ奮闘ヲ繼續スヘシト述ヘ右ノ趣旨可然帝國政府ヘ傳達
アリ度旨依頼越候ニ付案件來翰寫茲ニ及送付候條御査閱相成度
此段申進候也

本信寫送付先 在 勞山會議全權事務所

LEGATION DE GEORGIE.

Paris, le 15 Décembre 1922.

Excellence,

Le gouvernement allemand a signé, le 5 Novembre courant, une convention avec le représentant des gouvernements bolchévistes d'Ukraine et de Moscou qui représentait en même temps la Géorgie, convention d'après laquelle le traité de Rapallo est étendu à la Géorgie. Par cet acte, l'Allemagne reconnaît comme une situation normale l'occupation militaire de la Géorgie par Moscou, ce qu'aucun gouvernement allié n'a fait jusqu'ici.

Au moment où la nation géorgienne mène une lutte acharnée par tous les moyens en son pouvoir pour recouvrer son indépendance perfidement ravie, au moment où le monde civilisé, considérant comme sienne la juste cause pour laquelle lutte la Géorgie et ne marchandant pas à cette dernière son appui moral, vient d'émettre, à l'unanimité, dans la dernière assemblée générale de la Société des Nations, une résolution recommandant au Conseil de la Société de ne pas laisser échapper l'occasion d'aider au

Son Excellence

Monsieur le Vicomte ISHII

Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire

du Japon

P A R I S

- 2 -

rétablissement de la liberté dans ce pays, à ce moment même, l'Allemagne trouve opportun de signer un pareil acte.

Le peuple géorgien malgré tout continuera la lutte et il garde le ferme espoir de sa prochaine libération du joug étranger et du rétablissement de ses droits nationaux traîtreusement violés; c'est avec amertume qu'il se souviendra de ce coup inattendu qui lui est porté dans le moment le plus critique de son histoire.

En protestant au nom de mon gouvernement contre ce nouvel attentat à la liberté de la Géorgie, je vous prie de bien vouloir transmettre ce qui précède au gouvernement Impérial du Japon.

Veuillez agréer, Excellence, les assurances de ma très haute considération.

Le Chargé d'Affaires A.i.

Signé: Assaliany.

電信課長

大臣

次官

亞細亞

歐米

通商

條約

情報

人事

會計

文書

平和條約



件名

綴込名

新条約(独)

1880 年

柏林条約

大正十一年二月

一日午後七時
二日午後三時



内田外務大臣

日置大使

第三九號

「ラバロ」條約は一月三十一日獨逸外務省に於て批准交換了了セリ

各大使・波蘭及瑞典へ郵報セリ

普通
受第149號
12.6.19

歐公第一一號

大正十二年五月四日

在獨

特命全權大使 日置 益

益

大正三年九月參日 記錄係接受

外務大臣伯爵 内 田 康 哉 殿

獨露間捕獲船舶ノ相互返還ニ關スル取極（ラツパロ
條約追加條項）調印ノ件

獨露間開戦ノ當時相互抑留シタル船舶、戰爭中並プレスト、リト
ウスク條約以後捕獲シタル船舶ノ相互返還方ニ關シラツパロ條約
追加條項トシテ交渉進行中ナリシ處客月二十三日愈々莫斯科ニ於

在 獨逸大使館

テ獨逸大使ブロックドルフ、ランツアウ（BLOCKDORFF-
RANTZAU）ト露國外交委員代理リトヴィノフ（LITVINOV）、
トノ間ニ署名交換ヲ了セリ。該條項ノ内容ハ戰爭中一方國ノ港内
ニ於テ抑留セラレタル相手國ノ船舶ハ相互ニ返還セラル可ク、然
レ共一九一四年ヨリ一九一八年ニ至ルノ間行ハレタル捕獲審檢所
ノ判決ハ相互ニ之ヲ承認スベク更ニプレスト、リトウスク條約以
後所有者ヲ變更シタル船舶ハ同一量ノ船腹ダケ交換スト云フニ在
リ。本追加取極ハ署名ノ即時ヨリ效力ヲ發生シ別ニ批准ヲ要セザ
ルノ定ナリ
尙取極全文發表セラレ候節ハ送付可致ニ付右様御承知相成度此段
及報告候敬具

在 獨逸大使館

2-1638

0424

文書課長 大正三年六月廿二日接受

文書課發送 大正三年六月廿三日發送

淨書

正(原稿)

(淨書)

主 管 歐米局長

主 任 第二課

起草大正二年七月三十一日

政二機第

號

大正三年六月廿二日

附

附屬書

通

2
6
2
號

歐第一課

長

要旨付了

受信 左伯林
人名 日置大使 花

發信 内田外務大臣
人名

件 多 諸國聯邦(適用する條約所載)
法令報送付市ノ件

綴 込 独逸
名 込 獨逸國法令

要旨付了

公 信 案

外 務 省

新聞電報ニ依レバ「ラッパ」條約ヲ另農務國
以外ノ諸國聯邦(適用する條約今般独逸)
國會ヲ通過シタル趣キニ處テ独逸國法令

(乙 號用紙)

報王部市送付相煩度外改申進候也

外 務 省

ラ
バ
条約範圍擴張
獨逸議會で可決
十九日國際電報伯林發
獨逸議會は昨午ラッパロに於て締結せる獨逸條約の適用範圍を擴張し
て小亞細亞、白俄羅斯、ジョルジア、アゼルバイジャン、アルメニア
及び極東等の諸國共和國にも及ぼさしめんとする法案を可決した

12. 6. 21

普通
第182號
12.10.4

附
屬
類

條約局元

通分信第一五二號

大正十二年八月一日

在漢堡

總領事代理峰 古 輝 雄

大正三年九月拾壹日記録係接受

門
類
項
號

外務大臣御署内田原裁殿

獨露うバ口條約ノ適用範圍

據此條約文送付ノ件

本件ニ關シ客年十一月ハ台通總條公信第一五
八號ヲ以テ報告申送置キ此等ハ其ノ處有概
此條約本年七月五日批准ヲ了シ上独逸政府
テ爲布告アリ之旨 右又一部ノ布送付ル旨ノ件

在漢堡帝國總領事館

査収主事ニ此布申送付ノ旨

在漢堡帝國總領事館

Reichsgesetzblatt

Teil II

315

1923

Ausgegeben zu Berlin, den 31. Juli 1923

Nr. 27

Inhalt: Gesetz über einen Vertrag zwischen dem Deutschen Reiche und den Sowjet-Republiken der Ukraine, Weißrußland, Georgien, Aserbeidschan, Armenien und der Republik des Fernen Ostens vom 5. November 1922. S. 319. — Gesetz, betreffend das deutsch-polnische Abkommen über die Überleitung der Verwaltungsfreiheit, Steuerverteilung und Verwaltungsbefehlsgeschäften sowie der Rechtsmittelverfahren in Reichs- und in Staatssteuerangelegenheiten und in Kirchensteuerfällen im oberösterreichischen Abstammungsgebiet. S. 317. — Bekanntmachung über die Verlängerung des vorläufigen deutsch-spanischen Handelsabkommens vom 15. Januar 1923. S. 322.

Gesetz über einen Vertrag zwischen dem Deutschen Reiche und den Sowjet-Republiken der Ukraine, Weißrußland, Georgien, Aserbeidschan, Armenien und der Republik des Fernen Ostens vom 5. November 1922.
Vom 5. Juli 1923.

Der Reichstag hat das folgende Gesetz beschlossen, das mit Zustimmung des Reichsrats hiermit verkündet wird:

Artikel 1

Dem am 5. November 1922 unterzeichneten Vertrage zwischen dem Deutschen Reiche und den Sowjet-Republiken der Ukraine, Weißrußland, Georgien, Aserbeidschan, Armenien und der Republik des Fernen Ostens wird zugestimmt.

Der Vertrag wird nachstehend veröffentlicht.

Artikel 2

Dieses Gesetz tritt mit dem Tage der Verkündung in Kraft.

Berlin, den 5. Juli 1923.

Der Reichspräsident
Ebert

Der Reichsminister des Auswärtigen
von Rosenberg

Der Bevollmächtigte der Deutschen Regierung, nämlich
der Ministerialdirektor im Auswärtigen Amte
und
Freiherr von Malhan

der Bevollmächtigte der Regierung der Ukrainischen Sozialistischen Sowjet-Republik, nämlich

Herr Waldemar Aulsem,
Mitglied des Ukrainischen Zentralkomitees,
sowie

der Bevollmächtigte der Regierungen der
Sozialistischen Sowjet-Republik von Weißrußland,
Sozialistischen Sowjet-Republik von Georgien,
Aserbeidschaner Sozialistischen Sowjet-Republik,
Sozialistischen Sowjet-Republik von Armenien,
Republik des Fernen Ostens,

nämlich

der bevollmächtigte Vertreter und Botschafter der
Russischen Sozialistischen Föderativen Sowjet-Republik
in Berlin,

Herr Nikolaus Kreftinski,
sind nach Vorlegung ihrer in guter und gehöriger Form
befundenen Vollmachten über nachstehende Bestimmungen
übereingekommen:

Artikel 1

Der in Rapallo am 16. April 1922 unterzeichnete
Vertrag zwischen dem Deutschen Reiche und der Russischen
Sozialistischen Föderativen Sowjet-Republik soll auch
im Verhältnis zwischen dem Deutschen Reiche einerseits und

(Verzeichneter Tag nach Ablauf des Ausgabedags: 14. August 1923)
Reichsgesetzbl. 1923 II

52

1. der Ukrainischen Sozialistischen Sowjet-Republik,
2. der Sozialistischen Sowjet-Republik von Weißrussland,
3. der Sozialistischen Sowjet-Republik von Georgien,
4. der Aserbeidschaner Sozialistischen Sowjet-Republik,
5. der Sozialistischen Sowjet-Republik von Armenien,
6. der Republik des Fernen Ostens

— nachstehend als mit der R. S. F. S. R. verbündete Staaten bezeichnet — andererseits entsprechende Anwendung finden. Hinsichtlich des Artikel 2 des Vertrags von Rapallo gilt dies für die bis zum 16. April 1922 erfolgte Anwendung der dort bezeichneten Gesetze und Maßnahmen.

Artikel 2

Es besteht zwischen der Deutschen Regierung und der Regierung der Ukrainischen Sozialistischen Sowjet-Republik Einigkeit darüber, daß die Feststellung und Berechnung derjenigen Forderungen vorbehalten bleibt, welche etwa zugunsten der Deutschen Regierung oder der Ukrainischen Regierung nach Beendigung des Kriegszustandes zwischen Deutschland und der Ukraine — und zwar in dem Zeitraum, während dessen deutsche Truppen in der Ukraine anwesend waren — entstanden sind.

Artikel 3

Die Angehörigen des einen der vertragschließenden Teile, die sich auf dem Gebiete des anderen Teiles befinden, genießen dort vollen Rechtsschutz ihrer Person nach Maßgabe des Völkerrechts und der allgemeinen Gesetze des Aufenthaltsstaats.

Den deutschen Reichsangehörigen, die sich unter Beachtung der passgesetzlichen Vorschriften auf das Gebiet der mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten begeben oder sich zur Zeit bereits dort aufhalten, wird die Unverletzlichkeit ihres gesamten mitgeführten sowie des auf dem Boden der mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten erworbenen Eigentums gewährleistet, sofern der Erwerb und die Verwendung desselben den Gesetzen des Aufenthaltsstaats oder den mit den zuständigen Organen desselben besonders getroffenen Vereinbarungen entspricht. Für die Ausfuhr des in den mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten erworbenen Vermögens sind, soweit nicht besondere Vereinbarungen getroffen werden, die Gesetze und Vorschriften der mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten maßgebend.

Artikel 4

Die Regierungen der mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten sind berechtigt, in Deutschland an denjenigen Orten, wo sich ihre diplomatische Vertretung oder eine ihrer Konsularbehörden befindet, staatliche Handelsstellen einzurichten, welche dieselbe Rechtsstellung

haben sollen wie die russische Handelsvertretung in Deutschland. In diesem Falle sind sie verpflichtet, alle Rechtshandlungen als verbindlich für sie anzuerkennen die entweder der Leiter ihrer Handelsstelle oder die von diesem bevollmächtigten Beauftragten, letztere im Rahmen der ihnen erteilten Vollmachten, vornehmen.

Artikel 5

Zur Erleichterung der wirtschaftlichen Beziehungen zwischen dem Deutschen Reiche einerseits und den mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten andererseits werden folgende Grundzüge vereinbart:

1. Die zwischen deutschen Reichsangehörigen, deutschen juristischen Personen oder deutschen Firmen — einerseits — und zwischen den Regierungen der mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten oder ihren im Artikel 4 genannten staatlichen Handelsstellen oder den diesen Staaten angehörigen natürlichen oder juristischen Personen oder Firmen — andererseits — abgeschlossenen Verträge und deren wirtschaftliches Ergebnis werden nach den Gesetzen des Staates, in dem sie abgeschlossen werden, behandelt und unterliegen der Gerichtsbarkeit dieses Staates. Diese Bestimmung erstreckt sich nicht auf die Verträge, die vor Inkrafttreten des gegenwärtigen Vertrags abgeschlossen worden sind.
2. Die unter Ziffer 1. erwähnten Verträge können mit einer Schiedsklausel versehen werden. Auch kann in ihnen die Unterwerfung unter die Gerichtsbarkeit eines der vertragschließenden Staaten vereinbart werden.

Artikel 6

Die mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten gestatten den Personen, welche die deutsche Reichsangehörigkeit besessen, aber verloren haben, sowie ihren Ehefrauen und Kindern die Ausreise, wenn damit nachweislich die Übersiedelung nach Deutschland verbunden wird.

Artikel 7

Die beiderseitigen Vertretungen und die bei ihnen beschäftigten Personen sind verpflichtet, sich jeder Agitation oder Propaganda gegen die Regierung oder die staatlichen Einrichtungen des Aufenthaltsstaats zu enthalten.

Artikel 8

Dieser Vertrag kann in Ansehung der vorstehenden Artikel 3 bis 6 sowie in Ansehung der entsprechenden Anwendung des Artikel 4 des Vertrags von Rapallo mit einer Frist von drei Monaten gekündigt werden.

Die Kündigung kann von Deutschland gegenüber jedem einzelnen der mit der R. S. F. S. R. verbündeten

Staaten mit ausschließlicher Wirkung für sein Verhältnis zu diesem und umgekehrt von jedem einzelnen dieser Staaten gegenüber Deutschland mit ausschließlicher Wirkung für das Verhältnis zwischen diesem einzelnen Staate und Deutschland ausgesprochen werden. Wird der gekündigte Vertrag nicht durch einen Handelsvertrag ersetzt, so sind die beteiligten Regierungen berechtigt, nach Ablauf der Kündigungsfrist zur Abwicklung der bereits eingeleiteten Handelsgeschäfte eine aus fünf Mitgliedern bestehende Kommission einzusetzen. Die Kommissionsmitglieder gelten als Agenten ohne diplomatischen Charakter und haben die Abwicklung der Geschäfte längstens innerhalb von sechs Monaten nach Ablauf dieses Vertrags zu erledigen.

Artikel 9

Dieser Vertrag soll ratifiziert werden. Zwischen Deutschland einerseits und jedem einzelnen der mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten andererseits werden besondere Ratifikationsurkunden ausgetauscht werden. Mit diesem Austausch tritt der Vertrag im Verhältnis zwischen den am Austausch beteiligten Staaten in Kraft.

Ausgefertigt in siebenfacher Abschrift.

Berlin, den 5. November 1922.

gez. Malhan

gez. W. Außem
gez. N. Kreßinski

(3 Original)

Gesetz, betreffend das deutsch-polnische Abkommen über die Überleitung der Verwaltungsstreit-, Steuer-, Verteilungs- und Verwaltungsbeschlußsachen sowie der Rechtsmittelverfahren in Reichs- und in Staatssteuerangelegenheiten und in Kirchensteuerfällen im obererschlesischen Abstimmungsgebiet. Vom 30. Mai 1922.

Der Reichstag hat das folgende Gesetz beschlossen, das mit Zustimmung des Reichsrats hiermit verkündet wird:

Artikel 1

Dem am 26. August 1922 in Posen unterzeichneten deutsch-polnischen Abkommen, betreffend die Überleitung der Verwaltungsstreit-, Steuer-, Verteilungs- und Verwaltungsbeschlußsachen sowie der Rechtsmittelverfahren in Reichs- und in Staatssteuerangelegenheiten und in Kirchensteuerfällen im obererschlesischen Abstimmungsgebiete wird zugestimmt.

Das Abkommen wird nachstehend veröffentlicht.

Artikel 2

Dieses Gesetz tritt mit dem Tage der Verkündung in Kraft.
Berlin, den 30. Mai 1923.

Der Reichspräsident
Ebert

Der Reichsminister des Auswärtigen
von Rosenberg

Niemiecko-polski układ

Deutsch-polnisches Abkommen, betreffend die Überleitung der Verwaltungsstreit-, Steuer-, Verteilungs- und Verwaltungsbeschlußsachen sowie der Rechtsmittelverfahren in Reichs- und in Staatssteuerangelegenheiten und in Kirchensteuerfällen im obererschlesischen Abstimmungsgebiete.

Die Deutsche Regierung und die Polnische Regierung, von dem Wunsche geleitet, die Fortführung der durch die Teilung Oberschlesiens beeinflussten Verwaltungsstreit-, Steuer-, Verteilungs- und Verwaltungsbeschlußsachen sowie

w przedmiocie przejęcia administracyjnych spraw spornych, spraw dotyczących rozdziału podatków oraz administracyjnych spraw uchwałowych, jako też przewodów na skutek środków prawnych w sprawach podatków Rzeszy, podatków państwowych i w sprawach podatków kościelnych, na górnosląskim obszarze plebiscytowym.

Rząd Niemiecki i Rząd Polski, powodowane życzeniem unormowania zgodnie z interesem ludności obu stron dalszego prowadzenia administracyjnych, spraw spornych, spraw dotyczących roz-

der Rechtsmittelverfahren in Reichs- und in Staatssteuerangelegenheiten und in Kirchensteuerfällen im Interesse der beiderseitigen Bevölkerung zu regeln, sind übereingekommen, darüber Vereinbarungen zu treffen und haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

die Deutsche Regierung

1. den Gesandten Dr. Paul Eckardt,

2. den Polizeipräsidenten Dr. Gottfried Schwendy;

die Polnische Regierung

den Vizepräsidenten Dr. Zygmunt Seyda.

Die Bevollmächtigten haben sich, nachdem sie einander ihre Vollmachten mitgeteilt und diese in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen geeinigt:

I

Verwaltungsstreitsachen

Artikel 1

(1) Verwaltungsstreitverfahren (§§ 61 bis 114 des Preussischen Gesetzes über die allgemeine Landesverwaltung vom 30. Juli 1883 — Preussische Gesetzsamml. S. 195 —, § 192a Abs. 2 und 3 und § 194a des allgemeinen Berggesetzes für die Preussischen Staaten vom 24. Juni 1865 in der Fassung der Gesetze vom 14. Juli 1905 — Preussische Gesetzsamml. S. 307 —, vom 28. Juli 1909 — Preussische Gesetzsamml. S. 677 — und vom 6. August 1921 — Preussische Gesetzsamml. S. 486 —) aus dem oberschlesischen Abstimmungsgebiete, die zur Zeit des Überganges der Staatshoheit über den polnisch gewordenen Teil des oberschlesischen Abstimmungsgebietes an Polen anhängig und zur Zeit des Inkrafttretens dieses Abkommens noch nicht rechtskräftig erledigt waren, werden von derjenigen deutschen oder polnischen Behörde fortgeführt, die zuständig wäre, wenn das Streitverfahren erst nach der Übergabe des abgetretenen Gebiets anhängig gemacht worden wäre.

(2) Solche Verwaltungsstreitverfahren, die in einer höheren Instanz schweben, werden von der entsprechenden höheren Instanz fortgeführt.

Artikel 2

Verwaltungsstreitsachen sind von der Behörde, bei der das Verfahren bisher schwebte, falls das Verfahren nach Artikel 1 von einer anderen Behörde fortzuführen ist, unverzüglich an diese Behörde von Amts wegen mit allen Akten und sonstigen Vorgängen abzugeben. Auf gegenseitige Erstattung etwaiger in dem bisherigen

działu podatków oraz administracyjnych spraw uchwalowych, jak również przewodów na skutek środków prawnych w sprawach podatków Rzeczypospolitej państwowych i w sprawach podatków kościelnych, zgodzili się wejść w tym przedmiocie w układy i w tym celu zamianowały swymi pełnomocnikami:

Rząd Niemiecki:

Posła Dr. Paul Eckardt,

Przydenta Policji, Dr. Gottfried Schwendy,

Rząd Polski:

Wiceministra D-ra Zygmunta Seyda.

Pełnomocnicy, po wzajemnem przedłożeniu sobie swych pełnomocnictw i uznaniu ich za wystawione w dobrej i należytej formie, zgodzili się na następujące postanowienia:

I

Administracyjne sprawy sporne

Artikel 1.

1. Administracyjne przewody sporne (§§ 61. do 114 pruskiej ustawy o ogólnej administracji kraju z dnia 30. lipca 1883 r. — zbiór ustaw pruskich strona 195 — ustępy 2 i 3 § 192a i § 194a ogólnej ustawy górniczej dla państw pruskich z dnia 24. czerwca 1865 r. w brzmieniu ustaw z dnia 14. lipca 1905 r. — zbiór ustaw pruskich strona 307 —, z dnia 28. lipca 1909 r. — zbiór ustaw pruskich strona 677 — i z dnia 6. sierpnia 1921 r. — zbiór ustaw pruskich strona 486) z górnoszlaskiego obszaru plebiscytowego, które zawisłe były w czasie przejścia na Polskę suwerenności na przypadłej Polsce części górnoszlaskiego obszaru plebiscytowego, i nie były jeszcze w czasie wejścia w życie niniejszego układu zatłwione prawomocnie, będą dalej prowadzone przez tą władzę niemiecką lub polską, która byłaby właściwą, gdyby postępowanie sporne zawisło dopiero po oddaniu odstąpionego obszaru.

2. Takie administracyjne przewody sporne, które wiszą w wyższej instancji, będą dalej prowadzone przez odnośną wyższą instancję.

Artikel 2.

Jeśli przewod ma być po myśli artykułu 1 dalej prowadzony przez inną władzę natenczas władza, u której przewod dotychczas wisiał, ma tamtej władze bezzwłocznie odstąpić z urzędu administracyjne sprawy sporne ze wszystkimi aktami i innemi poprzednikami. Nie będzie się żąda

Verfahren entstandener Kosten wird beizugelassen. Die Kosten für die Abfertigung der Akten werden von der absendenden Behörde getragen.

Artikel 3.

(1) An die Stelle der an den Verwaltungsstreitverfahren als Partei beteiligten Staats- oder Kommunalbehörden oder anderen öffentlichen Körperschaften treten diejenigen Staats- und Kommunalbehörden oder anderen öffentlichen Körperschaften, die zuständig sein würden, wenn das Verfahren erst nach Übergabe des abgetretenen Gebiets an Polen anhängig geworden wäre.

(2) Ist ein Kommissar zur Vertretung des öffentlichen Interesses als Partei beteiligt (§ 74 Abs. 3 des Gesetzes über die allgemeine Landesverwaltung vom 30. Juli 1883), so fällt dieser fort, falls er für die nunmehr nach Artikel 1 zuständige Behörde Ausländer ist. Es bleibt derjenigen Behörde, die zur Bestellung des Kommissars zuständig sein würde, wenn das Verfahren nach der Teilung anhängig geworden wäre, überlassen, einen neuen Kommissar zu bestellen.

Artikel 4.

Beide vertragsschließenden Teile gewährleisten sich die Durchführung aller in Verwaltungsstreitverfahren ergangenen Urteile, die vor dem Übergange der Staatshoheit rechtskräftig geworden sind oder in bereits beim Übergange der Staatshoheit anhängig gewesenem Verwaltungsstreitverfahren rechtskräftig waren, soweit durch solche Urteile Ansprüche auf Rückzahlung von Gebühren, Beiträgen oder Abgaben aller Art begründet wurden.

Artikel 5.

(1) In solchen Verwaltungsstreitverfahren, die auf Grund des Artikel 2 abzugeben sind, sichern sich beide vertragsschließenden Teile gegenseitige Rechtshilfe durch Vernehmung von Zeugen und Sachverständigen, leihweise Überlassung von Akten oder Zurverfügungstellung beglaubigter Abschriften aus solchen und Erteilung amtlicher Auskünfte zu.

(2) Die Ersuchen um Gewährung der Rechtshilfe sind durch Vermittlung der beiderseitigen Generalüberleitungskommissare zu stellen. Für die Tätigkeit der Behörden werden keine Kosten berechnet, bare Auslagen sind zu erstatten.

II

Steuerverteilungssachen

Artikel 6.

Steuerverteilungsverfahren (§ 71 des Preussischen Kommunalabgabengesetzes vom 14. Juli 1893 — Preussische Gesetzsamml. S. 152 —), bei denen Gemeinden

Entschädigung eventueller Kosten der Verwaltung, die durch die Abfertigung der Akten entstehen, werden von der absendenden Behörde getragen.

Artikel 3.

1. W. miejsce władz państwowych lub komunalnych albo innych publicznych korporacji, zainteresowanych w administracyjnym przewodzie spornym jako strony wstępują te władze państwowe i komunalne lub inne publiczne korporacje, które byłyby właściwe, gdyby przewod zawisł dopiero po oddaniu obszaru odstąpionego Polsce.

2. Jeżeli jako strona uczestniczy komisarz dla zastępstwa interesu publicznego (ustęp 3 § 74 ustawy o ogólnej administracji kraju z dnia 30. lipca 1883 r.), natenczas traci on uczestnictwo, jeśli jest dla władzy właściwej; odtąd po myśli artykułu 1. cudzoziemcem. Ustanowienie nowego komisarza pozostawia się uznaniu władzy, która byłaby właściwą do ustanowienia komisarza, gdyby postępowanie zawisło po skutecznieniu podziału.

Artikel 4.

Obydwie układające się strony poręczają sobie wykonanie wszystkich wyroków w administracyjnym przewodzie spornym wydanych, które przed przejściem suwerenności stały się prawomocne albo które uzyskają prawomocność w administracyjnych sprawach spornych, które wisiały już w chwili przejścia suwerenności, o ile takie wyroki uzasadniają roszczenia o zwrot podatków, opłat, składek lub danin wszelkiego rodzaju.

Artikel 5.

1. W takich administracyjnych przewodach spornych, które mają być oddane na podstawie artykułu 2. obie układające się strony zapewniają sobie wzajemną pomoc prawną przez słuchanie świadków i rzeczoznawców, wypożyczanie aktów lub oddawanie do rozporządzenia ich uwierzytelnionych odpisów oraz przez udzielanie urzędowych wywiadów.

2. Prośby o udzielenie pomocy prawnej należy wnosić za pośrednictwem obu stronnych generalnych komisarzy dla przejścia. Za czynności władz nie ma się zaliczać żadnych kosztów, natomiast inne gotówkowe wydatki należy zwracać.

II

Sprawy dotyczące rozdziału podatków.

Artikel 6.

Przewody dotyczące rozdziału podatków (§ 71 pruskiej ustawy o daninach komunalnych z dnia 14. lipca 1893 r. — zbiór ustaw pruskich strona

oder Kreise des oberschlesischen Abstammungsgebietes betätigt sind und die zur Zeit des Überganges der Staatshoheit noch nicht rechtskräftig erledigt waren, werden, soweit es sich ausschließlich um Gemeinden oder Kreise im polnisch gewordenen Teile Oberschlesiens handelt, von der polnischen Behörde fortgeführt, die zuständig wäre, wenn das Verfahren erst nach Übergabe des an Polen abgetretenen Gebiets aushängig gemacht worden wäre.

Artikel 7

(1) Sind bei einem noch schwebenden Steuerverteilungsverfahren außer Gemeinden oder Gemeindeverbänden im Polnisch-Oberschlesien auch deutsche Gemeinden oder Kreise beteiligt, so wird das Verfahren von der Behörde fortgeführt, bei der es zur Zeit des Überganges der Staatshoheit geschwebt hat.

(2) Ist jedoch die Summe der Einkommensteuerbeträge, zu denen der Steuerpflichtige von beteiligten deutschen Gemeinden oder Kreisen veranlagt ist, größer als die Summe der Einkommensteuerbeträge, die von beteiligten polnischen Gemeinden oder Kreisen gefordert sind, so ist das Verfahren, falls es zur Zeit des Überganges der Staatshoheit bei einer inzwischen polnisch gewordenen Behörde geschwebt hat, nicht von dieser, sondern von der deutschen Behörde fortzuführen, die für die beteiligte oder die beteiligten deutschen Gemeinden oder Kreise zuständig ist. Im umgekehrten Falle ist das Verfahren von der entsprechenden polnischen Behörde fortzuführen.

Artikel 8

Artikel 1 Abs. 2 sowie die Artikel 2, 4 und 5 kommen sinngemäß zur Anwendung; Artikel 2 mit der Maßgabe, daß die Steuerverteilungssachen, soweit die Abgabe von einer deutschen an eine polnische Behörde zu erfolgen hat, an die Wojewodschaft in Katowitz, ungekehrt an den Regierungspräsidenten in Oppeln abgegeben werden. Die bezeichneten Stellen geben sie an die nach diesen Abkommen zur Fortführung berufenen Behörden weiter, nachdem sie im Falle des § 58 des Gesetzes über die allgemeine Landesverwaltung vom 30. Juli 1883 die zuständige Behörde bestimmt oder ihre Bestimmung veranlaßt haben.

Artikel 9

Etwas infolge der Durchführung des Steuerverteilungsverfahrens erforderlich werdende Abrechnungen zwischen Gemeinden und Gemeindeverbänden bleiben vorbehalten. Erforderlichenfalls soll hierüber ein besonderes Abkommen geschlossen werden.

152 —), in welchen teilnehmen Gminy lub powiaty górnośląskiego obszaru plebisycytowego, a które w czasie przejścia suwerenności nie były jeszcze prawomocnie załatwione, będzie, o ile chodzi wyłącznie o gminy lub powiaty w części Górnego Śląska Polsce przypadłej, dalej prowadzić ta polska władza, która byłaby właściwą, gdyby przewód zawisł po oddaniu obszaru odstąpionego Polsce.

Artikel 7.

1. Jeżeli w wiążącym jeszcze przewodzie dotyczącym rozdziału podatków oprócz gmin lub związków gminnych z niemieckiej części Górnego Śląska biorą udział także polskie gminy lub powiaty, natenczas ta władza będzie dalej prowadziła przewód, u której wisiał on w czasie przejścia suwerenności.

2. Jeżeli jednak suma składek podatku dochodowego, nałożonych na podatnika przez zainteresowane niemieckie gminy lub powiaty, jest większa od sumy składek podatku dochodowego, których żądały zainteresowane polskie gminy lub powiaty, natenczas będzie przewód dalej prowadziła, chociażby zawisł on w czasie przejścia suwerenności u władzy, która w międzyczasie stała się polską, nie ta ostatnia władza, lecz władza niemiecka właściwa dla zainteresowanej niemieckiej gminy lub zainteresowanych niemieckich gmin lub powiatów. W odwrotnym przypadku ma przewód dalej prowadzić odpowiednia władza polska.

Artikel 8.

Ustęp 2 artykułu 1 oraz artykuły 2, 4 i 5 będzie się stosować analogicznie, a artykuł 2 z tem zastrzeżeniem, że sprawy dotyczące rozdziału podatków, o ile władza niemiecka ma je oddać władzy polskiej, mają być oddane Województwu w Katowicach a w przypadku odwrotnym, prezesowi rejencji w Opolu. Po wyznaczeniu w przypadku § 58 ustawy o ogólnej administracji kraju z dnia 30. lipca 1883 lub spowodowaniu wyznaczenia właściwej władzy, wymienione wyżej urzędy podają je władzom powołanym według niniejszego układu do dalszego prowadzenia.

Artikel 9.

Zastrzega się ewentualne rozliczenia pomiędzy gminami i związkami gminnymi, konieczne na skutek przeprowadzenia przewodu dotyczącego rozdziału podatków. W razie potrzeby winien być co do tego zawarty osobny układ.

III.
Beschlußverfahren

Artikel 10

Für die Beschlußverfahren (§§ 115 bis 126 des Gesetzes über die allgemeine Landesverwaltung vom 30. Juli 1883 sowie § 142 des allgemeinen Berggesetzes für die Preussischen Staaten vom 24. Juni 1865 in Verbindung mit § 150 des Gesetzes über die Zuständigkeit der Verwaltungs- und Verwaltungsgerichtsbehörden vom 1. August 1883 — Preussische Gesetzsamml. S. 237 —) gelten die Bestimmungen der Artikel 1 bis 5 sinngemäß.

IV.

Schwebende Rechtsmittelverfahren in Reichs- und in Staatssteuerangelegenheiten

Artikel 11

Auf schwebende Rechtsmittelverfahren in Reichs- und in Staatssteuerangelegenheiten finden, soweit es sich um Veranlagungen aus der Befahrungszeit handelt, die Bestimmungen der Artikel 1 bis 3 und 5 sinngemäß Anwendung.

Artikel 12

Maßgebend für die örtliche Zuständigkeit der zur Entscheidung berufenen Behörden ist bei natürlichen Personen der Wohnsitz oder in Ermangelung eines solchen der Aufenthalt, bei juristischen Personen der Sitz der Verwaltung zur Zeit des Überganges der Staatshoheit.

Artikel 13

Soweit in den im Artikel 11 bezeichneten Rechtsmittelverfahren auf eine Ermäßigung von Reichs- oder Staatssteuern oder auf Freistellung von ihnen erkannt wird, zahlt jeder der beiden vertragsschließenden Teile die auf Grund der Entscheidungen seiner Behörden zu erstattenden Beträge. Eine gegenseitige Abrechnung findet nicht statt.

V.

Schwebende Rechtsmittelverfahren in Kirchensteuerfachen

Artikel 14

Auf schwebende Rechtsmittelverfahren in Kirchensteuerfachen finden die Bestimmungen der Artikel 1 bis 5 und, soweit es sich um eine Steuerverteilung handelt, die Bestimmungen der Artikel 6 bis 8 sinngemäß Anwendung.

III.

Postępowanie uchwałowe.

Artykuł 10.

Co do postępowania uchwałowego (§§ 115—126 ustawy o ogólnej administracji kraju z dnia 30. lipca 1883, jako też § 142 ogólnej ustawy górniczej dla państw pruskich z dnia 24. czerwca 1865 w związku z § 150 ustawy o właściwości władz administracyjnych i administracyjnych sądowych z dnia 1. sierpnia 1883 — (zbiór ustaw pruskich str. 237 —) obowiązują analogicznie postanowienia artykułów 1—5.

IV.

Wiążące przewody wskutek środków prawnych w sprawach podatków Rzeszy i podatków państwowych.

Artykuł 11.

Do wiążących przewodów wskutek środków prawnych w sprawach podatków Rzeszy i podatków państwowych mają analogicznie zastosowanie postanowienia artykułów 1—3 i 5, o ile chodzi o rozkłady z czasu okupacji.

Artykuł 12.

Dla miejscowej właściwości władz powołanych do rozstrzygania jest miarodajne co do osób fizycznych miejsce zamieszkania, a w braku tegoż miejsce pobytu, co do osób prawnych siedziba zarządu w chwili przejścia suwerenności.

Artykuł 13.

O ile w przewodach wskutek środków prawnych, wymienionych w artykule 11, orzeczono zmniejszenie podatków Rzeszy lub podatków państwowych albo uwolnienie od nich, natenczas każda z układających się stron płaci kwoty, które mają być zwrócone na podstawie rozstrzygnięć jej władz. Wzajemne rozliczenie nie ma miejsca.

V.

Wiążące przewody na skutek środków prawnych w sprawach podatków kościelnych.

Artykuł 14.

Do wiążących przewodów na skutek środków prawnych w sprawach podatków kościelnych mają analogicznie zastosowanie postanowienia artykułów 1—5, a o ile chodzi o rozdział podatków, postanowienia artykułów 6—8.

VI.

Schlußbestimmungen.

Artikel 15.

(1) Alle Verfahren, die nach diesem Abkommen von einer anderen als der sie bisher bearbeitenden Behörde fortzuführen sind, gelten als von dem Tage des Überganges der Staatshoheit im abgetretenen Gebiete (15. Juni 1922) ab bis zum Ablauf eines Monats nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens als unterbrochen.

(2) In solchen unter dieses Abkommen fallenden Angelegenheiten, für deren Behandlung infolge des Überganges der Staatshoheit ein Wechsel in der Zuständigkeit der Behörden eingetreten ist, gelten für den im Abs. 1 bezeichneten Zeitraum alle Fristen als unterbrochen, die für die Einlegung von Rechtsmitteln jeder Art (Einsprüche, Anträge auf mündliche Verhandlung, Klagen, Berufungen, Revisionen, Anträge auf Wieder- aufnahme des Verfahrens, Beschwerden, Anträge auf Beschlußfassung durch das Kollegium usw.) vorgeschrieben sind. Ist in einer Angelegenheit der vorbezeichneten Art, während die Frist unterbrochen war, im übrigen aber innerhalb des sonst für die Einlegung des Rechtsmittels vorgeschriebenen Zeitraums das Rechtsmittel bei der Behörde eingelegt worden, die vor dem Übergange der Staatshoheit zuständig war, so gilt die Frist als gewahrt. Nachdem die Fristunterbrechung ihr Ende erreicht hat, müssen alle Rechtsmittel bei den nunmehr zuständigen Behörden eingelegt werden.

Artikel 16.

Dieses Abkommen soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen sobald wie möglich ausgetauscht werden. Das Abkommen tritt mit dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Geschehen in doppelter Ausfertigung je in deutscher und in polnischer Sprache

in Posen, am 26. August 1922.

gez. Dr. Paul Schardt, gez. Dr. Zygmunt Seyda
gez. Dr. Gottfried Schwendy

Bekanntmachung über die Verlängerung des vorläufigen deutsch-spanischen Handelsübereinkommens vom 15. Januar 1923 (Reichsgesetzbl. II S. 219 ff.).
Vom 19. Juli 1923.

Durch Notenaustausch zwischen der Deutschen Botschaft in Madrid und dem Königlich Spanischen Ministerium des Ausfern ist gemäß Artikel 1. des Ermächtigungsgesetzes vom 9. Juli 1923 (Reichsgesetzbl. II

VI.

Postanowienia końcowe.

Artykuł 15.

1. Wszystkie przewody, które według niniejszego układu mają być dalej prowadzone przez inną władzę niż tę, która dotychczas je opracowywała, uważa się za przerwane od dnia przejścia suwerenności na odstąpionym obszarze (15. czerwca 1922) do końca jednego miesiąca po wejściu w życie niniejszego układu.

2. W takich pod niniejszy układ podpadających sprawach, do traktowania których skutkiem przejścia suwerenności zaszła zmiana właściwości władz, na czas oznaczony w ustępie 1 uważa się za przerwane wszystkie czasokresy, które przepisane są dla założenia środków prawnych wszelkiego rodzaju (sprzeciw, wnioski na ustna rozprawę, skargi, odwołania, rewizje, wnioski na wznowienie postępowania, zażalenia, wnioski na powzięcie uchwały przez kolegium i t. d.). Jeżeli w sprawie wyżej oznaczonego rodzaju, kiedy czasokres był przerywany, ale przed upływem czasokresu pozbawionego dla założenia środka prawnego przepisane, środek prawny założono u tej władzy, która była właściwą przed przejściem suwerenności, natenczas uważa się czasokres za zachowany. Skoro przerwa czasokresu dobiegła końca, muszą być wszystkie środki prawne założone u władzy odtąd właściwej.

Artykuł 16.

Niniejszy układ będzie ratyfikowany a dokumenty ratyfikacyjne będą w jaknajkrótszym czasie wymienione. Układ wchodzi w życie z chwilą wymiany dokumentów ratyfikacyjnych.

Sporządzono w dwu oryginałach w języku niemieckim i języku polskim.

W Poznaniu dnia 26. sierpnia 1922.

Dr. Paul Eckardt Dr. Zygmunt Seyda
Dr. Gottfried Schwendy

§. 308) die Gültigkeitsdauer des vorläufigen Handelsübereinkommens zwischen der Deutschen Regierung und der Königlich Spanischen Regierung bis zum 30. September 1923 verlängert worden.

Berlin, den 19. Juli 1923.

Der Reichsminister des Auswärtigen.
von Rosenberg

Verausgegeben vom Reichsministerium des Innern. — Verlag des Gesetzgebungsamtes, Berlin NW 40, Schornhofstr. 4. — Gedruckt in der Reichsdruckerei, Berlin.
Den Bezug des Reichsgesetzblatts (auch älterer Jahrgänge und einzelner Nummern) vermitteln die Postanstalten.
Einzelne Nummern können auch unmittelbar beim Gesetzgebungsamt bezogen werden.

第...課

普通
第210號
12.10.8

佐久間

條約局
第一課

第一課

第...課

歐二公第一七六號

大正十二年七月三十一日

在 獨

特命全權大使 日 置 益

外務大臣伯爵 内 田 康 哉 殿

送 達

ラッパ口條約ヲ勞農露國以外ノ露國聯邦ヘ適用
スル條約所載法令報送付方ノ件

本件ニ關シ六月二十三日附歐二普通第四〇號ヲ以テ御來示ノ趣啓承
本件條約ハ六月十九日法律案トシテ獨逸國會ニ提出セラレ何等論議
ナク三讀會ヲ通過シタルモ未ダ公布ノ運ニ至ラザリシ處本日附獨逸

在 獨逸大使館

法令報ヲ以テ右公布相成候條右三部茲ニ及送付候敬具

(添附)七月三十一日附 REICHSGESSETZBLATT

NR. 24. 三 部

在 獨逸大使館

2-1638

0433

Reichsgesetzblatt

Teil II

315

1923

Ausgegeben zu Berlin, den 31. Juli 1923.

Nr. 27

Inhalt: Gesetz über einen Vertrag zwischen dem Deutschen Reiche und den Sowjet-Republiken der Ukraine, Weißrußland, Georgien, Aserbeidschan, Armenien und der Republik des Fernen Ostens vom 5. November 1922. S. 315. — Gesetz, betreffend das deutsch-polnische Abkommen über die Überleitung der Verwaltungsgeschäfte, Steuerungsverteilung und Verwaltungsbefugnisse sowie der Rechtsmittelerfahren in Reichs- und in Staatssteuerangelegenheiten und in Kirchensteuerangelegenheiten im eberschlesischen Abstammungsgebiet. S. 317. — Bekanntmachung über die Verlängerung des vorläufigen deutsch-spanischen Handelsabkommens vom 10. Januar 1923. S. 322.

Gesetz über einen Vertrag zwischen dem Deutschen Reiche und den Sowjet-Republiken der Ukraine, Weißrußland, Georgien, Aserbeidschan, Armenien und der Republik des Fernen Ostens vom 5. November 1922.
Vom 5. Juli 1923.

Der Reichstag hat das folgende Gesetz beschlossen, das mit Zustimmung des Reichsrats hiermit verkündet wird:

Artikel 1

Dem am 5. November 1922 unterzeichneten Vertrage zwischen dem Deutschen Reiche und den Sowjet-Republiken der Ukraine, Weißrußland, Georgien, Aserbeidschan, Armenien und der Republik des Fernen Ostens wird zugestimmt.

Der Vertrag wird nachstehend veröffentlicht.

Artikel 2

Dieses Gesetz tritt mit dem Tage der Verkündung in Kraft.

Berlin, den 5. Juli 1923.

Der Reichspräsident
Ebert

Der Reichsminister des Auswärtigen
von Rosenberg

Der Bevollmächtigte der Deutschen Regierung, nämlich
der Ministerialdirektor im Auswärtigen Amte
und
Freiherr von Falken

der Bevollmächtigte der Regierung der Ukrainischen
Sozialistischen Sowjet-Republik, nämlich

Herr Waldemar Auser, Mitglied des Ukrainischen Zentralexekutivsausschusses, sowie

der Bevollmächtigte der Regierungen der
Sozialistischen Sowjet-Republik von Weißrußland,
Sozialistischen Sowjet-Republik von Georgien,
Aserbeidschaner Sozialistischen Sowjet-Republik,
Sozialistischen Sowjet-Republik von Armenien,
Republik des Fernen Ostens,

nämlich

der bevollmächtigte Vertreter und Botschafter der
Russischen Sozialistischen Föderativen Sowjet-Republik
in Berlin,

Herr Nikolaus Kreftinski,

sind nach Vorlegung ihrer in guter und gehöriger Form
befundenen Vollmachten über nachstehende Bestimmungen
übereingekommen:

Artikel 1

Der in Kiew am 16. April 1922 unterzeichnete Vertrag zwischen dem Deutschen Reiche und der Russischen Sozialistischen Föderativen Sowjet-Republik soll auch im Verhältnis zwischen dem Deutschen Reiche einerseits und

(Verzehrter Tag nach Ablauf des Ausgabedags: 14. August 1923)
Reichsgesetzbl. 1923 II

52

1. der Ukrainischen Sozialistischen Sowjet-Republik,
2. der Sozialistischen Sowjet-Republik von Weißrussland,
3. der Sozialistischen Sowjet-Republik von Georgien,
4. der Aserbeidschaner Sozialistischen Sowjet-Republik,
5. der Sozialistischen Sowjet-Republik von Armenien,
6. der Republik des Fernen Ostens

— nachstehend als mit der R. S. F. S. R. verbündete Staaten bezeichnet — andererseits entsprechende Anwendung finden. Hinsichtlich des Artikel 2 des Vertrags von Rapallo gilt dies für die bis zum 16. April 1922 erfolgte Anwendung der dort bezeichneten Gesetze und Maßnahmen.

Artikel 2

Es besteht zwischen der Deutschen Regierung und der Regierung der Ukrainischen Sozialistischen Sowjet-Republik Einigkeit darüber, daß die Feststellung und Verrechnung derjenigen Forderungen vorbehalten bleibt, welche etwa zugunsten der Deutschen Regierung oder der Ukrainischen Regierung nach Beendigung des Kriegszustandes zwischen Deutschland und der Ukraine — und zwar in dem Zeitraum, während dessen deutsche Truppen in der Ukraine anwesend waren — entstanden sind.

Artikel 3

Die Angehörigen des einen der vertragschließenden Teile, die sich auf dem Gebiete des anderen Teiles befinden, genießen dort vollen Rechtsschutz ihrer Person nach Maßgabe des Völkerrechts und der allgemeinen Gesetze des Aufenthaltsstaats.

Den deutschen Reichsangehörigen, die sich unter Beachtung der passgesetzlichen Vorschriften auf das Gebiet der mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten begeben oder sich zur Zeit bereits dort aufhalten, wird die Unverletzlichkeit ihres gesamten mitgeführten sowie des auf dem Boden der mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten erworbenen Eigentums gewährleistet, sofern der Erwerb und die Verwendung desselben den Gesetzen des Aufenthaltsstaats oder den mit den zuständigen Organen desselben besonders getroffenen Vereinbarungen entspricht. Für die Ausfuhr des in den mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten erworbenen Vermögens sind, soweit nicht besondere Vereinbarungen getroffen werden, die Gesetze und Vorschriften der mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten maßgebend.

Artikel 4

Die Regierungen der mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten sind berechtigt, in Deutschland an denjenigen Orten, wo sich ihre diplomatische Vertretung oder eine ihrer konsularbehörden befindet, staatliche Handelsstellen einzurichten, welche dieselbe Rechtsstellung

haben sollen wie die russische Handelsvertretung in Deutschland. In diesem Falle sind sie verpflichtet, alle Rechtshandlungen als verbindlich für sie anzuerkennen, die entweder der Leiter ihrer Handelsstelle oder die von diesem bevollmächtigten Beauftragten, letztere im Rahmen der ihnen erteilten Vollmachten, vornehmen.

Artikel 5

Zur Erleichterung der wirtschaftlichen Beziehungen zwischen dem Deutschen Reich einerseits und den mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten andererseits werden folgende Grundsätze vereinbart:

1. Die zwischen deutschen Reichsangehörigen, deutschen juristischen Personen oder deutschen Firmen — einerseits — und zwischen den Regierungen der mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten oder ihren im Artikel 4 genannten staatlichen Handelsstellen oder den diesen Staaten angehörigen natürlichen oder juristischen Personen oder Firmen — andererseits — abgeschlossenen Verträge und deren wirtschaftliches Ergebnis werden nach den Gesetzen des Staates, in dem sie abgeschlossen werden, behandelt und unterliegen der Gerichtsbarkeit dieses Staates. Diese Bestimmung erstreckt sich nicht auf die Verträge, die vor Inkrafttreten des gegenwärtigen Vertrags abgeschlossen worden sind.
2. Die unter Ziffer 1. erwähnten Verträge können mit einer Schiedsklausel versehen werden. Auch kann in ihnen die Unterwerfung unter die Gerichtsbarkeit eines der vertragschließenden Staaten vereinbart werden.

Artikel 6

Die mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten gestatten den Personen, welche die deutsche Reichsangehörigkeit besaßen, aber verloren haben, sowie ihren Ehefrauen und Kindern die Ausreise, wenn damit nachweislich die Übersiedelung nach Deutschland verbunden wird.

Artikel 7

Die beiderseitigen Vertretungen und die bei ihnen beschäftigten Personen sind verpflichtet, sich jeder Agitation oder Propaganda gegen die Regierung oder die staatlichen Einrichtungen des Aufenthaltsstaats zu enthalten.

Artikel 8

Dieser Vertrag kann in Ansehung der vorstehenden Artikel 3 bis 6 sowie in Ansehung der entsprechenden Anwendung des Artikel 4 des Vertrags von Rapallo mit einer Frist von drei Monaten gekündigt werden.

Die Kündigung kann von Deutschland gegenüber jedem einzelnen der mit der R. S. F. S. R. verbündeten

Artikel 9

Staaten mit ausschließlicher Wirkung für sein Verhältnis zu diesem und umgekehrt von jedem einzelnen dieser Staaten gegenüber Deutschland mit ausschließlicher Wirkung für das Verhältnis zwischen diesem einzelnen Staate und Deutschland ausgesprochen werden.

Wird der gekündigte Vertrag nicht durch einen Handelsvertrag ersetzt, so sind die beteiligten Regierungen berechtigt, nach Ablauf der Kündigungsfrist zur Abwicklung der bereits eingeleiteten Handelsgeschäfte eine aus fünf Mitgliedern bestehende Kommission einzusetzen. Die Kommissionsmitglieder gelten als Agenten ohne diplomatischen Charakter und haben die Abwicklung der Geschäfte längstens innerhalb von sechs Monaten nach Ablauf dieses Vertrags zu erledigen.

Dieser Vertrag soll ratifiziert werden. Zwischen Deutschland einerseits und jedem einzelnen der mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten andererseits werden besondere Ratifikationsurkunden ausgetauscht werden. Mit diesem Austausch tritt der Vertrag im Verhältnis zwischen den am Austausch beteiligten Staaten in Kraft. Ausgefertigt in siebenfacher Urschrift.

Berlin, den 5. November 1922.

gez. Malhan

gez. W. Außem
gez. M. Kreszinski

(3 Siegel)

Gesetz betreffend das deutsch-polnische Abkommen über die Überleitung der Verwaltungsstreit-, Steuer-, Verteilungs- und Verwaltungsbeschlußsachen sowie der Rechtsmittelverfahren in Reichs- und in Staatssteuerangelegenheiten und in Kirchensteuerangelegenheiten im oberschlesischen Abstimmungsgebiet. Vom 30. Mai 1922.

Der Reichstag hat das folgende Gesetz beschlossen, das mit Zustimmung des Reichsrats hiermit verkündet wird:

Artikel 1

Dem am 26. August 1922 in Posen unterzeichneten deutsch-polnischen Abkommen, betreffend die Überleitung der Verwaltungsstreit-, Steuer-, Verteilungs- und Verwaltungsbeschlußsachen sowie der Rechtsmittelverfahren in Reichs- und in Staatssteuerangelegenheiten und in Kirchensteuerangelegenheiten im oberschlesischen Abstimmungsgebiete, wird zugestimmt.

Das Abkommen wird nachstehend veröffentlicht.

Artikel 2

Dieses Gesetz tritt mit dem Tage der Verkündung in Kraft.
Berlin, den 30. Mai 1923.

Der Reichspräsident
Ebert

Der Reichsminister des Auswärtigen
von Rosenberg

Niemiecko-polski układ

Deutsch-polnisches Abkommen, betreffend die Überleitung der Verwaltungsstreit-, Steuer-, Verteilungs- und Verwaltungsbeschlußsachen sowie der Rechtsmittelverfahren in Reichs- und in Staatssteuerangelegenheiten und in Kirchensteuerangelegenheiten im oberschlesischen Abstimmungsgebiete.

w przedmiocie przejęcia administracyjnych spraw spornych, spraw dotyczących rozdziału podatków oraz administracyjnych spraw uchwałowych, jako też przewodów na skutek środków prawnych w sprawach podatków Rzeszy, podatków państwowych i w sprawach podatków kościelnych, na górnolaskim obszarze plebiscytowym.

Die Deutsche Regierung und die Polnische Regierung, von dem Wunsche geleitet, die Fortführung der durch die Teilung Oberschlesiens beeinflussten Verwaltungsstreit-, Steuer-, Verteilungs- und Verwaltungsbeschlußsachen sowie

Rząd Niemiecki i Rząd Polski, powodowane życzeniem unormowania zgodnie z interesem ludności obu stron dalszego prowadzenia administracyjnych spraw spornych, spraw dotyczących roz-

der Rechtsmittelverfahren in Reichs- und in Staatssteuerangelegenheiten und in Kirchensteuerfällen im Interesse der beiderseitigen Bevölkerung zu regeln, sind übereingekommen, darüber Vereinbarungen zu treffen und haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

die Deutsche Regierung

1. den Gesandten Dr. Paul Eckardt,
2. den Polizeipräsidenten Dr. Gottfried Schwendy;

die Polnische Regierung

den Vizeminister Dr. Zygmunt Seyda.

Die Bevollmächtigten haben sich, nachdem sie einander ihre Vollmachten mitgeteilt und diese in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen geeinigt:

I

Verwaltungsstreitsachen

Artikel 1

(1) Verwaltungsstreitverfahren (§§ 61 bis 114 des Preussischen Gesetzes über die allgemeine Landesverwaltung vom 30. Juli 1883 — Preussische Gesetzsamm. S. 195 —, § 192a Abs. 2 und 3 und § 194a des allgemeinen Berggesetzes für die Preussischen Staaten vom 24. Juni 1865 in der Fassung der Gesetze vom 14. Juli 1905 — Preussische Gesetzsamm. S. 307 —, vom 28. Juli 1909 — Preussische Gesetzsamm. S. 677 — und vom 6. August 1921 — Preussische Gesetzsamm. S. 486 —) aus dem ober-schlesischen Abstimmungsgebiete, die zur Zeit des Überganges der Staatshoheit über den polnisch gewordenen Teil des ober-schlesischen Abstimmungsgebietes an Polen anhängig und zur Zeit des Inkrafttretens dieses Abkommens noch nicht rechtskräftig erledigt waren, werden von derjenigen deutschen oder polnischen Behörde fortgeführt, die zuständig wäre, wenn das Streitverfahren erst nach der Übergabe des abgetretenen Gebietes anhängig gemacht worden wäre.

(2) Solche Verwaltungsstreitverfahren, die in einer höheren Instanz schweben, werden von der entsprechenden höheren Instanz fortgeführt.

Artikel 2

Verwaltungsstreitsachen sind von der Behörde, bei der das Verfahren bisher schwebte, falls das Verfahren nach Artikel 1 von einer anderen Behörde fortzuführen ist, unverzüglich an diese Behörde von Amts wegen mit allen Akten und sonstigen Vorgängen abzugeben. Auf gegenseitige Erstattung etwaiger in dem bisherigen

dzialsu podatków oraz administracyjnych spraw uchwałowych, jak również przewodów na skutek środków prawnych w sprawach podatków Rzeszy, podatków państwowych i w sprawach podatków kościelnych, zgodzili się wejść w tym przedmiocie w układy i w tym celu zamianowały swymi pełnomocnikami:

Rząd Niemiecki:

Posła Dr. Paul Eckardt,

Prezydenta Policji Dr. Gottfried Schwendy.

Rząd Polski:

Wiceministra D-ra Zygmunta Seyda.

Pełnomocnicy, po wzajemnem przedłożeniu sobie swych pełnomocnictw i uznaniu ich za wystawione w dobrej i należytej formie, zgodzili się na następujące postanowienia:

I

Administracyjne sprawy sporne

Artikel 1.

1. Administracyjne przewody sporne (§§ 61 do 114 pruskiej ustawy o ogólnej administracji kraju z dnia 30. lipca 1883 r. — zbiór ustaw pruskich strona 195 — ustępy 2 i 3 § 192a i § 194a ogólnej ustawy górniczej dla państw pruskich z dnia 24. czerwca 1865 r. w brzmieniu ustaw z dnia 14. lipca 1905 r. — zbiór ustaw pruskich strona 307 —, z dnia 28. lipca 1909 r. — zbiór ustaw pruskich strona 677 — i z dnia 6. sierpnia 1921 r. — zbiór ustaw pruskich strona 486) z górnosławskiego obszaru plebiscytowego, które zawisło były w czasie przejścia na Polskę suwerenności na przypadłej Polsce części górnosławskiego obszaru plebiscytowego i nie były jeszcze w czasie wejścia w życie niniejszego układu załatwione prawnomocnie, będą dalej prowadzone przez tą władzę niemiecką lub polską, która byłaby właściwą, gdyby postępowanie sporne zawisło dopiero po oddaniu odstąpionego obszaru.

2. Takie administracyjne przewody sporne, które wiszą w wyższej instancji, będą dalej prowadzone przez odnośną wyższą instancję.

Artikel 2.

Jeśli przewód ma być po myśli artykułu 1 dalej prowadzony przez inną władzę natenczas władza, u której przewód dotychczas wisiał, ma tamtej władze bezzwłocznie odstąpić z urzędu administracyjne sprawy sporne ze wszystkimi aktami i innymi poprzednikami. Nie będzie się żądać

Verfahren entstandener Kosten wird verzichtet. Die Kosten für die Abbeförderung der Akten werden von der absendenden Behörde getragen.

Artikel 3

(1) An die Stelle der an den Verwaltungsstreitverfahren als Partei beteiligten Staats- oder Kommunalbehörden oder anderen öffentlichen Körperschaften treten diejenigen Staats- und Kommunalbehörden oder anderen öffentlichen Körperschaften, die zuständig sein würden, wenn das Verfahren erst nach Übergabe des abgetretenen Gebietes an Polen anhängig geworden wäre.

(2) Ist ein Kommissar zur Vertretung des öffentlichen Interesses als Partei beteiligt (§ 74 Abs. 3 des Gesetzes über die allgemeine Landesverwaltung vom 30. Juli 1883), so fällt dieser fort, falls er für die nimmehr nach Artikel 1 zuständige Behörde Ausländer ist. Es bleibt derjenigen Behörde, die zur Bestellung des Kommissars zuständig sein würde, wenn das Verfahren nach der Teilung anhängig geworden wäre, überlassen, einen neuen Kommissar zu bestellen.

Artikel 4

Beide vertragschließenden Teile gewährleisten sich die Durchführung aller in Verwaltungsstreitverfahren ergangenen Urteile, die vor dem Übergange der Staatshoheit rechtskräftig geworden sind oder in bereits beim Übergange der Staatshoheit anhängig gewesenem Verwaltungsstreitverfahren rechtskräftig waren, soweit durch solche Urteile Ansprüche auf Rückzahlung von Gebühren, Beiträgen oder Abgaben aller Art begründet wurden.

Artikel 5

(1) In solchen Verwaltungsstreitverfahren, die auf Grund des Artikel 2 abzugeten sind, sichern sich beide vertragschließenden Teile gegenseitige Rechtshilfe durch Vernehmung von Zeugen und Sachverständigen, leibweise Überlassung von Akten oder Zurverfügungstellung beglaubigter Abschriften aus solchen und Erteilung amtlicher Auskünfte zu.

(2) Die Ersuchen um Gewährung der Rechtshilfe sind durch Vermittlung der beiderseitigen Generalüberleitungskommissare zu stellen. Für die Tätigkeit der Behörden werden keine Kosten berechnet, bare Auslagen sind zu erstatten.

II

Steuerverteilungssachen

Artikel 6

Steuerverteilungsverfahren (§ 71 des Preussischen Kommunalabgabengesetzes vom 14. Juli 1893 — Preussische Gesetzsamm. S. 152 —), bei denen Gemeinden

Uiszerzenia ewentualnych kosztów powstałych w dotychczasowym przewodzie. Koszty odesłania aktów ponosi władza odsyłająca.

Artikel 3.

1. W miejsce władz państwowych lub komunalnych albo innych publicznych korporacji, zainteresowanych w administracyjnym przewodzie spornym jako strony wstępują te władze państwowe i komunalne lub inne publiczne korporacje, które byłyby właściwe, gdyby przewód zawisł dopiero po oddaniu obszaru odstąpionego Polsce.

2. Jeżeli jako strona uczestniczy komisarz dla zastępstwa interesu publicznego (ustęp 3 § 74 ustawy o ogólnej administracji kraju z dnia 30. lipca 1883 r.), natenczas traci on uczestnictwo, jeśli jest dla władzy właściwej oddał po myśli artykułu 1. cudzoziemcem. Ustanowienie nowego komisarza pozostawia się uznaniu władzy, która byłaby właściwą do ustanowienia komisarza, gdyby postępowanie zawisło po uskutecznieniu podziału.

Artikel 4.

Obydwie układające się strony poręczają sobie wykonanie wszystkich wyroków w administracyjnym przewodzie spornym wydanych, które przed przejściem suwerenności stały się prawnomocne albo które uzyskają prawomocność w administracyjnych sprawach spornych, które wisiały już w chwili przejścia suwerenności, o ile takie wyroki uzasadniają roszczenia o zwrot podatków, opłat, składek lub danin wszelkiego rodzaju.

Artikel 5.

1. W takich administracyjnych przewodach spornych, które mają być oddane na podstawie artykułu 2, obie układające się strony zapewniają sobie wzajemną pomoc prawną przez słuchanie świadków i rzeczoznawców, wypożyczanie aktów lub oddawanie do rozporządzenia ich uwierzytelionych odpisów oraz przez udzielanie urzędowych wywiadów.

2. Prośby o udzielenie pomocy prawnej należy wnosić za pośrednictwem obustronnych generalnych komisarzy dla przejęcia. Za czynności władz nie ma się zaliczać żadnych kosztów, natomiast inne gotówkowe wydatki należy zwracać.

II

Sprawy dotyczące rozdziału podatków.

Artikel 6.

Przewody dotyczące rozdziału podatków (§ 71 pruskiej ustawy o daninach komunalnych z dnia 14. lipca 1893 r. — zbiór ustaw pruskich strona

oder Kreise des oberschlesischen Abstammungsgebiets beteiligt sind und die zur Zeit des Überganges der Staatshoheit noch nicht rechtskräftig erledigt waren, werden, soweit es sich ausschließlich um Gemeinden oder Kreise im polnisch gewordenen Teile Oberschlesiens handelt, von der polnischen Behörde fortgeführt, die zuständig wäre, wenn das Verfahren erst nach Übergabe des an Polen abgetretenen Gebiets anhängig gemacht worden wäre.

Artikel 7

(1) Sind bei einem noch schwebenden Steuerverteilungsverfahren außer Gemeinden oder Gemeindeverbänden in Polnisch-Oberschlesien auch deutsche Gemeinden oder Kreise beteiligt, so wird das Verfahren von der Behörde fortgeführt, bei der es zur Zeit des Überganges der Staatshoheit geschwebt hat.

(2) Ist jedoch die Summe der Einkommensteuerbeträge, zu denen der Steuerpflichtige von beteiligten deutschen Gemeinden oder Kreisen veranlagt ist, größer als die Summe der Einkommensteuerbeträge, die von beteiligten polnischen Gemeinden oder Kreisen gefordert sind, so ist das Verfahren, falls es zur Zeit des Überganges der Staatshoheit bei einer inzwischen polnisch gewordenen Behörde geschwebt hat, nicht von dieser, sondern von der deutschen Behörde fortzuführen, die für die beteiligte oder die beteiligten deutschen Gemeinden oder Kreise zuständig ist. Im umgekehrten Falle ist das Verfahren von der entsprechenden polnischen Behörde fortzuführen.

Artikel 8

Artikel 1 Abs. 2 sowie die Artikel 2, 4 und 5 kommen sinngemäß zur Anwendung; Artikel 2 mit der Maßgabe, daß die Steuerverteilungssachen, soweit die Abgabe von einer deutschen an eine polnische Behörde zu erfolgen hat, an die Wojewodschaft in Katowitz, umgekehrt an den Regierungspräsidenten in Oppeln, abgegeben werden. Die bezeichneten Stellen geben sie an die nach diesem Abkommen zur Fortführung berufenen Behörden weiter, nachdem sie im Falle des § 58 des Gesetzes über die allgemeine Landesverwaltung vom 30. Juli 1883, die zuständige Behörde bestimmt oder ihre Bestimmung veranlaßt haben.

Artikel 9

Etwa infolge der Durchführung des Steuerverteilungsverfahrens erforderlich werdende Abrechnungen zwischen Gemeinden und Gemeindeverbänden bleiben vorbehalten. Erforderlichenfalls soll hierüber ein besonderes Abkommen geschlossen werden.

152 —), in welchen teilnehmen Gminy lub powiaty górnośląskiego obszaru plebiscytowego, a które w czasie przejścia suwerenności nie były jeszcze prawomocnie załatwione, będzie, o ile chodzi wyłącznie o gminy lub powiaty w części Górnego Śląska Polsce przypadłej, dalej prowadzić ta polska władza, która byłaby właściwą, gdyby przewód zawisł po oddaniu obszaru odstąpionego Polsce.

Artikel 7

1. Jeżeli w wiszącym jeszcze przewodzie dotyczącym rozdziału podatków oprócz gmin lub związków gminnych z niemieckiej części Górnego Śląska biorą udział także polskie gminy lub powiaty, natenczas ta władza będzie dalej prowadziła przewód, u której wisiał on w czasie przejścia suwerenności.

2. Jeżeli jednak suma składek podatku dochodowego, nałożonych na podatnika przez zainteresowane niemieckie gminy lub powiaty, jest większa od sumy składek podatku dochodowego, których żądały zainteresowane polskie gminy lub powiaty, natenczas będzie przewód dalej prowadziła, chociażby zawisł on w czasie przejścia suwerenności u władzy, która w międzyczasie stała się polską, nie ją ostatnia władza, lecz władza niemiecka właściwa dla zainteresowanej niemieckiej gminy lub zainteresowanych niemieckich gmin lub powiatów. W odwrotnym przypadku ma przewód dalej prowadzić odpowiednia władza polska.

Artikel 8

Ustęp 2 artykułu 1 oraz artykuły 2, 4 i 5 będzie się stosować analogicznie, a artykuł 2 z tem zastrzeżeniem, że sprawy dotyczące rozdziału podatków, o ile władza niemiecka ma je oddać władzy polskiej, mają być oddane Województwu w Katowicach a w przypadku odwrotnym prezesowi rejencji w Opolu. Po wyznaczeniu w przypadku § 58 ustawy o ogólnej administracji kraju z dnia 30. lipca 1883 lub spowodowaniu wyznaczenia właściwej władzy, wymienione wyżej urzędy podają je władzom powołanym według niniejszego układu do dalszego prowadzenia.

Artikel 9

Zastrzega się ewentualne rozliczenia pomiędzy gminami i związkami gminnymi, konieczne na skutek przeprowadzenia przewodu dotyczącego rozdziału podatków. W razie potrzeby winien być co do tego zawarty osobny układ.

III.
Beschlußverfahren

Artikel 10

Für die Beschlußverfahren (§§ 115 bis 126 des Gesetzes über die allgemeine Landesverwaltung vom 30. Juli 1883 sowie § 142 des allgemeinen Berggesetzes für die Preussischen Staaten vom 24. Juni 1865 in Verbindung mit § 150 des Gesetzes über die Zuständigkeit der Verwaltungs- und Verwaltungsgerichtsbehörden vom 1. August 1883 — Preussische Gesetzsammf. S. 237 —) gelten die Bestimmungen der Artikel 1 bis 5 sinngemäß.

IV

Schwebende Rechtsmittelverfahren in Reichs- und in Staatssteuerangelegenheiten

Artikel 11

Auf schwebende Rechtsmittelverfahren in Reichs- und in Staatssteuerangelegenheiten finden, soweit es sich um Veranlagungen aus der Besatzungszeit handelt, die Bestimmungen der Artikel 1 bis 3 und 5 sinngemäße Anwendung.

Artikel 12

Maßgebend für die örtliche Zuständigkeit der zur Entscheidung berufenen Behörden ist bei natürlichen Personen der Wohnsitz oder in Ermangelung eines solchen der Aufenthalt, bei juristischen Personen der Sitz der Verwaltung zur Zeit des Überganges der Staatshoheit.

Artikel 13

Soweit in den im Artikel 11 bezeichneten Rechtsmittelverfahren auf eine Ermäßigung von Reichs- oder Staatssteuern oder auf Freistellung von ihnen erkannt wird, zahlt jeder der beiden vertragschließenden Teile die auf Grund der Entscheidungen seiner Behörden zu erstattenden Beträge. Eine gegenseitige Abrechnung findet nicht statt.

V

Schwebende Rechtsmittelverfahren in Kirchensteuersachen

Artikel 14

Auf schwebende Rechtsmittelverfahren in Kirchensteuersachen finden die Bestimmungen der Artikel 1 bis 5 und, soweit es sich um eine Steuerverteilung handelt, die Bestimmungen der Artikel 6 bis 8 sinngemäße Anwendung.

III.

Postępowanie uchwałowe.

Artykuł 10.

Co do postępowania uchwałowego (§§ 115—126 ustawy o ogólnej administracji kraju z dnia 30. lipca 1883, jako też § 142 ogólnej ustawy górniczej dla państw pruskich z dnia 24. czerwca 1865 w związku z § 150 ustawy o właściwości władz administracyjnych i administracyjnosądowych z dnia 1. sierpnia 1883 — (zbiór ustaw pruskich str. 237 —) obowiązują analogicznie postanowienia artykułów 1—5.

IV.

Wiszące przewody wskutek środków prawnych w sprawach podatków Rzeszy i podatków państwowych.

Artykuł 11.

Do wiszących przewodów wskutek środków prawnych w sprawach podatków Rzeszy i podatków państwowych mają analogiczne zastosowanie postanowienia artykułów 1—3 i 5, o ile chodzi o rozkłady z czasu okupacji.

Artykuł 12.

Dla miejscowej właściwości władz powołanych do rozstrzygania jest miarodajne, co do osób fizycznych miejsce zamieszkania, a w braku tegoż miejsce pobytu, co do osób prawnych siedziba zarządu w chwili przejścia suwerenności.

Artykuł 13.

O ile w przewodach wskutek środków prawnych, wymienionych w artykule 11, orzeczono zmniejszenie podatków Rzeszy lub podatków państwowych albo uwolnienie od nich, natenczas każda z układających się stron płaci kwoty, które mają być zwrócone na podstawie rozstrzygnięcia jej władz. Wzajemne rozliczenie nie ma miejsca.

V.

Wiszące przewody na skutek środków prawnych w sprawach podatków kościelnych.

Artykuł 14.

Do wiszących przewodów na skutek środków prawnych w sprawach podatków kościelnych mają analogiczne zastosowanie postanowienia artykułów 1—5, a o ile chodzi o rozdział podatków, postanowienia artykułów 6—8.

VI

Schlußbestimmungen

Artikel 15

(1) Alle Verfahren, die nach diesem Abkommen von einer anderen als der sie bisher bearbeitenden Behörde fortzuführen sind, gelten als von dem Tage des Überganges der Staatshoheit im abgetretenen Gebiete (15. Juni 1922) ab bis zum Ablauf eines Monats nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens als unterbrochen.

(2) In solchen unter dieses Abkommen fallenden Angelegenheiten, für deren Behandlung infolge des Überganges der Staatshoheit ein Wechsel in der Zuständigkeit der Behörden eingetreten ist, gelten für den im Abs. 1 bezeichneten Zeitraum alle Fristen als unterbrochen, die für die Einlegung von Rechtsmitteln jeder Art (Einsprüche, Anträge auf mündliche Verhandlung, Klagen, Berufungen, Revisionen, Anträge auf Wieder- aufnahme des Verfahrens, Beschwerden, Anträge auf Beschlußfassung durch das Kollegium usw.) vorgeschrieben sind. Ist in einer Angelegenheit der vorbezeichneten Art, während die Frist unterbrochen war, im übrigen aber innerhalb des sonst für die Einlegung des Rechtsmittels vorgeschriebenen Zeitraums das Rechtsmittel bei der Behörde eingelegt worden, die vor dem Übergange der Staatshoheit zuständig war, so gilt die Frist als gewahrt. Nachdem die Fristunterbrechung ihr Ende erreicht hat, müssen alle Rechtsmittel bei den nunmehr zuständigen Behörden eingelegt werden.

Artikel 16

Dieses Abkommen soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen sobald wie möglich ausgetauscht werden. Das Abkommen tritt mit dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Geschehen in doppelter Ausfertigung je in deutscher und in polnischer Sprache

in Wien, am 26. August 1922.

gez. Dr. Paul Eckardt gez. Dr. Zygmunt Seyda
gez. Dr. Gottfried Schwendy

Bekanntmachung über die Verlängerung des vorläufigen deutsch-spanischen Handelsübereinkommens vom 15. Januar 1923 (Reichsgesetzbl. II S. 219 ff.).
Vom 19. Juli 1923.

Durch Notenaustausch zwischen der Deutschen Botschaft in Madrid und dem Königlich Spanischen Ministerium des Auswärtigen ist gemäß Artikel 1. des Ermächtigungsgesetzes vom 9. Juli 1923 (Reichsgesetzbl. II

VI

Postanowienia końcowe.

Artykuł 15.

1. Wszystkie przewody, które według niniejszego układu mają być dalej prowadzone przez inną władzę niż tę, która dotychczas je opracowywała, uważa się za przerwane od dnia przejścia suwerenności na odstąpionym obszarze (15. czerwca 1922) do końca jednego miesiąca po wejściu w życie niniejszego układu.

2. W takich pod niniejszy układ podpadających sprawach, do traktowania których skutkiem przejścia suwerenności zaszła zmiana właściwości władz, na czas oznaczony w ustępie 1 uważa się za przerwane wszystkie czasokresy, które przepisane są dla założenia środków prawnych wszelkiego rodzaju (sprzeciw, wnioski na ustną rozprawę, skargi, odwołania, rewizje, wnioski na wznowienie postępowania, zażalenia, wnioski na powzieszczenie uchwały przez kolegium i t. d.). Jeżeli w sprawie wyżej oznaczonego rodzaju, kiedy czasokres był przerwany, ale przed upływem czasokresu pozbawionym dla założenia środka prawnego przepisanego, środek prawny założono u tej władzy, która była właściwą przed przejściem suwerenności, natenczas uważa się czasokres za zachowany. Skoro przerwa czasokresu dobiegła końca, muszą być wszystkie środki prawne założone u władzy odąd właściwej.

Artykuł 16.

Niniejszy układ będzie ratyfikowany, a dokumenty ratyfikacyjne będą w jaknajkrótszym czasie wymienione. Układ wchodzi w życie z chwilą wymiany dokumentów ratyfikacyjnych.

Sporządzono w dwu oryginałach w języku niemieckim i języku polskim.

W Poznaniu dnia 26. sierpnia 1922.

Dr. Paul Eckardt Dr. Zygmunt Seyda
Dr. Gottfried Schwendy

S. 308) die Gültigkeitsdauer des vorläufigen Handelsübereinkommens zwischen der Deutschen Regierung und der Königlich Spanischen Regierung bis zum 30. September 1923 verlängert worden.

Berlin, den 19. Juli 1923.

Der Reichsminister des Auswärtigen
von Rosenberg

Herausgegeben vom Reichsministerium des Innern. — Verlag des Gesetzsammlungsamtes, Berlin NW 40, Schomburgkstr. 4. — Gedruckt in der Reichsdruckerei, Berlin.
Den Bezug des Reichsgesetzblatts (auch älterer Jahrgänge und einzelner Nummern) vermitteln die Postanstalten.
Einzelne Nummern können auch unmittelbar beim Gesetzsammlungsamte bezogen werden.

千九百二十三年七月五日

千九百二十二年十一月五日獨逸國ト「ウクライナ」、
白露西亞、「ゲオルギア」、「アゼルバイジャン」、
「アルメニア」諸「ソヴェト」共和國及極東共和國
トノ間ノ條約ニ關スル法律

千九百二十三年七月五日附
獨逸國國會ハ左ノ法律ヲ議決シタルニ依リ獨逸國參議院ノ同意ヲ以
テ茲ニ之ヲ公布ス

第一條

千九百二十二年十一月五日獨逸國ト「ウクライナ」、白露西亞、「
ゲオルギア」、「アゼルバイジャン」、「アルメニア」諸「ソヴェ
ト」共和國及極東共和國トノ間ニ署名セラレタル條約ニ對シ同意ス

外務省

(已號用紙)

右條約ハ左ニ公示セラル

第二條

本法ハ公布ノ日ヨリ之ヲ實施ス

千九百二十三年七月五日 伯林ニ於テ

獨逸國大統領 「エーベルト」

獨逸國外務大臣 「フォン、ローゼンベルグ」

獨逸政府ノ全權委員即チ外務省局長

男爵「フォン、マルツァン」

「ウクライナ」社會主義「ソウェト」共和國政府ノ全權委員即チ

外務省

(已號用紙)

(已 號 用 紙)

並

全「ウクライナ」中央執行委員會委員「ワルデマー、アウセム」

白露西亞社會主義「ソヴェト」共和國

「ゲオルギア」社會主義「ソヴェト」共和國

「アゼルバイジャン」社會主義「ソヴェト」共和國

「アルメニア」社會主義「ソヴェト」共和國

極東共和國

諸政府ノ全權委員即チ

在伯林露西亞社會主義聯邦「ソヴェト」共和國全權代表者兼大使

「ニコラウス、クレステインスキー」

トハ其ノ良好妥當ナリト認ムル全權委任狀ヲ呈示シタル後左ノ規定

外 務 省

(已 號 用 紙)

ニ付一致セリ

第一條

千九百二十二年四月十六日「ラバロ」ニ於テ署名セラレタル獨逸國
ト露西亞社會主義聯邦「ソヴェト」共和國トノ間ノ條約ハ一方獨逸
國ト他方

(一)「ウクライナ」社會主義「ソヴェト」共和國

(二)白露西亞社會主義「ソヴェト」共和國

(三)「ゲオルギア」社會主義「ソヴェト」共和國

(四)「アゼルバイジャン」社會主義「ソヴェト」共和國

(五)「アルメニア」社會主義「ソヴェト」共和國

外 務 省

(六) 極東共和國

即チ以下露西亞社會主義聯邦「ソヴェト」共和國ノ同盟國ト稱スルモノトノ間ノ關係ニ於テモ亦之ヲ準用スヘシ、「ラバロ」條約第二條ニ就テハ千九百二十二年四月十六日迄ニ爲サレタル同條所掲ノ法律及措置ノ適用ニ關スル限り右ニ同シ

第二條

獨逸政府ト「ウクライナ」社會主義「ソヴェト」共和國政府トノ間ニ於テハ獨逸及「ウクライナ」間ノ戰爭狀態終了後獨逸軍隊ノ「ウクライナ」ニ滞在シタル期間中獨逸政府又ハ「ウクライナ」政府ノ爲ニ發生シタルコトアルヘキ債權ノ確定及決算カ留保セラルル旨ノ同意成立セルモノトス

(已 號 用 紙)

外 務 省

第三條

締約國ノ一方ノ國民ニシテ他方ノ領域ニ在ル者ハ同地ニ於テ國際法及滞在國ノ一般法律ノ規定ニ從ヒ身體ノ完全ナル法律上ノ保護ヲ享受ス

旅券規則ヲ遵守シテ露西亞社會主義聯邦「ソヴェト」共和國ノ同盟國ノ領域ニ赴キ又ハ現在既ニ同地ニ滞在スル獨逸國々民ニ對シテハ其ノ一切ノ携帶財産並露西亞社會主義聯邦「ソヴェト」共和國ノ同盟國ノ地域ニ於テ取得セル財産ノ不可侵ヲ保障ス

但シ右ハ當該財産ノ取得及行使カ滞在國ノ法律又ハ該國所轄機關トノ間ニ締結セラレタル特別ノ協定ニ適合スル場合ニ限ルモノトス、露西亞社會主義聯邦「ソヴェト」共和國ノ同盟國內ニ於テ取得セル

(已 號 用 紙)

外 務 省

(已號用紙)

財産ノ輸出ニ對シテハ特別ノ協定ナキ限リ右露西亞社會主義聯邦「ソヴェト」共和國ノ同盟國ノ法律及規則適用セラルルモノトス

第四條

露西亞社會主義聯邦「ソヴェト」共和國ノ同盟國政府ハ獨逸國內ニ於テ自國ノ外交代表又ハ領事館ノ一ノ所在地ニ在獨露西亞商業代表ト同一ノ法律上ノ地位ヲ有スヘキ國立商務署ヲ設置スルノ權利ヲ有ス、此ノ場合ニハ右諸國政府ハ其ノ商務署長又ハ商務署長ヨリ全權ヲ委任セラレタル者カ後者ニ就テハ與ヘラレタル全權ノ範圍内ニ於テ爲シタル一切ノ法律行爲ニ付其ノ自己ニ對スル拘束力ヲ認ムルノ義務ヲ有ス

第五條

外務省

(已號用紙)

一方獨逸國ト他方露西亞社會主義聯邦「ソヴェト」共和國ノ同盟國トノ間ノ經濟關係ヲ容易ナラシムカ爲左ノ原則ヲ協定ス

一 一方獨逸國民、獨逸法人又ハ獨逸商館ノ間ニ於テ又他方露西亞社會主義聯邦「ソヴェト」共和國ノ同盟國政府又ハ第四條所定ノ其ノ國立商務署又ハ之等諸國ノ國籍ヲ有スル自然人若ハ法人若ハ商館ノ間ニ於テ締結セラレタル契約及其ノ經濟上ノ結果ハ該契約ノ締結セラレタル國ノ法律ニ從ヒテ處理セラレ且同國ノ裁判權ニ服スルモノトス、本規定ハ本條約ノ實施前ニ締結セラレタル契約ニ對シテハ其ノ效力ヲ及ホササルモノトス
二 第一號ニ掲ケタル契約ハ一ノ仲裁約款ヲ具有スルコトヲ得
又該契約ニ於テ締約國ノ一方ノ裁判權ニ服スヘキコトヲモ協定

外務省

(已號用紙)

スルコトヲ得

第六條

露西亞社會主義聯邦「ソヴェト」共和國ノ同盟國ハ嘗テ獨逸ノ國籍ヲ有シタルモ之ヲ喪失シタル者並其ノ妻子ニ對シ其ノ獨逸國ヘ移住スルコトヲ明瞭ナルトキハ出國ヲ許可スルモノトス

第七條

双方ノ代表及其ノ隨員ハ滞在國ノ政府又ハ國家機關ニ反對スル一切ノ煽動又ハ宣傳ニ關係セサルノ義務ヲ有ス

第八條

本條約ハ前記第三條乃至第六條ニ關スル限り並「ラバロ」條約第四條ノ準用ニ關スル限り三箇月ノ期間ヲ以テ之ヲ解約スルコトヲ得

外務省

(已號用紙)

右解約ハ獨逸國ヨリ露西亞社會主義聯邦「ソヴェト」共和國ノ各同盟國ニ對シ獨逸國ト當該同盟國トノ關係ニ就キ排他的効力ヲ以テ之ト反對ニ右各國ヨリ獨逸國ニ對シ右各國トノ關係ニ就キ排他的効力ヲ以テ之ヲ告知スルコトヲ得

解約セラレタル本條約カ通商條約ニ依リ更改セラレサルトキハ關係國政府ハ既ニ開始セル商行爲決濟ノ爲解約期間ノ經過後五名ノ委員ヨリ成ル委員會ヲ設置スルノ權利ヲ有ス右委員會委員ハ外交官ノ性質ヲ有セサル代表者ト認メラレ且本條約ノ解消後遅クモ六箇月以内ニ右取引ノ決濟ヲ完了スヘキモノトス

第九條

本條約ハ之ヲ批准スヘシ、一方獨逸國ト他方露西亞社會主義聯邦「ソ

外務省

(已 號 用 紙)

ヴェトナム共和國ノ同盟各國トノ間ニ於テ特別ノ批准書ヲ交換スヘシ
本條約ハ右交換ニ依リ該交換ニ參加セル諸國間ノ關係ニ於テ之ヲ實
施ス

本書七通ヲ作成ス

千九百二十二年十一月五日 伯林ニ於テ

「マルツアン」

署名

「ヴェー、アウセム」

署名 各印

「エン、クレステインスキー」署名

(本條約ヲ公布セル獨逸國法令報ノ日附ハ一九二三年七月三十一日ナリ)

外 務 省

2-1638

0444

à la condition d'assurer à l'Armée de la Rép. Féd. Russe des Sov. (R.S.F.S.R.) la possibilité de profiter pleinement des produits des susdites fabriques.

Simultanément l'Etat Major de la Rép. Féd. Russe des Sov. (R.S.F.S.R.) ne présentera aucun obstacle au officiers et spécialistes allemands dans leur participations dans les travaux des fabriques d'armes récemment organisées en Afganistan.

§ 9.

L'Etat Major de l'Armée rouge russe (P.K.K.A.) s'engage de maintenir sur sa frontière occidentale au moins 18 divisions d'infanterie et 8 divisions cavalerie, le tiers de ce effectif doit correspondre à l'effectif prévu par la lettre B/voir N 556/89 c.4 lll 1921.

Ces troupes en outre doivent être concentrées dans les régions fixés par les plans généraux d'opération conformément à l'accord du 25 lll 1921.

§ 10.

L'Etat Major de l'Armée rouge russe s'engage jusqu'au Août 1922 d'augmenter la circulation des trains, sur les lignes d'Alexandrovsk et de Nicolaivsk jusqu'à 12 trains par jours. Il est à prouver que les embranchements qui se trouvent dans le triangle Minsk-Moscou-Petrograd, doivent dans la même proportion augmenter la capacité de transport.

§ 11.

Conformément à l'accord politique l'Etat Major Allemand et l'Etat Major de l'Armée rouge russe doivent élaborer un plan commun qui permettra un accès de la Russie vers la mer Baltique.

Dès à présent déjà en vertu de l'accord préalable on trace une ligne de démarcation entre le front allemand et le front de la Russie Sovietiste (R.S.F.S.R.); cette ligne passe par Solis-Wolmar-Ostrow.

§ 12.

Les deux parties contractantes s'engagent à tenir cet accord

en secret.

Suivent les Signatures.

Par les efforts de l'état major allemand et du gouvernement des soviets les nuées sombres s'amassent de nouveau, comme en 1914, au ciel de l'Europe.

On

On peut constater du traité sus-exposé que Berlin a l'intention d'ébranler l'univers par le cochemar d'une nouvelle guerre mondiale terrible, afin que le militarisme allemand puisse avec l'aide du gouvernement soviétique de l'ancienne Russie, créée par lui pour ses buts, consolider sa domination sur les peuples de l'Europe, de l'Asie et ensuite de L'Amérique.

Les Grandes Puissances doivent clairement voir, que puisque la racine du malheur-l'impérialisme allemand et le gouvernement du lll International, n'est pas anéantie, aucune conférence ne sauvera l'Europe de l'impasse des intrigues germano-bolchevistes et le glaive de Damoclès d'une nouvelle guerre mondiale, prêt à tomber à chaque moment, menacera sans cesse les peuples de l'univers.

露独軍事協定

La préparation de la revanche par les Allemands.

L'alliance militaire secrète de l'Allemagne et de la Russie des soviets contre l'Entente. (L'Ukraine, avril 25 1922).

L'ancien chef de l'état major allemand pendant le temps de guerre général Ludendorff prenait part personnellement pendant les pourparlers et la conclusion du traité militaire secret entre l'Etat Major général allemand et le gouvernement des soviets, qui suit:

CONVENTION.

La Convention présente a été conclue le 3 avril 1922 à Berlin entre les représentants plénipotentiaires de l'Etat-Major allemand de l'armée rouge (R.K.K.A.) et les représentants plénipotentiaires de l'Etat-Major Allemand.

Les représentants plénipotentiaires de l'Etat-Major de l'armée rouge russe:

Citoyen Novicki, citoyen Stefanov.

Les représentants plénipotentiaires après avoir vérifié leurs pleins-pouvoirs, et après avoir reconnu ces Pleins-Pouvoirs comme suffisants ont conclu la Convention présente.

1) L'Etat-Major Allemand s'oblige de fournir à l'armée de la République Russe Fédérative des Soviets (R.S.F.S.R.) toutes armes et munitions indispensables pour armer et équiper 180 régiments d'infanterie conformément à leurs effectifs (N 556/88 c.4.111.1921). Les objets nécessaires pour l'armement et l'équipement de troupes doivent être délivrés par l'Etat-Major Allemand dans des intervalles d'un mois aux places de destination, pour le compte, avec l'aide des moyens et sous la responsabilité de l'Etat-Major Allemand.

Le tiers de toutes les armes et des munitions doit correspondre aux modèles Russes (fusil 3111 Model 1891), le reste des armes et des munitions d'après les modèles Allemands fusil Mauser Model 98. Simultanément l'Etat-Major Allemand s'oblige de délivrer aux conditions susnommées une quantité de pièces d'artillerie de campagne et d'artillerie lourde, indispensable pour armer 20 divisions d'infanterie, conformément aux effectifs fixés (N 556/88 c.4.111.1921).

La qualité d'armes mentionnée n'est pas prévue par la Convention du 25 Mars 1921.

§ 2.

L'Etat-Major Allemand s'oblige d'organiser la Flotte militaire Russe sur les mers Baltique et Noire.

a) En complétant les cadres des instructeurs allemands de la Flotte jusqu'à la norme prévue par la convention du 25 Mars 1921.

b) En réorganisant et en instruisant le personnel de la Flotte militaire Russe, conformément aux exigences de l'expérience des derniers temps.

c) En exécutant une séparation complète des navires de guerre de la Flotte militaire Russe, conformément aux ordres du Chef de la Direction des Affaires Maritimes de R.S.F.S.R.

§ 3.

- 2 -

§ 3.

L'Etat-Major Allemand s'oblige d'envoyer à la Russie outre les avions déjà livrés, aussitôt que possible une quantité de 500 avions nouveaux avec un nombre correspondant de parties de rechange "Junker".

§ 4.

L'Etat-Major Allemand s'oblige de minir les troupes techniques de l'armée rouge Russe avec les objets d'usage technique en quantité indispensable pour équiper 180 régiments d'infanterie conformément aux effectifs fixés (N.556/88 c.4.111.1921). L.M. al. s'oblige aussi de délivrer 150 radio-stations de campagne.

§ 5.

L'Etat-Major All. s'oblige d'instruire l'Etat-Major de l'Armée Rouge Russe (R.K.K.A.) concernant les résultats des dernières expériences et des inventions techniques dans le domaine des attaques de gaz et s'oblige aussi d'instruire les 60 instructeurs Russes envoyés par l'Etat-Major Russe de l'Armée Rouge Russe (R.K.K.A.) en Allemagne en ce qui concerne la technique des gaz.

§ 6.

L'Etat-Major Allemand s'oblige d'envoyer à la Russie une quantité indispensable de spécialistes techniques en vue du développement de la production de l'industrie de guerre existant déjà en Russie et aussi en vue de l'équipement et de la mise en action dans l'année 1922 de nouvelles fabriques d'armes à Tula (2) Samara et Petersbourg.

§ 7.

D'autre part l'Etat-Major de l'Armée Rouge Russe confirme en tout les Conventions, conclues jusqu'à maintenant et en particulier le 17 IV 1919 et 25 III 1921, qui forment un tout avec la Convention présente. Il s'oblige aussi de cesser toute action auprès du Gouvernement de la Rép. Féd. Russe de Sov. concernant la restitution immédiate de 20 navires de guerre provenant de la Flotte Militaire Baltique Russe, conformément à la prescription Nr. 2 et à la Convention du 5 Mars. Prenant sous considération les conditions politiques, les susdits navires resteront dans les ports Russes.

§ 8.

L'Etat-Major de l'Armée Rouge Russe garantit à l'Etat Major Allemand, que 3 fabriques allemandes, choisies par l'Etat Major All., savoir: 1 fabrique d'appareils d'aviation et de moteurs, 1 fabrique pour la préparation des gaz asphyxiants, et 1 fabrique de canons peuvent être transportées en Russie et mises en action

à la

4.

tenir sur les frontières ouest de la Russie moins de 18 divisions d'infanterie et 8 divisions de cavalerie, un tiers d'entre elles devant avoir des effectifs renforcés conformément à l'état acte "B" n° 557 89 du 4 mars 1921. Ces troupes devront être concentrées dans les localités désignées dans le plan d'opération de base conformément à la Convention du 25 mars 1921.

10°-L'état-major général de l'armée rouge s'engage à augmenter d'ici le mois d'avril de cette année la capacité de transport des voies ferrées d'Alexandrowsk et de Nikolaïvsk afin qu'elle atteigne douze trains par vingt-quatre heures, les lignes de raccordement de ces voies dans le triangle de Minsk, Moscou et Petrograd augmentant également leur capacité dans la même mesure.

11°-Conformément à la convention politique existante, l'état-major général allemand établiront un plan commun d'opération procurant à la Russie l'accès à la Mer Baltique provisoirement et sans ententes ni accords spéciaux. La ligne de démarcation entre les troupes allemandes et russes est fixée passant par Salis Jolmar et Astrov.

12°- Les parties Contractantes s'engagent à garder secrète la présente Convention. La Convention est rédigée en deux exemplaires en langue russe et en langue allemande, le texte allemand faisant foi en cas de différend en confirmation de tout ce qui procède.

Cette Convention a été signée de la main des représentants

5.

plénipotentiaires des deux Parties et munie de leurs sceaux à Berlin le 3 avril 1922.

Suivent les signatures de Novitzki, Stefanas, général von Suokt, amiral Bejuke, lieutenant colonel Scharf, et major Petter.

2.

les flottes de guerre russes de la Mer Baltique et de la Mer Noire, (a) en complétant les cadres par des instructeurs de marine allemands dans la proportion indiquée par l'accord du 25 mars 1921, (b) en réorganisant et en instruisant les fonctionnaires supérieurs et subalternes de la flotte de guerre russe conformément aux exigences qu'a révélées l'expérience des dernières années, (c) en réparant complètement les navires de guerre de la flotte russe conformément aux indications du Chef de la marine russe.

3°- L'état-major général allemand, outre ceux fournis déjà, s'engage à livrer dans le plus bref délai encore 500 aéroplanes neufs du type junker, avec la quantité correspondante de pièces de réchange.

4°- L'état-major général allemand s'engage à pourvoir des formations techniques de l'armée rouge et du matériel technique nécessaires à l'équipement de 180 régiments d'infanterie conformément à l'état "a" n° 556 88 du 4 mars 1921. Il s'engage en outre à fournir 150 stations de repos de campagne.

5°- L'état-major général allemand s'engage à mettre au courant l'état-major de l'armée rouge des résultats des dernières expériences et inventions techniques réalisées dans le domaine de la guerre des gaz. Il formera à ce sujet 60 instructeurs russes qui seront envoyés en Allemagne par l'état-major de l'armée rouge.

6°- L'état-major général allemand s'engage à envoyer en

3.

Russie le nombre nécessaire de techniciens spécialistes dans le but d'augmenter la production de l'industrie de guerre existant déjà en Russie, d'outiller et de mettre en marche en 1922 de nouvelles usines de munitions, au nombre desquelles une à Samara et une à Petrograd.

7°- De son côté l'état-major de l'armée russe confirme entièrement les conventions conclues auparavant, à savoir le 17 février 1919 et le 25 mars 1921, qui forment un tout avec la présente convention. En outre l'état-major de l'armée rouge s'engage à intervenir auprès du Gouvernement russe pour obtenir immédiatement la remise effective aux Allemands de 20 navires de guerre de la flotte russe conformément à l'addition n° 2- de la convention du 25 mars 1921. Cependant étant donnée la situation politique actuelle, ces navires resteront provisoirement dans les ports russes.

8°- L'état-major de l'armée rouge garantit à l'état-major général allemand que les trois fabriques allemandes choisies par lui, à savoir une pour les aéroplanes et leurs moteurs, une pour les gaz asphyxiants et une pour les armes pourront être équipées, remises en action en Russie à condition que l'armée rouge ait la possibilité entière d'utiliser la production de ces fabriques. En outre l'état-major de l'armée rouge ne fera aucun obstacle aux officiers et spécialistes allemands dans leurs travaux à la nouvelle fabrique d'armes installée en Afghanistan.

9°- L'état-major de l'armée rouge s'engage à ne pas main-

独
逸
軍
事
院
主
印

Convention militaire russo-allemande ("L'Eclair", Paris)

Le 3 avril 1922, à Berlin, entre les représentants plénipotentiaires de l'armée rouge des Paysans et des Ouvriers d'une part et les représentants plénipotentiaires de l'état-major général allemand d'autre part, a été conclue la convention suivante:-

1^o- L'état-major général allemand s'engage à fournir à l'armée rouge les armes et le matériel nécessaires à l'armement et à l'approvisionnement de 180 régiments d'infanterie conformément à l'acte "a" n^o 556 88 du 4 mars 1921.

L'état-major général allemand s'engage à faire parvenir le matériel d'approvisionnement et d'armement aux emplacements désignés par ses propres moyens, à ses frais et sous sa responsabilité. Le tiers des armes et des munitions devra être du modèle russe (fusil de 3 lignes, 1891) et le reste du modèle allemand (fusil mauser, 1889). En même temps l'état-major général allemand s'engage à fournir aux conditions indiquées ci-dessus l'artillerie lourde et l'artillerie de campagne nécessaires à l'armement de 2 divisions d'infanterie conformément à l'état "a" n^o 556 88 du 4 mars 1921. La quantité d'armes indiquée n'était pas prévue dans l'accord du 15 mars 1921.

2^o- L'état-major général allemand s'engage à réorganiser

ung jedoch nur, soweit es sich um Verbindlichkeiten aus Rechtsgeschäften mit deutschen Staatsangehörigen, deutschen Firmen und deutschen juristischen Personen handelt, die nach Abschluss dieses Abkommens eingegangen sind. Unberührt bleibt das Recht der Russischen Regierung, auch die in Deutschland abgeschlossenen Rechtsgeschäfte mit der Schiedsgerichtsklausel zu versehen.

Im übrigen genießt das Eigentum der Russischen Regierung in Deutschland den herkömmlichen völkerrechtlichen Schutz. Insbesondere unterliegt es hinsichtlich aller nicht vom Absatz 1 betroffenen Fälle nicht der deutschen Gerichtsbarkeit und Zwangsvollstreckung.

Artikel XIV.

Die beiderseitigen Vertretungen sind berechtigt, die zur Durchführung ihrer wirtschaftlichen Aufgaben erforderlichen Sachverständigen hinzuzuziehen.

Die ausführlich zu begründenden Anträge auf Zulassung von Sachverständigen sind von der Zentralbehörde bei der Vertretung des anderen Staates zu stellen und sollen mit besonderer Beschleunigung erledigt werden.

Artikel XV.

Die beiderseitigen Vertretungen und die bei ihnen beschäftigten Personen haben sich bei ihrer Tätigkeit streng auf die ihnen nach diesem Abkommen zufallenden Aufgaben zu beschränken. Insbesondere sind sie verpflich-

tet, sich jeder Agitation oder Propaganda gegen die Regierung oder die staatlichen Einrichtungen des Aufenthaltsstaates zu enthalten.

Bis zum Abschluss eines künftigen Handelsvertrages soll dieses Abkommen die Grundlage der wirtschaftlichen Beziehungen der beiden Länder bilden und im Geiste gegenseitigen Wohlwollens zur Förderung der wirtschaftlichen Beziehungen ausgelegt werden.

Artikel XVII.

Dieses Abkommen tritt mit dem Tage der Unterzeichnung in Kraft.

Das Abkommen kann von jedem Teile mit einer Frist von drei Monaten gekündigt werden.

Wird das gekündigte Abkommen nicht durch ein anderes Abkommen ersetzt, so ist jeder der vertragschliessenden Teile berechtigt, nach Ablauf der Kündigungsfrist zur Abwicklung der bereits eingeleiteten Handelsgeschäfte eine aus fünf Mitgliedern bestehende Kommission einzusetzen. Die Kommissionsmitglieder gelten als Agenten ohne diplomatischen Charakter und haben die Abwicklung der Geschäfte längstens innerhalb von sechs Monaten nach Ablauf dieses Vertrages zu erledigen.

werden, die er mit der R.S.F.S.R. nach Abschluss dieses Abkommens eingegangen ist.

Artikel IX.

Die Russische Regierung gestattet den Personen, welche die deutsche Staatsangehörigkeit besessen, aber verloren haben, sowie ihren Ehefrauen und Kindern die Ausreise, wenn damit die Uebersiedelung nach Deutschland nachweislich verbunden wird.

Artikel X.

Die Deutsche Regierung gewährleistet den russischen Schiffen und die Russische Regierung den deutschen Schiffen in ihren Territorialgewässern und Häfen die Behandlung nach völkerrechtlichem Herkommen. Soweit hiernach russischen Schiffen, die dem Handelsverkehr dienen, in Bezug auf Schiffbesondere Vorrechte eingeräumt werden, sichert die Russische Regierung den deutschen Kauffahrtsschiffen gleiche Vorrechte zu.

In jedem Falle kann jedoch ein Schiff eines vertragschliessenden Teiles in den Häfen des anderen Teiles für solche Geldansprüche haftbar gemacht werden, die mit diesem Schiff in unmittelbarem Zusammenhange stehen, wie z. B. Hafengebühren, Reparaturkosten, Ersatzansprüche aus Schiffskollisionen.

Artikel XI.

Beide Regierungen ergreifen sofort alle Massnahmen,

um die baldige Wiederaufnahme des öffentlichen Post-, Telegraphen- und Funkverkehrs zu ermöglichen und diesen Verkehr durch besondere Vereinbarungen sicher zu stellen.

Artikel XII.

Die Deutsche Vertretung in Russland nimmt durch ihre Handelsvertretung die wirtschaftlichen Interessen des Deutschen Reiches und seiner Angehörigen wahr.

Die Russische Handelsvertretung in Deutschland ist als staatliche Handelsstelle für den Rechtsverkehr auf deutschem Gebiete als legitimierte Vertreterin der Russischen Regierung anzusehen. Diese erkennt alle Rechtshandlungen als für sie verbindlich an, die entweder der Leiter der Vertretung oder der Leiter der Handelsvertretung oder endlich die von einer dieser beiden Personen bevollmächtigten Beauftragten vornehmen.

Artikel XIII.

Die Russische Regierung verpflichtet sich, mit deutschen Staatsangehörigen, deutschen Firmen und deutschen juristischen Personen Rechtsgeschäfte auf dem Gebiete der R.S.F.S.R. und der mit ihr durch einen staatlich festgesetzten Import- und Exportplan verbundenen Staaten nur mit Schiedsgerichtsklauseln abzuschliessen. Für die in Deutschland abgeschlossenen Rechtsgeschäfte und deren wirtschaftliches Ergebnis unterwirft sich die Russische Regierung den deutschen Gesetzen, für privatrechtliche Verbindlichkeiten der deutschen Gerichtsbarkeit und Zwangsvollstreckung.

Artikel VI.

Die Vertretungen erhalten folgende konsularische Befugnisse:

1. Wahrnehmung der Interessen ihrer Staatsangehörigen nach Massgabe völkerrechtlichen Herkommens,
2. Ausstellung von Pässen, Personalausweisen und Sichtvermerken,
3. Aufnahme, Legalisation und Beglaubigung von Urkunden.

Die beiden vertragschliessenden Teile verpflichten sich, in sofortige Verhandlungen über den Abschluss eines Abkommens, betreffend die Beurkundung des Personenstandes und die Eheschliessung, einzutreten.

Artikel VII.

Jede Vertretung hat Anspruch auf Benutzung der Funkstationen und öffentlichen Posteinrichtungen zum ungehinderten amtlichen Verkehr ihrer Regierung und den Vertretungen ihrer Regierung in anderen Ländern in offener und chiffrierter Sprache, ferner auf Kurierverkehr nach besonderer Vereinbarung.

Artikel VIII.

Bis zum Abschluss eines Vertrages, der die Rechte der beiderseitigen Staatsangehörigen grundsätzlich regelt, gelten die folgenden Bestimmungen:

1. Für die in Deutschland befindlichen russischen

russischen Kriegsgefangenen und Zivilinternierten bleibt es bei den Bestimmungen des Abkommens vom 19. April 1920, des Ergänzungsabkommens vom 7. Juli 1920 und des Ergänzungsabkommens vom heutigen Tage. Im übrigen werden die in Deutschland befindlichen russischen Staatsangehörigen hinsichtlich ihrer Person und des Eigentums nach Massgabe des Völkerrechts und der allgemeinen deutschen Gesetze behandelt.

2. Die bei Abschluss dieses Abkommens sich auf dem Gebiete der R.S.F.S.R. aufhaltenden deutschen Staatsangehörigen behalten als ehemalige Kriegsgefangene oder Zivilinternierte die aus dem Ergänzungsabkommen vom heutigen Tage hervorgehenden Rechte.

3. Für die deutschen Staatsangehörigen, die sich zu Handelszwecken gemäss diesem Abkommen und unter Beachtung der passgesetzlichen Vorschriften auf das Gebiet des anderen Teiles begeben, wird die Unverletzlichkeit ihres gesamten mitgeführten, sowie des in Russland erworbenen Eigentums durch die R.S.F.S.R. gewährleistet sofern der Erwerb und die Verwendung derselben den mit den zuständigen Organen der R.S.F.S.R. besonders getroffenen Vereinbarungen entspricht. Die Unverletzlichkeit dieses Eigentums wird durch besondere Schutzbriefe der R.S.F.S.R. sichergestellt, sofern nicht gegen den Inhaber des Schutzbriefes Ansprüche aus Rechtsgeschäften geltend gemacht

Artikel II.

Der Leiter der Vertretung genießt die Vorrechte und Befreiungen der Chefs beglaubigter Missionen. Bis zu einer anderweitigen Vereinbarung geniessen ferner zunächst sieben Mitglieder der Vertretung die Vorrechte und Befreiungen der Mitglieder beglaubigter Missionen, soweit sie nicht Angehörige des Aufenthaltsstaates sind.

Bezüglich der bei den Vertretungen beschäftigten Personen, die nicht Angehörige des Aufenthaltsstaates sind, verpflichten sich die beiden Regierungen, die geeigneten Verwaltungsmassnahmen zu treffen, damit

1. Haussuchungen nur unter Benachrichtigung der Zentralbehörde für Auswärtige Angelegenheiten des Aufenthaltsstaates und soweit nicht Gefahr im Verzuge ist, im Beisein eines Beauftragten dieser Behörde und eines Beauftragten der Vertretung stattfinden.

2. Festnahmen und Verhaftungen der Zentralbehörde für Auswärtige Angelegenheiten des Aufenthaltsstaates sofort mitgeteilt werden, die ihrerseits den Leiter der Vertretung spätestens innerhalb 24 Stunden nach der Festnahme oder Verhaftung davon benachrichtigen wird,

3. dies Personen, sowie die Mitglieder ihrer Familien von öffentlichrechtlichen Arbeitspflichten jeglicher Art sowie von Militär- und Kriegslasten verschont bleiben.

Artikel III.

Jede Regierung wird sich dafür einsetzen, dass die Vertretung des anderen Teiles geeignete Amtsräume, und dass ihr Leiter sowie ihr Personal geeignete Wohnräume erhalten. Ferner verpflichtet sie sich, zur Beschaffung des für den Betrieb der Vertretung notwendigen Materials jeglichen Beistand zu leisten.

Artikel IV.

Die Deutsche Vertretung in Russland ist berechtigt, die zur Aufrechterhaltung ihres Amtsbetriebes, sowie zur Unterhaltung ihrer Räumlichkeiten notwendigen Materialien, desgleichen die für den Unterhalt des deutschen Personals notwendigen Lebensmittel und Bedarfsartikel bis 40 kg. pro Person und Monat zoll- und abgabefrei einzuführen.

Die Einfuhrgenehmigung wird von der russischen Vertretung im Lieferlande bei Vorlage eines Inhaltsverzeichnis erteilt, welches in Deutschland vom Auswärtigen Amt, in anderen Ländern von den dortigen deutschen Vertretern beglaubigt sein muss.

Artikel V.

Die Leiter der Vertretungen sind bei der Zentralbehörde des Aufenthaltsstaates für Auswärtige Angelegenheiten beglaubigt. Die Vertretungen verkehren mit ihr, in Handelsangelegenheiten auch mit den übrigen Zentralbehörden unmittelbar.

大正四年五月六日

露独協約

ABKOMMEN ZWISCHEN DER DEUTSCHEN REGIERUNG UND DER RUSSISCHEN
SOZIALISTISCHEN FÖDERATIVEN SOWJETREPUBLIK.

Die Deutsche Regierung und die Russische Sozialistische
Föderative Sowjet-Republik von dem Wunsche beseelt, dem
Frieden zwischen Deutschland und Russland zu dienen und in
gegenseitigem Wohlwollen das Gedeihen beider Völker zu
fördern, schliessen das folgende vorläufige Abkommen:

Artikel I.

Das Tätigkeitsgebiet der bereits bestehenden beidersei-
tigen Delegationen für Kriegsgefangenenfürsorge wird dahin
erweitert, dass sie mit der Wahrnehmung der Interessen ihrer
Staatsangehörigen betraut werden. Den beiderseitigen Dele-
gationen werden zur Pflege der Wirtschaftsbeziehungen
zwischen ihren Ländern Handelsvertretungen angegliedert.
Bis zur vollständigen Wiederaufnahme der normalen Beziehungen
führen die Delegationen die Bezeichnung "Deutsche Vertretung
der Russischen Sozialistischen Föderativen Sowjet-Republik
in Deutschland". Die Vertretungen haben ihren Sitz in
Moskau bzw. in Berlin.

Die Vertretung der R.S.F.S.R. in Deutschland ist als
die einzige Vertretung des Russischen Staates in Deutschland
zu betrachten.

l'autre pays. Ces demandes doivent être examinées d'urgence.

ART. 15.

Les Représentations des deux parties et les personnes employées dans ces représentations doivent dans leur activité se confiner strictement dans les buts qui leur sont fixés par le présent accord. Ils doivent tout particulièrement s'abstenir de toute agitation ou propagande dirigées contre le gouvernement et les institutions de l'Etat du pays où ils se trouvent.

Jusqu'à la signature du futur traité de commerce, le présent accord servira de base aux relations économiques des deux parties et devra être interprété dans un esprit de bienveillance réciproque et de consolidation des relations économiques.

ART. 17.

Le présent accord entre en vigueur dès le jour de sa signature.

Chaque partie a le droit de dénoncer le présent accord avec préavis de trois mois.

Si l'une des parties dénonce le présent accord sans qu'il soit procédé à son remplacement par un accord nouveau, chacune des parties contractantes aura le droit de créer, après l'expiration du délai ci-dessus mentionné, une commission composée de cinq membres en vue de la liquidation des transactions commerciales déjà conclues. Les membres de ces commissions sont considérés comme des agents

dépourvus de caractère diplomatique; ils doivent terminer la liquidation dans les six mois au plus tard après l'extinction du présent accord.

Berlin, le 6 mai 1921.

Signé: SCHENMANN.

Signé: BERENDT, MAIZAN,

HAUS.

(Traduction Europe Nouvelle).

ART. 11.

Les deux gouvernements prendront immédiatement toutes les mesures en vue de rendre possible la reprise des relations postales, télégraphiques et radio-télégraphiques et garantiront ces relations par des conventions particulières.

ART. 12.

La Représentation commerciale russe en Allemagne, en tant qu'institution commerciale d'Etat pour les contrats de droit privé sur le territoire allemand, est considérée comme une représentation légale du gouvernement russe. Celui-ci se déclare lié par tous les actes juridiques passés soit par le chef de la Représentation commerciale, soit enfin par la personne munie de pleins pouvoirs par l'un de ces deux représentants.

Le Représentation allemande en Russie défend, par le canal de sa représentation commerciale, les intérêts économique de l'Etat allemand et de ses ressortissants.

ART. 13.

Le gouvernement russe s'engage à introduire une clause stipulant le recours à l'arbitrage (clause de compromis) dans tous les actes sans exception passés avec les sujets allemands et les maisons de commerce et personnes juridiques allemandes sur le territoire de la Russie ou sur celui des Etats unis à la Russie par la communauté du système des échanges internationaux légale-

ment établi. Quant aux actes passés en Allemagne et à leurs résultats économiques, le gouvernement russe accepte de se soumettre à la législation allemande; dans les questions relatives aux obligations du droit privé, le gouvernement russe accepte la procédure et les voies d'exécution de la législation allemande, en tant qu'il s'agit toutefois d'obligations découlant des actes juridiques passés avec les sujets allemands et les maisons de commerce et les personnes juridiques allemandes postérieurement à la signature du présent accord. Ceci sans préjudice du droit appartenant au gouvernement russe d'introduire dans les actes juridiques passés en Allemagne la clause du recours à l'arbitrage (clause de compromis).

D'une manière générale, les biens du gouvernement fusse se trouvent sous la protection du droit commun international. Ils ne sont pas soumis, en particulier, à la juridiction allemande et aux lois allemandes sur les bases d'exécution, dans la mesure où ils ne tombent pas sous l'application du paragraphe premier du présent article.

ART. 14.

Les Représentations des deux parties ont le droit de s'assurer le concours des personnes compétentes nécessaires en vue de la réalisation de leurs buts économiques.

Les demandes d'admission des personnes compétentes doivent être motivées d'une façon circonstanciée et adressées par le Département central à la Représentation de

ensemble le statut juridique des ressortissants des deux Etats, les dispositions suivantes seront en vigueur:

1^o Aux prisonniers de guerre et internés civils russes se trouvant en Allemagne seront appliquées les dispositions de l'accord complémentaire du 19 avril 1920, de l'accord complémentaire du 7 juillet 1920 et de l'accord complémentaire en date de ce jour. D'une manière générale, les ressortissants russes se trouvant en Allemagne seront régis, au point de vue de leur personne et de leurs biens, par les règles du droit international et celles de la législation générale allemande.

2^o Les ressortissants allemands se trouvant au moment de la signature du présent accord sur le territoire de la R.S.F.S.R. jouissent, en tant qu'ils sont anciens prisonniers de guerre ou internés civils, de tous les droits résultant de l'accord complémentaire en date de ce jour.

biens apportés ou acquis en Russie, aux ressortissants alle-

3^o La R.S.F.S.R. garantit l'inviolabilité de tous les mandats qui se rendront sur son territoire pour des affaires commerciales en se conformant au présent accord et aux prescriptions relatives aux passeports, pourvu que l'acquisition et l'emploi de ces biens soient conformes aux conventions spéciales conclues par les organes correspondants de la R.S.F.S.R. L'inviolabilité de ces biens sera garantie par des sauf-conduits spéciaux délivrés par la R.S.F.S.R. sous réserve des réclamations élevées contre le titulaire d'un

sauf-conduit, ayant leur source dans les actes juridiques passés par lui avec la R.S.F.S.R. après la signature du présent accord.

ART. 9.

Le gouvernement russe autorise les anciens sujets allemands ayant perdu leur nationalité, ainsi que leurs femmes et enfants, à quitter la Russie, à la condition que des preuves soient fournies que leur départ a lieu en vue de l'émigration en Allemagne.

ART. 10.

Les deux gouvernements garantissent réciproquement aux bâtiments de l'autre se trouvant dans leurs eaux territoriales et leurs ports un traitement conforme aux règles générales du droit international.

Dans le cas où des avantages particuliers au point de vue de l'acquittement des droits de navigation seraient accordés aux bâtiments de commerce russes, le gouvernement russe accordera aux bâtiments allemands des avantages identiques.

Dans tous les cas, les bâtiments des deux parties contractantes peuvent être saisis à la suite d'une action ayant pour objet le paiement d'une somme d'argent, lorsque cette action est dans un rapport direct avec le bâtiment donné, telle, par exemple, l'action en paiement des taxes maritimes, de frais de réparation, de dommages-intérêts dus pour avarie provenant d'un abordage.

servitudes militaires.

ART. 3.

Les deux gouvernements prendront les mesures nécessaires afin que la Représentation de l'autre partie trouve des locaux convenables pour ses organes et des logements pour le chef de la mission et le personnel de celle-ci. Ils s'engagent en outre à prêter tout le concours possible à la Représentation de l'autre partie en vue de l'aider à trouver le matériel nécessaire pour l'expédition des affaires.

ART. 4.

La Représentation allemande en Russie aura le droit d'importer, libres de tous droits de douane et autres impôts, le matériel nécessaire pour l'expédition de ses affaires et pour l'entretien de son local, ainsi que les produits et objets de consommation destinés à son personnel allemand jusqu'à concurrence de 40 kilogrammes par personne et par mois.

L'autorisation d'importer sera délivrée par la Représentation russe dans le pays de la provenance des objets cidessus indiqués sur la production d'une liste où sera énuméré le contenu des paquets, laquelle liste devra être certifiée, en Allemagne, par le Ministère des Affaires Etrangères et, dans les autres pays, par les représentants de l'Allemagne dans ces pays.

ART. 5.

Les chefs des Représentations sont considérés comme accrédités auprès du Département des Affaires étrangères du

pays où se trouve la Représentation. Les Représentations auront à adresser leurs communications à ce Département. Toutefois, en ce qui concerne les affaires commerciales, ils pourront se mettre en rapport direct avec d'autres départements.

ART. 6.

Les Représentations reçoivent les pouvoirs consulaires suivants:

1^o Défense des intérêts de leurs citoyens conformément aux règles du droit international;

2^o Délivrance de passeports, de certificats d'identité et de visas;

3^o Dépôt, légalisation et certification de documents.

Les deux parties contractantes s'engagent à entrer immédiatement en pourparlers à l'effet de conclure un accord relatif à la certification des actes de l'état civil et à la conclusion des mariages.

ART. 7.

Chaque Représentation a le droit de faire usage des stations radiotélégraphiques et des services postaux publics pour la libre correspondance officielle, en clair ou chiffrée, avec son gouvernement et les représentants de son gouvernement dans d'autres pays, ainsi que d'expédier des courriers conformément à un accord spécial.

ART. 8.

Jusqu'à la signature d'un traité qui réglera dans son

Les traités du gouvernement des Soviets avec: 1° l'Allemagne,
2° ~~la Perse~~, 3° ~~l'Afghanistan~~

6-V-1921
TRAITE DE PAIX ENTRE LA RUSSIE
ET L'ALLEMAGNE

Le gouvernement de la République Socialiste Fédérative des Soviets de Russie et le gouvernement allemand, animés du désir de servir la paix entre la Russie et l'Allemagne et de contribuer par un traitement de faveur réciproque à la prospérité des deux pays ont conclu le présent accord provisoire:

ARTICLE PREMIER.

La sphère d'activité des délégations pour les prisonniers de guerre existant à l'heure actuelle est étendue de sorte qu'elles sont chargées de la défense des intérêts des ressortissants des pays respectifs. Une représentation commerciale est créée auprès de chacune de ces délégations, pour le développement des relations économiques entre les deux pays. Jusqu'à la reprise intégrale des relations normales, ces délégations seront désignées par les dénominations: "Représentation de la République Socialiste Fédérative des Soviets de Russie en Allemagne" et "Représentation allemande en Russie". Les sièges respectifs de ces Représentations sont Berlin et Moscou.

La Représentation de la R.S.F.S.R. en Allemagne doit être considérée comme l'unique représentation de l'Etat russe en Allemagne.

- 2 -

ART. 2.

Les chefs des représentations jouissent des droits et avantages accordés aux chefs des missions accréditées. Jusqu'à la conclusion d'une convention spéciale, sept membres seulement des représentations jouissent des droits et avantages des membres des missions accréditées autant qu'ils ne sont pas sujets de l'Etat sur le territoire duquel se trouve la mission.

En ce qui concerne les auxiliaires des représentations qui ne sont pas sujets du pays de la résidence de la mission, les deux gouvernements s'engagent à prendre les mesures administratives nécessaires afin que:

1° Les perquisitions ne soient opérées chez eux qu'autant qu'un avis en a été donné au département des Affaires étrangères du pays de la résidence de la mission et, dans la mesure où un retard n'entraînerait aucun danger, en présence d'un délégué dudit département et d'un délégué de la Représentation;

2° Le département des Affaires étrangères du pays de la résidence de la mission soit immédiatement informé de la mise en état de détention et de l'arrestation. La mission, de son côté, informe le chef de la Représentation dans les 24 heures au plus tard de la mise en état de détention ou de l'arrestation.

3° Lesdites personnes, de même que les membres de leurs familles, soient exemptés de toutes charges publiques et obligations de travail, ainsi que de toutes obligations et

原文ハ獨立、
東共ニ對シ、
承認スル、
アリ

「ラバロ」條約ノ擴張ニ關スル千九百二十二年十一月五日
獨逸國ト「ウクライナ」、白露西亞、「ゲオルギア」、「ア
ゼルバイジャン」、「アルメニア」諸共和國及極東共和國
トノ間ノ條約ノ批准ニ關スル布告

千九百二十三年十一月八日附

千九百二十二年四月十六日露西亞社會主義聯邦「ソウエト」共和國
ト「ラバロ」ニ於テ締結シタル條約ノ擴張ニ關シ千九百二十二年十
一月五日獨逸國ト「ウクライナ」、白露西亞、「ゲオルギア」、「ア
ゼルバイジャン」、「アルメニア」諸共和國及極東共和國トノ間ニ
署名セラレタル條約（千九百二十三年法令報）ハ批准セラレタリ、
獨逸國並「ウクライナ」、白露西亞、「ゲオルギア」、「アゼルバ
イジセン」、及「アルメニア」諸「ソウエト」共和國ノ批准書ノ交

（已號用紙）

外務省

（已號用紙）

換ハ千九百二十三年十月二十六日伯林ニ於テ獨逸國及現在「ウクラ
イナ」、白露西亞、「ゲオルギア」、「アゼルバイジャン」及「アル
メニア」ノ諸國カ露西亞社會主義聯邦「ソウエト」共和國ト共ニ組
成セル社會主義「ソウエト」共和聯合國ノ全權代表者ノ間ニ行ハレ
タリ、批准書ノ交換ニ際シ社會主義「ソウエト」共和聯合國ノ全權
代表者ハ極東共和國カ千九百二十二年十一月十五日其ノ國民會議ノ
決議ニ依リ解體セラレ露西亞社會主義聯邦「ソウエト」共和國ノ構
成部分トナリ從テ千九百二十二年四月十六日ノ「ラバロ」條約ハ舊
極東共和國ノ領域ニ對シテモ當然其ノ効力ヲ及ホスニ至レル結果極
東共和國トノ批准書交換ハ最早問題トナラサル旨ヲ聲明セリ

千九百二十三年十一月八日伯林ニ於テ

外務省

(已號用紙)

獨逸國外務大臣

代理 男爵 フォン・マルツァン

(本法令報公布ノ日附ハ一九二三年十一月十七日ナリ)

外務省

(已號用紙)

「ラバロ」條約ノ擴張ニ關スル千九百二十二年十一月五日
獨逸國ト「ウクライナ」、白露西亞、「ゲオルギア」、「ア
ゼルバイジャン」、「アルメニア」諸共和國及極東共和國
トノ間ノ條約ノ批准ニ關スル布告

千九百二十三年十一月八日附

千九百二十二年四月十六日露西亞社會主義聯邦「ソウエト」共和國
ト「ラバロ」ニ於テ締結シタル條約ノ擴張ニ關シ千九百二十二年十
一月五日獨逸國ト「ウクライナ」、白露西亞、「ゲオルギア」、「ア
ゼルバイジャン」、「アルメニア」諸共和國及極東共和國トノ間ニ
署名セラレタル條約(千九百二十三年法令報第二卷第三百十五頁)ハ批准セラレタリ、
獨逸國並「ウクライナ」、白露西亞、「ゲオルギア」、「アゼルバ
イジセン」、及「アルメニア」諸「ソウエト」共和國ノ批准書ノ交

外務省

(已號用紙)

換ハ千九百二十三年十月二十六日伯林ニ於テ獨逸國及現在「ウクラ
イナ」、白露西亞、「ゲオルギア」、
「アゼルバイジャン」及「アル
メニア」ノ諸國カ露西亞社會主義聯邦「ソウエト」共和國ト共ニ組
成セル社會主義「ソウエト」共和國ノ全權代表者ノ間ニ行ハレ
タリ、批准書ノ交換ニ際シ社會主義「ソウエト」共和國ノ全權
代表者ハ極東共和國カ千九百二十二年十一月十五日其ノ國民會議ノ
決議ニ依リ解體セラレ露西亞社會主義聯邦「ソウエト」共和國ノ構
成部分トナリ從テ千九百二十二年四月十六日ノ「ラバロ」條約ハ舊
極東共和國ノ領域ニ對シテモ當然其ノ効力ヲ及ホスニ至レル結果極
東共和國トノ批准書交換ハ最早問題トナラサル旨ヲ聲明セリ

千九百二十三年十一月八日伯林ニ於テ

外務省

(已號用紙)

獨逸國外務大臣

代理 男爵 フォン・マルツァン

(本法令報公布ノ日附ハ一九二三年十一月十七日ナリ)

外務省

zu enthalten.

Artikel 8.

Dieser Vertrag kann in Ansehung der vorstehenden Artikel 3 - 6. sowie in Ansehung der entsprechenden Anwendung des Artikels 4 des Vertrages von Rapallo mit einer Frist von drei Monaten gekündigt werden.

Die Kündigung kann von Deutschland gegenüber jedem einzelnen der mit der R.S.F.S.R. verbündeten Staaten mit ausschliesslicher Wirkung für sein Verhältnis zu diesem und umgekehrt von jedem einzelnen dieser Staaten gegenüber Deutschland mit ausschliesslicher Wirkung für das Verhältnis zwischen diesem einzelnen Staate und Deutschland ausgesprochen werden.

Wird der gekündigte Vertrag nicht durch einen Handelsvertrag ersetzt, so sind die beteiligten Regierungen berechtigt, nach Ablauf der Kündigungsfrist zur Abwicklung der bereits eingeleiteten Handelsgeschäfte eine aus fünf Mitgliedern bestehende Kommission einzusetzen. Die Kommissionsmitglieder gelten als Agenten ohne diplomatischen Charakter und haben die Abwicklung der Geschäfte längstens innerhalb von sechs Monaten nach Ablauf dieses Vertrages zu erledigen.

Artikel 9.

Dieser Vertrag soll ratifiziert werden. Zwischen

Deutschland einerseits und jedem einzelnen der mit der R.S.F.S.R. verbündeten Staaten andererseits werden besondere Ratifikationsurkunden ausgetauscht werden. Mit diesem Austausch tritt der Vertrag im Verhältnis zwischen den am Austausch beteiligten Staaten in Kraft.

Artikel 4.

Die Regierungen der mit der R.S.F.S.R. verbündeten Staaten sind berechtigt, in Deutschland an denjenigen Orten, wo sich ihre diplomatische Vertretung oder eine ihrer Konsularbehörden befindet, staatliche Handelsstellen einzurichten, welche dieselbe Rechtsstellung haben sollen wie die russische Handelsvertretung in Deutschland. In diesem Falle sind sie verpflichtet, alle Rechtshandlungen als verbindlich für sie anzuerkennen, die entweder der Leiter ihrer Handelsstelle oder die von diesem bevollmächtigten Beauftragten, letztere im Rahmen der ihnen erteilten Vollmachten, vornehmen.

Artikel 5.

Zur Erleichterung der wirtschaftlichen Beziehungen zwischen dem Deutschen Reiche einerseits und den mit der R.S.F.S.R. verbündeten Staaten andererseits werden folgende Grundsätze vereinbart:

1. Die zwischen deutschen Reichsangehörigen, deutschen juristischen Personen oder deutschen Firmen — einerseits — und zwischen den Regierungen der mit der R.S.F.S.R. verbündeten Staaten oder ihren in Artikel 4 genannten Staatlichen Handelsstellen oder den diesen Staaten angehörigen natürlichen oder juristischen Personen oder Firmen — andererseits — abgeschlossenen Verträge

und deren wirtschaftliches Ergebnis werden nach den Gesetzen des Staates, in dem sie abgeschlossen werden, behandelt und unterliegen der Gerichtsbarkeit dieses Staates.

Diese Bestimmung erstreckt sich nicht auf die Verträge, die vor Inkrafttreten des gegenwärtigen Vertrages abgeschlossen worden sind,

2. Die unter Ziffer 1 erwähnten Verträge können mit einer Schiedsklausel versehen werden. Auch kann in ihnen die Unterwerfung unter die Gerichtsbarkeit eines der vertragschließenden Staaten vereinbart werden.

Artikel 6.

Die mit der R.S.F.S.R. verbündeten Staaten gestatten den Personen, welche die deutsche Reichsangehörigkeit besessen, aber verloren haben, sowie ihren Ehefrauen und Kindern die Austeise, wenn damit nachweislich die Übersiedelung nach Deutschland verbunden wird.

Artikel 7.

Die beiderseitigen Vertretungen und die bei ihnen beschäftigten Personen sind verpflichtet, sich jeder Agitation oder Propaganda gegen die Regierung oder die staatlichen Einrichtungen des Aufenthaltsstaates

1. der Ukrainischen Sozialistischen Sowjet-Republik
2. der Sozialistischen Sowjet-Republik von weisrussland
3. der Sozialistischen Sowjet-Republik von Georgien
4. der Aserbeidschaner Sozialistischen Sowjet-Republik
5. der Sozialistischen Sowjet-Republik von Armenien
6. der Republik des Fernen Ostens

— nachstehend als mit der R.S.F.S.R. verbündete Staaten bezeichnet — andererseits entsprechende Anwendung finden. Hinsichtlich des Artikels 2, des Vertrages von Rapallo gilt dies für die bis zum 16. April 1922 erfolgte Anwendung der dort bezeichneten Gesetze und Massnahmen.

Artikel 2.

Es besteht zwischen der Deutschen Regierung und der Regierung der Ukrainischen Sozialistischen Sowjet-Republik Einigkeit darüber, dass die Feststellung und Verrechnung derjenigen Forderungen vorbehalten bleibt, welche etwa zu Gunsten der Deutschen Regierung oder der Ukrainischen Regierung nach Beendigung des Kriegszustandes zwischen

Deutschland und der Ukraine — und zwar in dem Zeitraum, während dessen deutsche Truppen in der Ukraine anwesend waren — entstanden sind.

Artikel 3.

Die Angehörigen des einen der vertragschliessenden Teile, die sich auf dem Gebiete des anderen Teiles befinden, geniessen dort vollen Rechtsschutz ihrer Person nach Massgabe des Völkerrechts und der allgemeinen Gesetze des Aufenthaltsstaates.

Den deutschen Reichsangehörigen, die sich unter Beachtung der passgesetzlichen Vorschriften auf das Gebiet der mit der R.S.F.S.R. verbündeten Staaten begeben, oder sich zur Zeit bereits dort aufhalten, wird die Unverletzlichkeit ihres gesamten mitgeführten, sowie des auf dem Boden der mit der R.S.F.S.R. verbündeten Staaten erworbenen Eigentums gewährleistet, sofern der ^{Er}Gewerb und die Verwendung desselben den Gesetzen des Aufenthaltsstaates oder den mit den zuständigen Organen desselben besonders getroffenen Vereinbarungen entspricht. Für die Ausfuhr des in den mit der R.S.F.S.R. verbündeten Staaten erworbenen Vermögens sind, soweit nicht besondere Vereinbarungen getroffen werden, die Gesetze und Vorschriften der mit der R.S.F.S.R. verbündeten Staaten massgebend.

ラハロ条約ヲ発表ニヒトノ既知ナルハハロスニ條約ナシト

Wolff's Telegraphisches Büro. Dienstag, 7. November
1922. Nr. 2143.

Berlin, 6. November. Das gestern zwischen
dem Bevollmächtigten der Deutschen Regierung,
dem Ministerialdirektor im Auswärtigen Amt, Freiherrn
von Maltzan und dem Bevollmächtigten der Regierung
der Ukrainischen Sozialistischen Sowjet-Republik,
Waldemar Aussem, sowie dem Bevollmächtigten der
Regierungen der Sozialistischen Sowjet-Republik
von Weissrussland, Sozialistischen Sowjet-Republik
von Georgien, Aserbeidschaner Sozialistischen
Sowjet-Republik, Sozialistischen Sowjet-Republik von
Armenien, Republik des Fernen Ostens, dem Botschafter
der Russischen Sozialistischen Föderativen Sowjet-
Republik in Berlin, Nikolaus Krestinski, abgeschlossene
Abkommen über die Ausdehnung
des Rapallovertrages hat
folgenden Wortlaut:

Artikle 1.

Der in Rapallo am 16. April 1922 unterzeichnete
Vertrag zwischen dem Deutschen Reiche und der
Russischen Sozialistischen Föderativen Sowjet-
Republik soll auch im Verhältnis zwischen dem
Deutschen Reiche einerseits und

(改定第ニ譯) (已號用紙)

「ラバロ」條約ヲ勞農露國以外ノ露國聯邦ニ

擴張スル條約

一九二二年十一月五日日曜日獨乙政府全權委員外務省局長男爵「フ
オン、マルツァン」ト「ウクライナ」社會「ソヴィエット」共和國
全權委員「ワルデマール、アウセム」並白露「ソヴィエット」共和
國「ゲオルギア」社會「ソヴィエット」共和國「アゼルバイジャン」
社會「ソヴィエット」共和國「アルメニア」社會「ソヴィエット」
共和國、極東共和國各政府全權委員伯林駐割露西亞社會聯邦「ソヴ
イエット」共和國大使「ニコラウス、クレステインスキー」トノ間
ニ締結セラレタル「ラバロ」條約ノ擴張ニ關スル協定ハ左ノ内容ヲ
有ス

外務省

(已號用紙)

第一條

一九二二年四月十六日「ラバロ」ニ於テ調印セラレタル獨乙國ト露
西亞社會聯邦「ソヴィエット」共和國トノ條約ハ一方獨乙國ト他方
一、「ウクライナ」社會「ソヴィエット」共和國
二、白露社會「ソヴィエット」共和國
三、「ゲオルギア」社會「ソヴィエット」共和國
四、「アゼルバイジャン」社會「ソヴィエット」共和國
五、「アルメニア」社會共和國
六、極東共和國

一即チ以下露西亞社會聯邦「ソヴィエット」共和國ノ同盟諸國ト稱
スルモノトノ關係ニ於テモ亦準用セラルヘシ右ハ「ラバロ」條約

外務省

(已號用紙)

第二條ニ關シテハ一九二二年四月十六日迄ニ於ケル同條所掲ノ法律
及措置ノ適用ニ就テモ亦同様トス

第二條

獨乙政府ト「ウクライナ」社會「ソヴィエット」共和國政府トノ間
ニハ獨乙ト「ウクライナ」トノ戰爭狀態終了后一但シ獨乙軍隊ノ「
ウクライナ」國ニ滞在シタル期間中一獨乙政府又ハ「ウクライナ」
政府ノ爲ニ生シタルコトアルヘキ債求權ノ確定及相殺ヲ依然留保ス
ヘキコトニ關スル同意成立セリ

第三條

締約國ノ一方ノ國民ニシテ他ノ締約國ノ領域内ニ在ル者ハ當該國ニ
於テ國際法及滞在國ノ一般法律ニ準據シ其ノ身体ノ完全ナル法律保

外務省

(已號用紙)

護ヲ享受ス旅券法上ノ規則ニ準據シテ露西亞社會聯邦「ソヴィエツ
ト」共和國ノ同盟諸國領域内ニ赴キ又ハ現在既ニ同地ニ滞在セル獨
逸國民ニ對シテハ其携帶シタル凡テノ財産並露西亞社會聯邦「ソヴ
イエット」共和國ノ同盟諸國內ニ於テ取得シタル凡テノ財産ノ取得
及利用ニシテ滞在國ノ法律又ハ當該國ノ管轄機關ト結ヘル特別ノ協
定ニ適合スル限り當該財産ノ不可侵保障セララルモノトス露西亞社
會聯邦「ソヴィエット」共和國ノ同盟諸國ニ於テ取得セル財産ノ輸
出ニ關シテハ特別ノ協定締結セラレサル限り露西亞社會聯邦「ソヴ
イエット」共和國ノ同盟諸國ノ法律及規則ニ據ルモノトス

第四條

露西亞社會聯邦「ソヴィエット」共和國ノ同盟諸國ノ政府ハ獨逸ニ

外務省

(已號用紙)

於テ其ノ外交代表者又ハ領事館所在地ニ獨逸ニ於ケル露西亞商務代表者ト同様ノ法律上ノ地位ヲ有スル國立商務所ヲ設置スルノ權利ヲ有ス右ノ場合ニ於テ當該諸國政府ハ其ノ商務所長又ハ同所長ヨリ全權ヲ委任セラレタル者カ後者ニ就テハ委任セラレタル權限内ニ於テ爲シタル凡テノ法律行爲ノ自己ニ對スル拘束力ヲ承認スル義務アルモノトス

第五條

一方獨逸國ト他方露西亞社會聯邦「ソヴェエツト」共和國ノ同盟諸國トノ間ノ經濟的諸關係ヲ容易ナラシムル爲次ノ諸原則協定セラル

一、一方獨逸國民、獨逸法人又ハ獨逸商會ノ間ニ於テ及他方露西亞社會聯邦「ソヴェエツト」共和國ノ同盟諸國ノ政府又ハ第

外務省

(已號用紙)

四條ニ掲ケラレタル國立商務所又ハ右諸國ノ自然人若ハ法人若ハ商會ノ間ニ於テ締結セラレタル契約又ハ其ノ經濟的效果ハ當該契約ノ締結セラレタル國ノ法律ニ從ヒ處理セラレ且當該國ノ裁判權ニ服スルモノトス右規定ハ本條約ノ效力發生前ニ締結セラレタル諸契約ニハ及ハス

二、第一號所掲ノ契約ハ一ノ仲裁約款ヲ具フルコトヲ得右契約中ニハ又締結國中ノ一國ノ裁判權ニ服スヘキコトヲ協定スルヲ得

第六條

露西亞社會聯邦「ソヴェエツト」共和國ノ同盟諸國ハ獨逸ノ國籍ヲ有シタルモ既ニ之ヲ喪失シタル者並其妻子ニ對シテハ獨逸ヘ移往ス

外務省

(已號用紙)

ル目的ヲ以テ爲スコト立證セラルルトキハ其ノ出國ヲ許可スルモノトス

第七條

双方ノ代表者及其隨員ハ滞在國ノ政府又ハ國家的施設ニ反對スル凡テノ煽動又ハ宣傳ニ關係セサルノ義務ヲ負フ

第八條

本條約ハ前記第三條乃至第六條ニ關シ並「ラバロ」條約第四條ノ準用ニ關シテハ三箇月ノ期間ヲ以テ解約セラレ得ルモノトス
右解約ハ獨逸ヨリ露西亞社會聯邦「ソヴェエツト」共和國ノ同盟諸國ノ各箇ニ對シ其當該同盟國ニ對スル關係ニ就キ排他的效力ヲ以テ及右ト反對ニ當該同盟諸國ノ各箇ヨリ獨逸ニ對シ當該各箇ノ同盟國

外務省

(已號用紙)

ト獨逸トノ關係ニ就キ排他的效力ヲ以テ宣言セラレ得ルモノトス
右解約セラレタル條約カ通商條約ニ依リ更改セラレサルトキハ關係諸政府ハ既ニ開始セラレタル商行爲ヲ決済スル爲解約期間經過後五名ヨリ成ル委員會ヲ設置スル權利ヲ有ス右委員會員ハ外交官ノ資格ヲ有セサル代表者ト見做サレ且本條約終了ノ後遅クモ六箇月内ニ右商行爲ノ決済ヲ完了スヘキモノトス

第九條

本條約ハ批准セラルヘキモノトス一方獨逸國ト他方露西亞社會聯邦「ソヴェエツト」共和國ノ同盟諸國ノ各箇トノ間ニ於テ特別ノ批准書交換セラルヘシ本條約ハ右批准書ノ交換ヲ以テ當該交換ニ參加セ

ル諸國間ノ關係ニ於テ效力ヲ發生ス

外務省

附屬書類添付

第一課

通條公信第二八一號

大正十二年十一月十九日

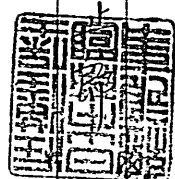
大正十二年十一月十九日

在漢堡

總領事

廿六日

外務大臣男爵 伊集院彦吉 殿



普通
受第 13. 10 號

總務課

門類項號

「ラッパ」條約適用範圍擴張ノ件

協約ノ批准交換ニ付報告ノ件

獨逸國及「ラッパ」條約適用範圍擴張ノ件

「アゼルバイジャン」(五)「アルメニア」並(六)「極東共和國」

ノ諸國間ノ獨逸國「ラッパ」條約ヲ適用スヘキ日ノ協

約成立セル趣ハ大正十一年十一月八日附通總條公

信第二五八號ヲ以テ及速報告置候處在協約ハ

在漢堡帝國總領事館

免山

午修
主修
主修

本年十月廿六日柏林ニ於テ批准交換ヲ了シタル趣
十一月十七日附當國法令報ヲ以テ公布相成候條
右一部ニ及速送付候 敬具

進而前記中極東共和國ハ十九百廿二年十月
十五日露露一四一四「サウエー」聯邦共和國ニ合併シ
從テ批准交換ノ問題モ自然消滅トナリタル趣
「サウエー」共和國代表者ニ於テ聲明アリタル旨
附誌致候候間此段申添候也

(添附)

Reichsgesetzblatt Teil II (Nov. 17. 23) 一部

在漢堡帝國總領事館

Reichsgesetzblatt

Teil II

1923

Ausgegeben zu Berlin, den 31. Juli 1923

Nr. 27

Inhalt: Gesetz über einen Vertrag zwischen dem Deutschen Reiche und den Sowjet-Republiken der Ukraine, Weißrußland, Georgien, Aserbeidschan, Armenien und der Republik des Fernen Ostens vom 5. November 1922. S. 315. — Gesetz, betreffend das deutsch-polnische Abkommen über die Uferleitung der Verwaltungsbereit, Steuerverteilungs- und Verwaltungsbeschlüssen sowie der Rechtsmittelverfahren in Reichs- und in Staatssteuerangelegenheiten und in Kirchensteuerfällen im ober-schlesischen Abteilungsgebiet. S. 317. — Bekanntmachung über die Verlängerung des vorläufigen deutsch-spanischen Handelsabkommens vom 15. Januar 1923. S. 322.

Gesetz über einen Vertrag zwischen dem Deutschen Reiche und den Sowjet-Republiken der Ukraine, Weißrußland, Georgien, Aserbeidschan, Armenien und der Republik des Fernen Ostens vom 5. November 1922.
Vom 5. Juli 1923.

Der Reichstag hat das folgende Gesetz beschlossen, das mit Zustimmung des Reichsrats hiermit verkündet wird:

Artikel 1

Dem am 5. November 1922 unterzeichneten Vertrage zwischen dem Deutschen Reiche und den Sowjet-Republiken der Ukraine, Weißrußland, Georgien, Aserbeidschan, Armenien und der Republik des Fernen Ostens wird zugestimmt.

Der Vertrag wird nachstehend veröffentlicht.

Artikel 2

Dieses Gesetz tritt mit dem Tage der Verkündung in Kraft.
Berlin, den 5. Juli 1923.

Der Reichspräsident
Ebert

Der Reichsminister des Auswärtigen
von Rosenberg

Der Bevollmächtigte der Deutschen Regierung, nämlich
der Ministerialdirektor im Auswärtigen Amte
und
Freiherr von Malgou

der Bevollmächtigte der Regierung der Ukrainischen
Sozialistischen Sowjet-Republik, nämlich

Herr Waldemar Kussem,
Mitglied des Ukrainischen Zentral-Exekutiv-Ausschusses,
sowie

der Bevollmächtigte der Regierungen der
Sozialistischen Sowjet-Republik von Weißrußland,
Sozialistischen Sowjet-Republik von Georgien,
Aserbeidschaner Sozialistischen Sowjet-Republik,
Sozialistischen Sowjet-Republik von Armenien,
Republik des Fernen Ostens,

nämlich

der bevollmächtigte Vertreter und Botschafter der
Russischen Sozialistischen Föderativen Sowjet-Republik
in Berlin,

Herr Nikolaus Kreftinsky,
sind nach Vorlegung ihrer in guter und gehöriger Form
befundenen Vollmachten über nachstehende Bestimmungen
übereingekommen:

Artikel 1

Der in Rapallo am 16. April 1922 unterzeichnete
Vertrag zwischen dem Deutschen Reiche und der Russischen
Sozialistischen Föderativen Sowjet-Republik soll auch
im Verhältnis zwischen dem Deutschen Reiche einerseits und

(Vierzehnter Tag nach Ablauf des Ausgabedags: 14. August 1923)
Reichsgesetzbl. 1923 II

1. der Ukrainischen Sozialistischen Sowjet-Republik,
 2. der Sozialistischen Sowjet-Republik von Weißrußland,
 3. der Sozialistischen Sowjet-Republik von Georgien,
 4. der Aserbeidschauer Sozialistischen Sowjet-Republik,
 5. der Sozialistischen Sowjet-Republik von Armenien,
 6. der Republik des Fernen Ostens
- nachstehend als mit der R. S. F. S. R. verbündete Staaten bezeichnet — andererseits entsprechende Anwendung finden. Hinsichtlich des Artikels 2 des Vertrags von Rapallo gilt dies für die bis zum 16. April 1922 erfolgte Anwendung der dort bezeichneten Gesetze und Maßnahmen.

Artikel 2

Es besteht zwischen der Deutschen Regierung und der Regierung der Ukrainischen Sozialistischen Sowjet-Republik Einigkeit darüber, daß die Feststellung und Verrechnung derjenigen Forderungen vorbehalten bleibt, welche etwa zugunsten der Deutschen Regierung oder der Ukrainischen Regierung nach Beendigung des Kriegszustandes zwischen Deutschland und der Ukraine — und zwar in dem Zeitraum, während dessen deutsche Truppen in der Ukraine anwesend waren — entstanden sind.

Artikel 3

Die Angehörigen des einen der vertragschließenden Teile, die sich auf dem Gebiete des anderen Teiles befinden, genießen dort vollen Rechtsschutz ihrer Person nach Maßgabe des Völkerrechts und der allgemeinen Gesetze des Aufenthaltsstaats.

Den deutschen Reichsangehörigen, die sich unter Beachtung der passgesetzlichen Vorschriften auf das Gebiet der mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten begeben oder sich zur Zeit bereits dort aufhalten, wird die Unverletzlichkeit ihres gesamten mitgeführten sowie des auf dem Boden der mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten erworbenen Eigentums gewährleistet, sofern der Erwerb und die Verwendung desselben den Gesetzen des Aufenthaltsstaats oder den mit den zuständigen Organen desselben besonders getroffenen Vereinbarungen entspricht. Für die Ausfuhr des in den mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten erworbenen Vermögens sind, soweit nicht besondere Vereinbarungen getroffen werden, die Gesetze und Vorschriften der mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten maßgebend.

Artikel 4

Die Regierungen der mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten sind berechtigt, in Deutschland an denjenigen Orten, wo sich ihre diplomatische Vertretung oder eine ihrer Konsularbehörden befindet, staatliche Handelsstellen einzurichten, welche dieselbe Rechtsstellung

haben sollen wie die russische Handelsvertretung in Deutschland. In diesem Falle sind sie verpflichtet, alle Rechtsabhandlungen als verbindlich für sie anzuerkennen, die entweder der Leiter ihrer Handelsstelle oder die von diesem bevollmächtigten Beauftragten, letztere im Rahmen der ihnen erteilten Vollmachten, vornehmen.

Artikel 5

Zur Erleichterung der wirtschaftlichen Beziehungen zwischen dem Deutschen Reiche einerseits und den mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten andererseits werden folgende Grundsätze vereinbart:

1. Die zwischen deutschen Reichsangehörigen, deutschen juristischen Personen oder deutschen Firmen — einerseits — und zwischen den Regierungen der mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten oder ihren im Artikel 4 genannten staatlichen Handelsstellen oder den diesen Staaten angehörigen natürlichen oder juristischen Personen oder Firmen — andererseits — abgeschlossenen Verträge und deren wirtschaftliches Ergebnis werden nach den Gesetzen des Staates, in dem sie abgeschlossen werden, behandelt und unterliegen der Gerichtsbarkeit dieses Staates. Diese Bestimmung erstreckt sich nicht auf die Verträge, die vor Inkrafttreten des gegenwärtigen Vertrags abgeschlossen worden sind.
2. Die unter Ziffer 1 erwähnten Verträge können mit einer Schiedsklausel versehen werden. Auch kann in ihnen die Unterwerfung unter die Gerichtsbarkeit eines der vertragschließenden Staaten vereinbart werden.

Artikel 6

Die mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten gestatten den Personen, welche die deutsche Reichsangehörigkeit besaßen, aber verloren haben, sowie ihren Ehefrauen und Kindern die Ausreise, wenn damit nachweislich die Übersiedelung nach Deutschland verbunden wird.

Artikel 7

Die beiderseitigen Vertretungen und die bei ihnen beschäftigten Personen sind verpflichtet, sich jeder Agitation oder Propaganda gegen die Regierung oder die staatlichen Einrichtungen des Aufenthaltsstaats zu enthalten.

Artikel 8

Dieser Vertrag kann in Ansehung der vorstehenden Artikel 3 bis 6 sowie in Ansehung der entsprechenden Anwendung des Artikels 4 des Vertrags von Rapallo mit einer Frist von drei Monaten gekündigt werden.

Die Kündigung kann von Deutschland gegenüber jedem einzelnen der mit der R. S. F. S. R. verbündeten

Artikel 9

Staaten mit ausschließlicher Wirkung für sein Verhältnis zu diesem und umgekehrt von jedem einzelnen dieser Staaten gegenüber Deutschland mit ausschließlicher Wirkung für das Verhältnis zwischen diesem einzelnen Staate und Deutschland ausgesprochen werden.

Wird der gekündigte Vertrag nicht durch einen Handelsvertrag ersetzt, so sind die beteiligten Regierungen berechtigt, nach Ablauf der Kündigungsfrist zur Abwicklung der bereits eingeleiteten Handelsgeschäfte eine aus fünf Mitgliedern bestehende Kommission einzusetzen. Die Kommissionsmitglieder gelten als Agenten ohne diplomatischen Charakter und haben die Abwicklung der Geschäfte längstens innerhalb von sechs Monaten nach Ablauf dieses Vertrags zu erledigen.

Dieser Vertrag soll ratifiziert werden. Zwischen Deutschland einerseits und jedem einzelnen der mit der R. S. F. S. R. verbündeten Staaten andererseits werden besondere Ratifikationsurkunden ausgetauscht werden. Mit diesem Austausch tritt der Vertrag im Verhältnis zwischen den am Austausch beteiligten Staaten in Kraft. Ausgefertigt in siebenfacher Urschrift.

Berlin, den 5. November 1922.

gez. Rathenau

gez. W. Außem
gez. N. Kreßinski

(3 Einzel)

Gesetz, betreffend das deutsch-polnische Abkommen über die Überleitung der Verwaltungs-, Steuer-, Verteilungs- und Verwaltungsbeschlußsachen sowie der Rechtsmittelverfahren in Reichs- und in Staatssteuerangelegenheiten und in Kirchensteuerangelegenheiten im oberschlesischen Abstimmungsgebiet. Vom 30. Mai 1922.

Der Reichstag hat das folgende Gesetz beschlossen, das mit Zustimmung des Reichsrats hiermit verkündet wird:

Artikel 1

Dem am 26. August 1922 in Posen unterzeichneten deutsch-polnischen Abkommen, betreffend die Überleitung der Verwaltungs-, Steuer-, Verteilungs- und Verwaltungsbeschlußsachen sowie der Rechtsmittelverfahren in Reichs- und in Staatssteuerangelegenheiten und in Kirchensteuerangelegenheiten im oberschlesischen Abstimmungsgebiete wird zugestimmt.

Das Abkommen wird nachstehend veröffentlicht.

Artikel 2

Dieses Gesetz tritt mit dem Tage der Verkündung in Kraft.
Berlin, den 30. Mai 1923.

Der Reichspräsident
Ebert

Der Reichsminister des Auswärtigen
von Rosenberg

Deutsch-polnisches Abkommen,

betreffend die Überleitung der Verwaltungs-, Steuer-, Verteilungs- und Verwaltungsbeschlußsachen sowie der Rechtsmittelverfahren in Reichs- und in Staatssteuerangelegenheiten und in Kirchensteuerangelegenheiten im oberschlesischen Abstimmungsgebiete.

Die Deutsche Regierung und die Polnische Regierung, von dem Wunsche geleitet, die Fortführung der durch die Teilung Oberschlesiens beeinflussten Verwaltungs-, Steuer-, Steuer-, Steuer- und Verwaltungsbeschlußsachen sowie

Niemiecko-polski układ

w przedmiocie przejęcia administracyjnych spraw spornych, spraw dotyczących rozdziału podatków oraz administracyjnych spraw uchwałowych, jako też przewodów na skutek środków prawnych w sprawach podatków Rzeszy, podatków państwowych i w sprawach podatków kościelnych, na górnośląskim obszarze plebiscytowym.

Rząd Niemiecki i Rząd Polski, powodowane życzeniem unormowania zgodnie z interesem ludności obu stron dalszego prowadzenia administracyjnych spraw spornych, spraw dotyczących roz-

der Rechtsmittelverfahren in Reichs- und in Staatssteuerangelegenheiten und in Kirchensteuerfällen im Interesse der beiderseitigen Bevölkerung zu regeln, sind übereingekommen, darüber Vereinbarungen zu treffen und haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

die Deutsche Regierung

1. den Gesandten Dr. Paul Eckardt,

2. den Polizeipräsidenten Dr. Gottfried Schwendy;

die Polnische Regierung

den Vizeminister Dr. Zygmunt Seyda.

Die Bevollmächtigten haben sich, nachdem sie einander ihre Vollmachten mitgeteilt und diese in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen geeinigt:

I

Verwaltungsstreitigkeiten

Artikel 1

(1) Verwaltungsstreitverfahren (§§ 61 bis 114 des Preussischen Gesetzes über die allgemeine Landesverwaltung vom 30. Juli 1883 — Preussische Gesetzsamml. S. 195 —, § 192a Abs. 2 und 3 und § 194a des allgemeinen Vergesetzes für die Preussischen Staaten vom 24. Juni 1865 in der Fassung der Gesetze vom 14. Juli 1905 — Preussische Gesetzsamml. S. 307 —, vom 28. Juli 1909 — Preussische Gesetzsamml. S. 677 — und vom 6. August 1921 — Preussische Gesetzsamml. S. 486 —) aus dem ober-schlesischen Abstimmungsgebiete, die zur Zeit des Überganges der Staatshoheit über den polnisch gewordenen Teil des ober-schlesischen Abstimmungsgebietes an Polen anhängig und zur Zeit des Inkrafttretens dieses Abkommens noch nicht rechtskräftig erledigt waren, werden von derjenigen deutschen oder polnischen Behörde fortgeführt, die zuständig wäre, wenn das Streitverfahren erst nach der Übergabe des abgetretenen Gebietes anhängig gemacht worden wäre.

(2) Solche Verwaltungsstreitverfahren, die in einer höheren Instanz schweben, werden von der entsprechenden höheren Instanz fortgeführt.

Artikel 2

Verwaltungsstreitigkeiten sind von der Behörde, bei der das Verfahren bisher schwebte, falls das Verfahren nach Artikel 1 von einer anderen Behörde fortzuführen ist, unverzüglich an diese Behörde von Amts wegen mit allen Akten und sonstigen Vorgängen abzugeben. Auf gegenseitige Erstattung etwaiger in dem bisherigen

dzialu podatków oraz administracyjnych spraw uchwalowych, jak również przewodów na skutek środków prawnych w sprawach podatków Rzeszy, podatków państwowych i w sprawach podatków kościelnych, zgodziły się wejść w tym przedmiocie w układy i w tym celu zamianowały swymi pełnomocnikami:

Rząd Niemiecki:

Posła Dr. Paul Eckardt,

Prezydenta Policji Dr. Gottfried Schwendy.

Rząd Polski:

Wiceministra D-ra Zygmunta Seyda.

Pełnomocnicy, po wzajemnem przedłożeniu sobie swych pełnomocnictw i uznaniu ich za wystawione w dobrej i należytej formie, zgodzili się na następujące postanowienia:

I

Administracyjne sprawy sporne.

Artykuł 1.

1. Administracyjne przewody sporne (§§ 61 do 114 pruskiej ustawy o ogólnej administracji kraju z dnia 30. lipca 1883 r. — zbiór ustaw pruskich strona 195 — ustępy 2 i 3 § 192a i § 194a ogólniej ustawy górniczej dla państw pruskich z dnia 24. czerwca 1865 r. w brzmieniu ustaw z dnia 14. lipca 1905 r. — zbiór ustaw pruskich strona 307 —, z dnia 28. lipca 1909 r. — zbiór ustaw pruskich strona 677 — i z dnia 6. sierpnia 1921 r. — zbiór ustaw pruskich strona 486) z górnośląskiego obszaru plebiscytowego, które zawisłe były w czasie przejścia na Polskę suwerenności na przepadłe Polsce części górnośląskiego obszaru plebiscytowego i nie były jeszcze w czasie wejścia w życie niniejszego układu załatwione prawnomocnie, będą dalej prowadzone przez tą władzę niemiecką lub polską, która byłaby właściwą, gdyby postępowanie sporne zawisło dopiero po oddaniu odstąpionego obszaru.

2. Takie administracyjne przewody sporne, które wiszą w wyższej instancji, będą dalej prowadzone przez odnośną wyższą instancję.

Artykuł 2.

Jeśli przewod ma być po myśli artykułu 1 dalej prowadzony przez inną władzę natenczas władza, u której przewod dotychczas wisiał, ma tamtej władze bezzwłocznie odstąpić z urzędu administracyjne sprawy sporne ze wszystkimi aktami i innemi poprzednikami. Nie będzie się żądać

Verfahren entstandener Kosten wird verjichtet. Die Kosten für die Abbeförderung der Akten werden von der absendenden Behörde getragen.

Artikel 3

(1) An die Stelle der an den Verwaltungsstreitverfahren als Partei beteiligten Staats- oder Kommunalbehörden oder anderen öffentlichen Körperschaften treten diejenigen Staats- und Kommunalbehörden oder anderen öffentlichen Körperschaften, die zuständig sein würden, wenn das Verfahren erst nach Übergabe des abgetretenen Gebietes an Polen anhängig geworden wäre.

(2) Ist ein Kommissar zur Vertretung des öffentlichen Interesses als Partei beteiligt (§ 74 Abs. 3 des Gesetzes über die allgemeine Landesverwaltung vom 30. Juli 1883), so fällt dieser fort, falls er für die nunmehr nach Artikel 1 zuständige Behörde Ausländer ist. Es bleibt derjenigen Behörde, die zur Bestellung des Kommissars zuständig sein würde, wenn das Verfahren nach der Teilung anhängig geworden wäre, überlassen, einen neuen Kommissar zu bestellen.

Artikel 4

Beide vertragschließenden Teile gewährleisten sich die Durchführung aller in Verwaltungsstreitverfahren ergangenen Urteile, die vor dem Übergange der Staatshoheit rechtskräftig geworden sind oder in bereits beim Übergange der Staatshoheit anhängig gewesenem Verwaltungsstreitverfahren rechtskräftig waren, soweit durch solche Urteile Ansprüche auf Rückzahlung von Gebühren, Beiträgen oder Abgaben aller Art begründet wurden.

Artikel 5

(1) In solchen Verwaltungsstreitverfahren, die auf Grund des Artikel 2 abzugeben sind, sichern sich beide vertragschließenden Teile gegenseitige Rechtshilfe durch Vernehmung von Zeugen und Sachverständigen, leihweise Überlassung von Akten oder Zurverfügungstellung beglaubigter Abschriften aus solchen und Erteilung amtlicher Auskünfte zu.

(2) Die Ersuchen um Gewährung der Rechtshilfe sind durch Vermittlung der beiderseitigen Generalüberleitungskommissare zu stellen. Für die Tätigkeit der Behörden werden keine Kosten berechnet, bare Auslagen sind zu erstatten.

II

Steuerverteilungssachen

Artikel 6

Steuerverteilungsverfahren (§ 71 des Preussischen Kommunalabgabengesetzes vom 14. Juli 1893 — Preussische Gesetzsamml. S. 152 —), bei denen Gemeinden

uiszczania ewentualnych kosztów powstałych w dotychczasowym przewodzie. Koszty odesłania aktów ponosi władza odsyłająca.

Artykuł 3.

1. W miejsce władz państwowych lub komunalnych albo innych publicznych korporacji, zainteresowanych w administracyjnym przewodzie spornym jako strony wstępują te władze państwowe i komunalne lub inne publiczne korporacje, które byłyby właściwe, gdyby przewod zawisł dopiero po oddaniu obszaru odstąpionego Polsce.

2. Jeżeli jako strona uczestniczy komisarz dla zastępstwa interesu publicznego (ustęp 3 § 74 ustawy o ogólnej administracji kraju z dnia 30. lipca 1883 r.), natenczas traci on uczestnictwo, jeśli jest dla władzy właściwej odtąd po myśli artykułu 1. cudzoziemcem. Ustanowienie nowego komisarza pozostawia się uznaniu władzy, która byłaby właściwą do ustanowienia komisarza, gdyby postępowanie zawisło po uskutecznieniu podziału.

Artykuł 4.

Obydwie układające się strony poręczają sobie wykonanie wszystkich wyroków w administracyjnym przewodzie spornym wydanych, które przed przejściem suwerenności stały się prawomocne albo które uzyskają prawomocność w administracyjnych sprawach spornych, które wisiały już w chwili przejścia suwerenności, o ile takie wyroki uzasadniają roszczenia o zwrot podatków, opłat, składek lub danin wszelkiego rodzaju.

Artykuł 5.

1. W takich administracyjnych przewodach spornych, które mają być oddane na podstawie artykułu 2, obie układające się strony zapewniają sobie wzajemną pomoc prawną przez słuchanie świadków i rzeczoznawców, wypożyczanie aktów lub oddawanie do rozporządzenia ich uwierzytel-nionych odpisów oraz przez udzielanie urzędowych wywiadów.

2. Prośby o udzielenie pomocy prawnej należy wnosić za pośrednictwem obustronnych generalnych komisarzy dla przejęcia. Za czynności władz nie ma się zaliczać żadnych kosztów, natomiast inne gotówkowe wydatki należy zwracać.

II.

Sprawy dotyczące rozdziału podatków.

Artykuł 6.

Przewody dotyczące rozdziału podatków (§ 71 pruskiej ustawy o daninach komunalnych z dnia 14. lipca 1893 r. — zbiór ustaw pruskich strona

oder Kreise des obereschlesischen Abstimmungsgebiets beteiligt sind und die zur Zeit des Überganges der Staatshoheit noch nicht rechtskräftig erledigt waren, werden, soweit es sich ausschließlich um Gemeinden oder Kreise im polnisch gewordenen Teile Oberschlesiens handelt, von der polnischen Behörde fortgeführt, die zuständig wäre, wenn das Verfahren erst nach Übergabe des an Polen abgetretenen Gebiets anhängig gemacht worden wäre.

Artikel 7

(1) Sind bei einem noch schwebenden Steuerverteilungsverfahren außer Gemeinden oder Gemeindeverbänden in Polnisch-Oberschlesien auch deutsche Gemeinden oder Kreise beteiligt, so wird das Verfahren von der Behörde fortgeführt, bei der es zur Zeit des Überganges der Staatshoheit geschwebt hat.

(2) Ist jedoch die Summe der Einkommensteuerbeträge, zu denen der Steuerpflichtige von beteiligten deutschen Gemeinden oder Kreisen veranlagt ist, größer als die Summe der Einkommensteuerbeträge, die von beteiligten polnischen Gemeinden oder Kreisen gefordert sind, so ist das Verfahren, falls es zur Zeit des Überganges der Staatshoheit bei einer inzwischen polnisch gewordenen Behörde geschwebt hat, nicht von dieser, sondern von der deutschen Behörde fortzuführen, die für die beteiligte oder die beteiligten deutschen Gemeinden oder Kreise zuständig ist. Im umgekehrten Falle ist das Verfahren von der entsprechenden polnischen Behörde fortzuführen.

Artikel 8

Artikel 1 Abs. 2 sowie die Artikel 2, 4 und 5 kommen sinngemäß zur Anwendung; Artikel 2 mit der Maßgabe, daß die Steuerverteilungssachen, soweit die Abgabe von einer deutschen an eine polnische Behörde zu erfolgen hat, an die Wojewodschaft in Katowitz, ungeachtet an den Regierungspräsidenten in Oppeln abgegeben werden. Die bezeichneten Stellen geben sie an die nach diesen Abkommen zur Fortführung berufenen Behörden weiter, nachdem sie im Falle des § 58 des Gesetzes über die allgemeine Landesverwaltung vom 30. Juli 1883 die zuständige Behörde bestimmt oder ihre Bestimmung veranlaßt haben.

Artikel 9

Etwa infolge der Durchführung des Steuerverteilungsverfahrens erforderlich werdende Abrechnungen zwischen Gemeinden und Gemeindeverbänden bleiben vorbehalten. Erforderlichenfalls soll hierüber ein besonderes Abkommen geschlossen werden.

152 —), in welchen uczestniczą gminy lub powiaty górnośląskiego obszaru plebiscytowego, a które w czasie przejścia suwerenności nie były jeszcze prawomocnie załatwione, będzie, o ile chodzi wyłącznie o gminy lub powiaty w części Górnego Śląska Polsce przypadłej, dalej prowadzić ta polska władza, która byłaby właściwą, gdyby przewód zawisł po oddaniu obszaru odstąpionego Polsce.

Artikel 7.

1. Jeżeli w wiszącym jeszcze przewodzie dotyczącym rozdziału podatków oprócz gmin lub związków gminnych z niemieckiej części Górnego Śląska biorą udział także polskie gminy lub powiaty, natenczas ta władza będzie dalej prowadziła przewód, u której wisiał on w czasie przejścia suwerenności.

2. Jeżeli jednak suma składek podatku dochodowego, nałożonych na podatnika przez zainteresowane niemieckie gminy lub powiaty, jest większa od sumy składek podatku dochodowego, których żądały zainteresowane polskie gminy lub powiaty, natenczas będzie przewód dalej prowadziła, chociażby zawisł on w czasie przejścia suwerenności u władzy, która w międzyczasie stała się polską, nie ta ostatnia władza, lecz władza niemiecka właściwa dla zainteresowanej niemieckiej gminy lub zainteresowanych niemieckich gmin lub powiatów. W odwrotnym przypadku ma przewód dalej prowadzić odpowiednia władza polska.

Artikel 8.

Ustęp 2 artykułu 1 oraz artykuły 2, 4 i 5 będzie się stosować analogicznie, a artykuł 2 z tem zastrzeżeniem, że sprawy dotyczące rozdziału podatków, o ile władza niemiecka ma je oddać władzy polskiej, mają być oddane Województwu w Katowicach a w przypadku odwrotnym prezesowi rejencji w Opolu. Po wyznaczeniu w przypadku § 58 ustawy o ogólnej administracji kraju z dnia 30. lipca 1883 lub spowodowaniu wyznaczenia właściwej władzy, wymienione wyżej urzędy podają je władzom powołanym według niniejszego układu do dalszego prowadzenia.

Artikel 9.

Zastrzega się ewentualne rozliczenia pomiędzy gminami i związkami gminnymi, konieczne na skutek przeprowadzenia przewodu dotyczącego rozdziału podatków. W razie potrzeby winien być co do tego zawarty osobny układ.

III
Beschlussverfahren
Artikel 10

Für die Beschlussverfahren (§§ 115 bis 126 des Gesetzes über die allgemeine Landesverwaltung vom 30. Juli 1883 sowie § 142 des allgemeinen Berggesetzes für die Preussischen Staaten vom 24. Juni 1865 in Verbindung mit § 150 des Gesetzes über die Zuständigkeit der Verwaltungs- und Verwaltungsgerichtsbehörden vom 1. August 1883 — Preussische Gesetzsamml. S. 237 —) gelten die Bestimmungen der Artikel 1 bis 5 sinngemäß.

IV
Schwebende Rechtsmittelverfahren in Reichs- und in Staatssteuerangelegenheiten
Artikel 11

Auf schwebende Rechtsmittelverfahren in Reichs- und in Staatssteuerangelegenheiten finden, soweit es sich um Veranlagungen aus der Besatzungszeit handelt, die Bestimmungen der Artikel 1 bis 3 und 5 sinngemäße Anwendung.

Artikel 12

Maßgebend für die örtliche Zuständigkeit der zur Entscheidung berufenen Behörden ist bei natürlichen Personen der Wohnsitz oder in Ermangelung eines solchen der Aufenthalt, bei juristischen Personen der Sitz der Verwaltung zur Zeit des Überganges der Staatshoheit.

Artikel 13

Soweit in den im Artikel 11 bezeichneten Rechtsmittelverfahren auf eine Ermäßigung von Reichs- oder Staatssteuern oder auf Freistellung von ihnen erkannt wird, zahlt jeder der beiden vertragsschließenden Teile die auf Grund der Entscheidungen seiner Behörden zu erstattenden Beträge. Eine gegenseitige Abrechnung findet nicht statt.

V
Schwebende Rechtsmittelverfahren in Kirchensteuerfachen
Artikel 14

Auf schwebende Rechtsmittelverfahren in Kirchensteuerfachen finden die Bestimmungen der Artikel 1 bis 5 und, soweit es sich um eine Steuerverteilung handelt, die Bestimmungen der Artikel 6 bis 8 sinngemäße Anwendung.

III
Postepowanie uchwałowe.
Artikel 10.

Co do postępowania uchwałowego (§§ 115—126 ustawy o ogólnej administracji kraju z dnia 30. lipca 1883, jako też § 142 ogólnej ustawy górniczej dla państw pruskich z dnia 24. czerwca 1865 w związku z § 150 ustawy o właściwości władz administracyjnych i administracyjnychsadowych z dnia 1. sierpnia 1883 — (zbiór ustaw pruskich str. 237 —) obowiązują analogicznie postanowienia artykułów 1—5.

IV
Wiszące przewody wskutek środków prawnych w sprawach podatków Rzeszy i podatków państwowych.
Artikel 11.

Do wiszących przewodów wskutek środków prawnych w sprawach podatków Rzeszy i podatków państwowych mają analogiczne zastosowanie postanowienia artykułów 1—3 i 5, o ile chodzi o rozkłady z czasu okupacji.

Artikel 12.

Dla miejscowej właściwości władz powołanych do rozstrzygania jest miarodajne co do osób fizycznych miejsce zamieszkania, a w braku tegoż miejsce pobytu, co do osób prawnych siedziba zarządu w chwili przejścia suwerenności.

Artikel 13.

O ile w przewodach wskutek środków prawnych, wymienionych w artykule 11, orzeczono zmniejszenie podatków Rzeszy lub podatków państwowych albo uwolnienie od nich, natenczas każda z układających się stron płaci kwoty, które mają być zwrocone na podstawie rozstrzygnięcia jej władz. Wzajemne rozliczenie nie ma miejsca.

V
Wiszące przewody na skutek środków prawnych w sprawach podatków kościelnych.
Artikel 14.

Do wiszących przewodów na skutek środków prawnych w sprawach podatków kościelnych mają analogiczne zastosowanie postanowienia artykułów 1—5, a o ile chodzi o rozdział podatków, postanowienia artykułów 6—8.

VI.

Schlußbestimmungen

Artikel 15

(1) Alle Verfahren, die nach diesem Abkommen von einer anderen als der sie bisher bearbeitenden Behörde fortzuführen sind, gelten als von dem Tage des Überganges der Staatshoheit im abgetretenen Gebiete (15. Juni 1922) ab bis zum Ablauf eines Monats nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens als unterbrochen.

(2) In solchen unter dieses Abkommen fallenden Anlässen, für deren Behandlung infolge des Überganges der Staatshoheit ein Wechsel in der Zuständigkeit der Behörden eingetreten ist, gelten für den im Abs. 1 bezeichneten Zeitraum alle Fristen als unterbrochen, die für die Einlegung von Rechtsmitteln jeder Art (Einsprüche, Anträge auf mündliche Verhandlung, Revisionen, Berufungen, Revisionen, Anträge auf Wieder- aufnahme des Verfahrens, Beschwerden, Anträge auf Beschlußfassung durch das Kollegium usw.) vorgeschrieben sind. Ist in einer Angelegenheit der vorbezeichneten Art, während die Frist unterbrochen war, im übrigen aber innerhalb des sonst für die Einlegung des Rechtsmittels vorgeschriebenen Zeitraums das Rechtsmittel bei der Behörde eingelegt worden, die vor dem Übergange der Staatshoheit zuständig war, so gilt die Frist als gewahrt. Nachdem die Fristunterbrechung ihr Ende erreicht hat, müssen alle Rechtsmittel bei den nunmehr zuständigen Behörden eingelegt werden.

Artikel 16

Dieses Abkommen soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen sobald wie möglich ausgetauscht werden. Das Abkommen tritt mit dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Geschehen in doppelter Ausfertigung je in deutscher und in polnischer Sprache
in Posen, am 26. August 1922.

gez. Dr. Paul Eckardt gez. Dr. Zygmunt Seyda
gez. Dr. Gottfried Schwendy

Bekanntmachung über die Verlängerung des vorläufigen deutsch-spanischen Handelsübereinkommens vom 15. Januar 1923 (Reichsgesetzbl. II S. 219 ff.).
Bom 19. Juli 1923.

Durch Notenaustausch zwischen der Deutschen Botschaft in Madrid und dem Königlich Spanischen Ministerium des Äußern ist gemäß Artikel 1 des Ermächtigungsgesetzes vom 9. Juli 1923 (Reichsgesetzbl. II

VI.

Postanowienia końcowe.

Artykuł 15.

1. Wszystkie przewody, które według niniejszego układu mają być dalej prowadzone przez inną władzę niż tę, która dotychczas je opracowywała, uważa się za przerwane od dnia przejścia suwerenności na odstąpionym obszarze (15. czerwca 1922) do końca jednego miesiąca po wejściu w życie niniejszego układu.

2. W takich pod niniejszy układ podpadających sprawach, do traktowania których skutkiem przejścia suwerenności zaszła zmiana właściwości władz, na czas oznaczony w ustępie 1 uważa się za przerwane wszystkie czasokresy, które przepisane są dla założenia środków prawnych wszelkiego rodzaju (sprzeciw, wnioski na ustną rozprawę, skargi, odwołania, rewizje, wnioski na wznowienie postępowania, zażalenia, wnioski na powzięcie uchwały przez kolegium i t. d.). Jeżeli w sprawie wyżej oznaczonego rodzaju, kiedy czasokres był przerwany, ale przed upływem czasokresu poza tem dla założenia środka prawnego przepisane, środek prawny założono u tej władzy, która była właściwą przed przejściem suwerenności, natenczas uważa się czasokres za zachowany. Skoro przerwa czasokresu dobiegła końca, muszą być wszystkie środki prawne założone u władzy odąd właściwej.

Artykuł 16.

Niniejszy układ będzie ratyfikowany a dokumenty ratyfikacyjne będą w jaknajkrótszym czasie wymienione. Układ wchodzi w życie z chwilą wymiany dokumentów ratyfikacyjnych.

Sporządzono w dwu oryginałach w języku niemieckim i języku polskim.

W Poznaniu dnia 26. sierpnia 1922.

Dr. Paul Eckardt Dr. Zygmunt Seyda
Dr. Gottfried Schwendy

§. 308) die Gültigkeitsdauer des vorläufigen Handelsübereinkommens zwischen der Deutschen Regierung und der Königlich Spanischen Regierung bis zum 30. September 1923 verlängert worden.

Berlin, den 19. Juli 1923.

Der Reichsminister des Auswärtigen
von Rosenberg

Herausgegeben vom Reichsministerium des Innern. — Verlag des Gesetzgebungsamtes, Berlin NW 40, Schornhofstr. 4. — Gedruckt in der Reichsdruckerei, Berlin.
Den Bezug des Reichsgesetzblatts (auch älterer Jahrgänge und einzelner Nummern) vermitteln die Postanstalten.
Einzelne Nummern können auch unmittelbar beim Gesetzgebungsamt bezogen werden.

Reichsgesetzblatt

Teil II

1923

Ausgegeben zu Berlin, den 17. November 1923

Nr. 43

Inhalt. Verordnung zur Eisenbahn-Verkehrsordnung. S. 409. — Bekanntmachung über die Ratifikation des Vertrags vom 5. November 1922 zwischen dem Deutschen Reich und den Sowjetrepubliken der Ukraine, Weißrußland, Georgien, Aserbeidschan, Armenien und der Republik des Fernen Ostens über die Ausdehnung des Vertrags von Rapallo. S. 409. — Zweite Verordnung zur Ausführung des Gesetzes über das Zusatzabkommen vom 25. März 1923 zum deutsch-schweizerischen Abkommen vom 6. Dezember 1920, betreffend schweizerische Goldhypotheken in Deutschland vom 23. Juni 1923. S. 410.

Verordnung zur Eisenbahn-Verkehrsordnung. Vom 1. November 1923.

Auf Grund der Verordnung vom 29. Oktober 1920 (Reichsgesetzbl. 1920 S. 1859), die den Reichsverkehrsminister zur selbständigen Ergänzung und Änderung der Verordnungen über den Bau, Betrieb und Verkehr der Eisenbahnen ermächtigt, werden die in der Eisenbahn-Verkehrsordnung vom 23. Dezember 1908 aufgeführten Geldbeträge wie folgt geändert:

- Im § 16 (2), (4) und (5) und im § 27 (5)
von 3 Mark*) in 3 Goldmark,
und von 0,50 Mark*) in 0,50 Goldmark,
im § 17 (4) und im § 18 (5)
von 2 Mark*) in 2 Goldmark,
im § 37 (1)
von 20 Pfennig*) in 20 Goldpfennig,
im § 37 (2)
von 10 Pfennig*) in 10 Goldpfennig
und von 20 Pfennig*) in 20 Goldpfennig,
im § 60 (1) a)
von 50 Mark in 24 Goldmark,
von 20 Mark in 6 Goldmark
und von 3 Mark in 1 Goldmark,
im § 60 (1) b) — an zwei Stellen —
von 20 Mark in 2 Goldmark,
im § 92 (3)
von 10 Mark in 10 Goldmark,
von 0,5 Pfennig in 0,5 Goldpfennig,
von 4 Mark in 40 Goldpfennig.

(Derselbe Tag nach Ablauf des Ausgabetags: 1. Dezember 1923)
Reichsgesetzbl. 1923 II

Die Fußnoten zu den vorstehend mit *) versehenen Beträgen werden gestrichen.

Diese Verordnung tritt am 1. November 1923 in Kraft.

Berlin, den 1. November 1923.

Der Reichsverkehrsminister
Defer

Bekanntmachung über die Ratifikation des Vertrags vom 5. November 1922 zwischen dem Deutschen Reich und den Sowjetrepubliken der Ukraine, Weißrußland, Georgien, Aserbeidschan, Armenien und der Republik des Fernen Ostens über die Ausdehnung des Vertrags von Rapallo. Vom 8. November 1923.

Der am 5. November 1922 unterzeichnete Vertrag zwischen dem Deutschen Reich und den Sowjetrepubliken der Ukraine, Weißrußland, Georgien, Aserbeidschan, Armenien und der Republik des Fernen Ostens über die Ausdehnung des mit der Russischen Sozialistischen Föderativen Sowjetrepublik am 16. April 1922 in Rapallo abgeschlossenen Vertrags (Reichsgesetzbl. 1923 II S. 315) ist ratifiziert worden. Der Austausch der Ratifikationsurkunden Deutschlands sowie der Sowjetrepubliken der Ukraine, Weißrußland, Georgien, Aserbeidschan und Armenien hat am 26. Oktober 1923 in Berlin zwischen den bevollmächtigten Vertretern des Deutschen Reichs und der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken, in der die Staaten Ukraine, Weißrußland, Georgien, Aserbeidschan und Armenien jetzt mit der Russischen Sozialistischen Föderativen Sowjet-

republik vereinigt sind, stattgefunden. Bei der Aus-
wechslung der Urkunden hat der bevollmächtigte Ver-
treter der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken
erklärt, daß ein Urkundenaustausch mit der Republik
des Fernen Ostens nicht mehr in Frage komme, da
sich diese Republik durch Beschluß ihrer Volksversamm-
lung vom 15. November 1922 aufgelöst habe und
Bestandteil der Russischen Sozialistischen Föderativen
Sowjetrepublik geworden sei, so daß der Vertrag
von Rapallo vom 16. April 1922 ohne weiteres auch
für das Gebiet der ehemaligen Republik des Fernen
Ostens gelte.

Berlin, den 8. November 1923.

Der Reichsminister des Auswärtigen

In Vertretung

Freiherr von Rathenau

Zweite Verordnung zur Ausführung des Gesetzes über
das Zusatzabkommen vom 25. März 1923 zum deutsch-
schweizerischen Abkommen vom 6. Dezember 1920,
betreffend schweizerische Goldhypotheken in Deutsch-
land vom 23. Juni 1923. Vom 9. November 1923.

Auf Grund von § 16 des Gesetzes über das Zusatz-
abkommen zum Abkommen vom 6. Dezember 1920
zwischen dem Deutschen Reiche und der Schweizerischen
Eidgenossenschaft, betreffend schweizerische Goldhypotheken
in Deutschland und gewisse Arten von Forderungen
an deutsche Schuldner vom 23. Juni 1923
(Reichsgesetzbl. II S. 284), wird folgendes bestimmt:

§ 1

Der Nachweis, daß der Gläubiger dem Schuldner
die im Artikel 2 Abs. 2 des Hauptabkommens vorgesehene
Erklärung übermittelt hat (Artikel 1 Abs. 1 des Zusatz-
abkommens), bedarf nicht der im § 29 der Grundbuch-
ordnung vorgeschriebenen Form.

§ 2

Der Nachweis der Vertretungsmacht des inländischen
Hauptbevollmächtigten einer ausländischen privaten Ver-
sicherungsunternehmung wird durch eine Bescheinigung
des Reichsaufsichtsamts für Privatversicherung geführt.

§ 3

Soweit der Treuhänder auf Grund des Artikel II
§ 3 des Gesetzes vom 23. Juni 1923 den Gläubiger
einer im § 2 desselben Gesetzes bezeichneten Realast,
Hypothek, Grundschuld oder Rentenschuld befriedigt, ist
er berechtigt, mit Wirkung für den Grundstückseigen-
tümer die Zustimmung zur Löschung der Last zu
erteilen.

§ 4

Die Verordnung tritt mit dem auf ihre Verkündung
folgenden Tage in Kraft.

Berlin, den 9. November 1923.

Der Reichswirtschaftsminister

Dr. Koeth

門 2
類 6
項 2
號

35.

千九百二十二年十一月五日獨逸國ト「ウクライナ」、
白露西亞、「ゲオルギア」、「アゼルバイジャン」、
「アルメニア」諸「ソヴェト」共和國及極東共和國
トノ間ノ條約ニ關スル法律

千九百二十三年七月五日附

獨逸國國會ハ左ノ法律ヲ議決シタルニ依リ獨逸國參議院ノ同意ヲ以
テ茲ニ之ヲ公布ス

第一條

千九百二十二年十一月五日獨逸國ト「ウクライナ」、白露西亞、「
ゲオルギア」、「アゼルバイジャン」、「アルメニア」諸「ソヴェ
ト」共和國及極東共和國トノ間ニ署名セラレタル條約ニ對シ同意ス

(已號用紙)

各省通商手條約
各省通商手條約
各省通商手條約

外務省

(已號用紙)

右條約ハ左ニ公示セラル

第二條

本法ハ公布ノ日ヨリ之ヲ實施ス

千九百二十三年七月五日 伯林ニ於テ

獨逸國大統領 「エーベルト」

獨逸國外務大臣 「フォン、ローゼンベルグ」

獨逸政府ノ全權委員即チ外務省局長

男爵「フォン、マルツァン」

「ウクライナ」社會主義「ソウエト」共和國政府ノ全權委員即チ

外務省

(已號用紙)

並

全「ウクライナ」中央執行委員會委員「ワルデマー、アウセム」

白露西亞社會主義「ソヴェト」共和國

「ゲオルギア」社會主義「ソヴェト」共和國

「アゼルバイジャン」社會主義「ソヴェト」共和國

「アルメニア」社會主義「ソヴェト」共和國

極東共和國

諸政府ノ全權委員即チ

在伯林露西亞社會主義聯邦「ソヴェト」共和國全權代表者簽大使

「ニコラウス、クレステインスキー」

トハ其ノ良好妥當ナリト認ムル全權委任狀ヲ呈示シタル後左ノ規定

外務省

(已號用紙)

ニ付一致セリ

第一條

千九百二十二年四月十六日「ラバロ」ニ於テ署名セラレタル獨逸國
ト露西亞社會主義聯邦「ソヴェト」共和國トノ間ノ條約ハ一方獨逸
國ト他方

(一)「ウクライナ」社會主義「ソヴェト」共和國

(二)白露西亞社會主義「ソヴェト」共和國

(三)「ゲオルギア」社會主義「ソヴェト」共和國

(四)「アゼルバイジャン」社會主義「ソヴェト」共和國

(五)「アルメニア」社會主義「ソヴェト」共和國

外務省

(已 號 用 紙)

內 務 省 共 和 國

即チ以下露西亞社會主義聯邦「ソヴェト」共和國ノ同盟國ト稱スル
モノトノ間ノ關係ニ於テモ亦之ヲ準用スヘシ、「ラバロ」條約第二
條ニ就テハ千九百二十二年四月十六日迄ニ爲サレタル同條所掲ノ法
律及措置ノ適用ニ關スル限リ右ニ同シ

第 二 條

獨逸政府ト「ウクライナ」社會主義「ソヴェト」共和國政府トノ間
ニ於テハ獨逸及「ウクライナ」間ノ戰爭狀態終了後獨逸軍隊ノ「ウ
クライナ」ニ滞在シタル期間中獨逸政府又ハ「ウクライナ」政府ノ
爲ニ發生シタルコトアルヘキ債權ノ確定及決算カ留保セラルル旨ノ
同意成立セルモノトス

外 務 省

(已 號 用 紙)

第 三 條

締約國ノ一方ノ國民ニシテ他方ノ領域ニ在ル者ハ同地ニ於テ國際法
及滞在國ノ一般法律ノ規定ニ從ヒ身體ノ完全ナル法律上ノ保護ヲ享
受ス

旅券規則ヲ遵守シテ露西亞社會主義聯邦「ソヴェト」共和國ノ同盟
國ノ領域ニ赴キ又ハ現在既ニ同地ニ滞在スル獨逸國々民ニ對シテハ
其ノ一切ノ携帶財産並露西亞社會主義聯邦「ソヴェト」共和國ノ同
盟國ノ地域ニ於テ取得セル財産ノ不可侵ヲ保障ス

但シ右ハ當該財産ノ取得及行使カ滞在國ノ法律又ハ該國所轄機關ト
ノ間ニ締結セラレタル特別ノ協定ニ適合スル場合ニ限ルモノトス、
露西亞社會主義聯邦「ソヴェト」共和國ノ同盟國內ニ於テ取得セル

外 務 省

(已號用紙)

財産ノ輸出ニ對シテハ特別ノ協定ナキ限り右露西亞社會主義聯邦「ソヴェト」共和國ノ同盟國ノ法律及規則適用セラルルモノトス

第四條

露西亞社會主義聯邦「ソヴェト」共和國ノ同盟國政府ハ獨逸國內ニ於テ自國ノ外交代表又ハ領事館ノ一ノ所在地ニ在獨露西亞商業代表ト同一ノ法律上ノ地位ヲ有スヘキ國立商務署ヲ設置スルノ權利ヲ有ス、此ノ場合ニハ右諸國政府ハ其ノ商務署長又ハ商務署長ヨリ全權ヲ委任セラレタル者カ後者ニ就テハ與ヘラレタル全權ノ範圍内ニ於テ爲シタル一切ノ法律行爲ニ付其ノ自己ニ對スル拘束力ヲ認ムルノ義務ヲ有ス

第五條

外務省

(已號用紙)

一方獨逸國ト他方露西亞社會主義聯邦「ソヴェト」共和國ノ同盟國トノ間ノ經濟關係ヲ容易ナラシムカ爲左ノ原則ヲ協定ス

「一方獨逸國民、獨逸法人又ハ獨逸商館ノ間ニ於テ又他方露西亞社會主義聯邦「ソヴェト」共和國ノ同盟國政府又ハ第四條所定ノ其ノ國立商務署又ハ之等諸國ノ國籍ヲ有スル自然人若ハ法人若ハ商館ノ間ニ於テ締結セラレタル契約及其ノ經濟上ノ結果ハ該契約ノ締結セラレタル國ノ法律ニ從ヒテ處理セラレ且同國ノ裁判權ニ服スルモノトス、本規定ハ本條約ノ實施前ニ締結セラレタル契約ニ對シテハ其ノ效力ヲ及ホササルモノトス

「第一號ニ掲ケタル契約ハ一ノ仲裁約款ヲ具有スルコトヲ得又該契約ニ於テ締約國ノ一方ノ裁判權ニ服スヘキコトヲモ協定

外務省

(已 號 用 紙)

スルコトヲ得

第六條

露西亞社會主義聯邦「ソヴェト」共和國ノ同盟國ハ皆テ獨逸ノ國籍ヲ有シタルモ之ヲ喪失シタル者並其ノ妻子ニ對シ其ノ獨逸國ヘ移住スルコトヲ明瞭ナルトキハ出國ヲ許可スルモノトス

第七條

双方ノ代表及其ノ隨員ハ滞在國ノ政府又ハ國家機關ニ反對スル一切ノ煽動又ハ宣傳ニ關係セサルノ義務ヲ有ス

第八條

本條約ハ前記第三條乃至第六條ニ關スル限り並「ラバロ」條約第四條ノ準用ニ關スル限り三箇月ノ期間ヲ以テ之ヲ解約スルコトヲ得

外 務 省

(已 號 用 紙)

右解約ハ獨逸國ヨリ露西亞社會主義聯邦「ソヴェト」共和國ノ各同盟國ニ對シ獨逸國ト當該同盟國トノ關係ニ就キ排他的効力ヲ以テ之ト反對ニ右各國ヨリ獨逸國ニ對シ右各國トノ關係ニ就キ排他的効力ヲ以テ之ヲ告知スルコトヲ得

解約セラレタル本條約カ通商條約ニ依リ更改セラレサルトキハ關係國政府ハ既ニ開始セル商行為決濟ノ爲解約期間ノ經過後五名ノ委員ヨリ成ル委員會ヲ設置スルノ權利ヲ有ス右委員會委員ハ外交官ノ性質ヲ有セサル代表者ト認メラレ且本條約ノ解消後週クモ六箇月以内ニ右取引ノ決濟ヲ完了スヘキモノトス

第九條

本條約ハ之ヲ批准スヘシ、一方獨逸國ト他方露西亞社會主義聯邦「ソ

外 務 省

(已 號用紙)

ヴェト」共和國ノ同盟各國トノ間ニ於テ特別ノ批准書ヲ交換スヘシ
本條約ハ右交換ニ依リ該交換ニ参加セル諸國間ノ關係ニ於テ之ヲ實
施ス

本書七通ヲ作成ス

千九百二十二年十一月五日 伯林ニ於テ

「マルツアン」

署名

「ヴェー、アウセム」

署名 各印

「エン、クレステインスキー」署名

(本條約ヲ公布セル獨逸國法令報ノ日附ハ一九二三年七月三十一日ナリ)

外 務 省

(已 號用紙)

「ラバロ」條約ノ擴張ニ關スル千九百二十二年十一月五日
獨逸國ト「ウクライナ」、白露西亞、「ゲオルギア」、「ア
ゼルバイジャン」、「アルメニア」諸共和國及極東共和國
トノ間ノ條約ノ批准ニ關スル布告

千九百二十三年十一月八日附

千九百二十二年四月十六日露西亞社會主義聯邦「ソウエト」共和國
ト「ラバロ」ニ於テ締結シタル條約ノ擴張ニ關シ千九百二十二年十
一月五日獨逸國ト「ウクライナ」、白露西亞、「ゲオルギア」、「ア
ゼルバイジャン」、「アルメニア」諸共和國及極東共和國トノ間ニ
署名セラレタル條約(千九百二十三年法令報 一ハ批准セラレタリ、
獨逸國並「ウクライナ」、白露西亞、「ゲオルギア」、「アゼルバ
イジャン」、及「アルメニア」諸「ソウエト」共和國ノ批准書ノ交

外 務 省

(已號用紙)

換ハ千九百二十三年十月二十六日伯林ニ於テ獨逸國及現在「ウクラ
イナ」、白露西亞、「ゲオルギア」、「アゼルバイジャン」及「アル
メニア」ノ諸國カ露西亞社會主義聯邦「ソウエト」共和國ト共ニ組
成セル社會主義「ソウエト」共和聯合國ノ全權代表者ノ間ニ行ハレ
タリ、批准書ノ交換ニ際シ社會主義「ソウエト」共和聯合國ノ全權
代表者ハ極東共和國カ千九百二十二年十一月十五日其ノ國民會議ノ
決議ニ依リ解體セラレ露西亞社會主義聯邦「ソウエト」共和國ノ構
成部分トナリ從テ千九百二十二年四月十六日ノ「ラバロ」條約ハ舊
極東共和國ノ領域ニ對シテモ當然其ノ効力ヲ及ホスニ至レル結果極
東共和國トノ批准書交換ハ最早問題トナラサル旨ヲ聲明セリ

千九百二十三年十一月八日伯林ニ於テ

外務省

(已號用紙)

獨逸國外務大臣

代理 男爵 フォン、マルツァン

(本法令報公布ノ日附ハ一九二三年十一月十七日ナリ)

外務省

改正 第 18

(美濃半裁野紙) 國 帛

公第三大號

大正十五年二月二十五日

在 漢 堡

總領事 川島信太郎

外務大臣男爵幣原喜重郎殿

獨逸國及「バイチ」國間債務相殺手續虎止ニ關スル協定
獨逸露條約批准書交換 獨逸芬間仲裁及和解ニ
關スル條約批准書交換 獨逸發明品展覽會ニ對ス
ル參照見本商標保護法適用ノ件

(原、經、新、協、定、主、任、)

外 務 省

(出、示、第、三、號、詳、) (已、號、用、紙、)

「ラバロ」條約ヲ勞農露國以外ノ露國聯邦ニ

擴張スル條約

一九二二年十一月五日日曜日獨乙政府全權委員外務省局長男爵「フ
オン、マルツアン」ト「ウクライナ」社會「ソヴァエツト」共和國
全權委員「ワルデマール、アウセル」並白露「ソヴァエツト」共和
國「ゲオルギア」社會「ソヴァエツト」共和國「アゼルバイジャン」
社會「ソヴァエツト」共和國「アルメニア」社會「ソヴァエツト」
共和國、極東共和國各政府全權委員伯林駐露西亞社會聯邦「ソヴ
イエツト」共和國大使「ニコラウス、クレステインスキー」トノ間
ニ締結セラレタル「ラバロ」條約ノ擴張ニ關スル協定ハ左ノ内容ヲ
有ス

外 務 省

(已號用紙)

第一條

一九二二年四月十六日「ラバロ」ニ於テ調印セラレタル獨乙國ト露西亞社會聯邦「ソヴィエット」共和國トノ條約ハ一方獨乙國ト他方「ウクライナ」社會「ソヴィエット」共和國
ニ白露社會「ソヴィエット」共和國
三「ゲオルギア」社會「ソヴィエット」共和國
四「アゼルバイジャン」社會「ソヴィエット」共和國
五「アルメニア」社會共和國
六極東共和國

一即チ以下露西亞社會聯邦「ソヴィエット」共和國ノ同盟諸國ト稱スルモノトノ關係ニ於テモ亦準用セラルヘシ右ハ「ラバロ」條約

外務省

(已號用紙)

第二條ニ關シテハ一九二二年四月十六日迄ニ於ケル同條所掲ノ法律及措置ノ適用ニ就テモ亦同様トス

第二條

獨乙政府ト「ウクライナ」社會「ソヴィエット」共和國政府トノ間ニハ獨乙ト「ウクライナ」トノ戰爭狀態終了后一但シ獨乙軍隊ノ「ウクライナ」國ニ滞在シタル期間中一獨乙政府又ハ「ウクライナ」政府ノ爲ニ生シタルコトアルヘキ債求權ノ確定及相殺ヲ依然留保スヘキコトニ關スル同意成立セリ

第三條

締約國ノ一方ノ國民ニシテ他ノ締約國ノ領域内ニ在ル者ハ當該國ニ於テ國際法及滞在國ノ一般法律ニ準據シ其ノ身体ノ完全ナル法律保

外務省

(已號用紙)

護ヲ享受ス旅券法上ノ規則ニ準據シテ露西亞社會聯邦「ソヴィエツト」共和國ノ同盟諸國領域内ニ赴キ又ハ現在既ニ同地ニ滞在セル獨逸國民ニ對シテハ其携帶シタル凡テノ財産並露西亞社會聯邦「ソヴィエツト」共和國ノ同盟諸國內ニ於テ取得シタル凡テノ財産ノ取得及利用ニシテ滞在國ノ法律又ハ常該國ノ管轄機關ト結ヘル特別ノ協定ニ適合スル限り常該財産ノ不可侵保障セラルモノトス露西亞社會聯邦「ソヴィエツト」共和國ノ同盟諸國ニ於テ取得セル財産ノ輸出ニ關シテハ特別ノ協定締結セラレサル限り露西亞社會聯邦「ソヴィエツト」共和國ノ同盟諸國ノ法律及規則ニ據ルモノトス

第四條

露西亞社會聯邦「ソヴィエツト」共和國ノ同盟諸國ノ政府ハ獨逸ニ

外務省

(已號用紙)

於テ其ノ外交代表者又ハ領事館所在地ニ獨逸ニ於ケル露西亞商務代表者ト同様ノ法律上ノ地位ヲ有スル國立商務所ヲ設置スルノ權利ヲ有ス右ノ場合ニ於テ常該諸國政府ハ其ノ商務所長又ハ同所長ヨリ全權ヲ委任セラレタル者カ後者ニ就テハ委任セラレタル權限内ニ於テ爲シタル凡テノ法律行爲ノ自己ニ對スル拘束力ヲ承認スル義務アルモノトス

第五條

一方獨逸國ト他方露西亞社會聯邦「ソヴィエツト」共和國ノ同盟諸國トノ間ノ經濟的諸關係ヲ容易ナラシムル爲次ノ諸原則協定セラル
一、一方獨逸國民、獨逸法人又ハ獨逸商會ノ間ニ於テ及他方露西亞社會聯邦「ソヴィエツト」共和國ノ同盟諸國ノ政府又ハ第

外務省

(已號用紙)

四條ニ掲ケラレタル國立商務所又ハ右諸國ノ自然人若ハ法人
若ハ商會ノ間ニ於テ締結セラレタル契約又ハ其ノ經濟的效果
ハ當該契約ノ締結セラレタル國ノ法律ニ從ヒ處理セラレ且當
該國ノ裁判權ニ服スルモノトス右規定ハ本條約ノ效力發生前
ニ締結セラレタル諸契約ニハ及ハス
ニ第一號所掲ノ契約ハ一ノ仲裁約款ヲ具フルコトヲ得右契約中
ニハ又締結國中ノ一國ノ裁判權ニ服スヘキコトヲ協定スルヲ
得

第六條

露西亞社會聯邦「ソヴェエツト」共和國ノ同盟諸國ハ獨逸ノ國籍ヲ
有シタルモ既ニ之ヲ喪失シタル者並其妻子ニ對シテハ獨逸ヘ移往ス

外務省

(已號用紙)

ル目的ヲ以テ爲スコト立證セラルルトキハ其ノ出國ヲ許可スルモノ
トス

第七條

双方ノ代表者及其隨員ハ滞在國ノ政府又ハ國家的施設ニ反對スル凡
テノ煽動又ハ宣傳ニ關係セサルノ義務ヲ負フ

第八條

本條約ハ前記第三條乃至第六條ニ關シ並「ラバロ」條約第四條ノ準
用ニ關シテハ三箇月ノ期間ヲ以テ解約セラレ得ルモノトス
右解約ハ獨逸ヨリ露西亞社會聯邦「ソヴェエツト」共和國ノ同盟諸
國ノ各箇ニ對シ其當該同盟國ニ對スル關係ニ就キ排他的效力ヲ以テ
及右ト反對ニ當該同盟諸國ノ各箇ヨリ獨逸ニ對シ當該各箇ノ同盟國

外務省

(已 號 用 紙)

ト獨逸トノ關係ニ就キ排他的効力ヲ以テ宣言セラレ得ルモノトス
右解約セラレタル條約カ通商條約ニ依リ更改セラレサルトキハ關係
諸政府ハ既ニ開始セラレタル商行爲ヲ決濟スル爲解約期間經過後五
名ヨリ成ル委員會ヲ設置スル權利ヲ有ス右委員會員ハ外交官ノ資格
ヲ有セサル代表者ト見做サレ且本條約終了ノ後遅クモ六箇月内ニ右
商行爲ノ決濟ヲ完了スヘキモノトス

第九條

本條約ハ批准セラルキモノトス一方獨逸國ト他方露西亞社會聯邦
「ソヴェエツト」共和國ノ同盟諸國ノ各箇トノ間ニ於テ特別ノ批准
書交換セラルヘシ本條約ハ右批准書ノ交換ヲ以テ當該交換ニ參加セ
ル諸國間ノ關係ニ於テ効力ヲ發生ス

外 務 省